DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

ÉCHANGES N° 132 — Printemps 2010

ÉCHANGES

N° 132 — Printemps 2010 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

De l'accompagnement de la précarité et de la misère, p. 3
Particularités de l'économie et des luttes sociales en **FRANCE** dans les années 2008 et 2009, p.7
GRECE : accord militaire avec l'Etat français et achat d'armement, p. 15 ◆ Nettoyage de l'appareil policier et montée des luttes en **RUSSIE**,p. 16 ◆ Dans les publications : **EUROPE**, p. 18

La crise aux **ETATS-UNIS**, 3e partie : les mesures de sauvetage du capitalisme américain, p. 25 ◆ La **RÉVOLUTION IRANIENNE** – 1979, p. 37
Dans les publications : Iran, Palestine, Afrique du Sud, Haïti, Californie, p. 50

Quelques précisions **SUR LA FINANCE** et son rôle économique, p. 52
Dans les publications : la crise économique, le « capitalisme vert », les technologies, les écolos, la décroissance... p. 58

CORRESPONDANCE. « Echanges, fausse conscience et mauvaise conscience », p. 62 ◆ « La crise frappe fort autour de moi », p. 64

Dans les **PUBLICATIONS** : classe, organisations politiques et syndicales, histoire, p. 67 ◆ Et la religion ? p. 72

NOTE DE LECTURE. « Le Management de la colère », p. 74

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

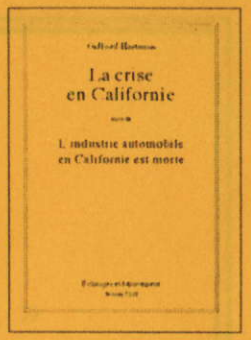
à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

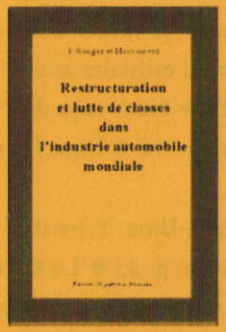
au Canada

La Sociale €DL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

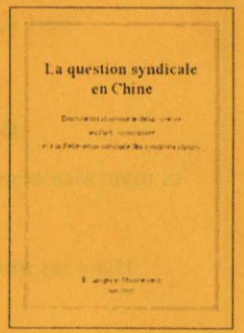
DERNIÈRES PARUTIONS



Les multiples facettes de la crise (chômage, endettement, sans-abris, destructions...) dans un des Etats les plus riches du monde, mais où la pauvreté touche toujours plus de population, à un moment où la crise économique est aussi une crise écologique majeure. *L'industrie automobile est morte* insiste sur un aspect du capitalisme contemporain, la désindustrialisation. – Echanges et Mouvement, 36 p., 2 euros



Ce recueil d'articles publiés dans *Echanges* de 1979 à 2010 permet d'avoir une vue d'ensemble sur trente ans d'histoire des luttes ouvrières dans une industrie primordiale pour le capitalisme. La restructuration du capital est aussi la restructuration des luttes, qui ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même. – Ni patrie ni frontières, 180 p., 6 euros



Trois textes (une enquête administrative, un article d'un magazine officiel, le récit d'une grève) qui ont en commun de provenir de Chine populaire et de s'interroger – comme le fait Bruno Astarian dans la présentation – sur le rôle d'éventuels syndicats indépendants. – Echanges et Mouvement, 56 p., 2,50 euros

BROCHURES DISPONIBLES

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

NOTE DE LECTURE

Le Management de la colère

Ducros et Guérin
éd. Max Milo (janvier 2010).

CE N'EST PAS un ouvrage exhaustif mais on y trouve des détails qui montrent que les dirigeants se soucient toujours de contrer et dominer toutes les manifestations de résistance des travailleurs. Cela ne devrait pas étonner ceux qui comprennent la lutte de classe, le rapport de forces capital-travail, de voir que le patronat tente de résoudre ce problème quotidien : comment maintenir les conditions qui garantissent l'extraction du maximum de plus-value ?

Dans ce conflit permanent entre celui qui vend sa force de travail et celui qui tente de l'utiliser dans cette optimisation, il se dresse une barrière d'incompréhension et de méfiance d'autant plus élevée que l'entreprise est plus importante. C'est pour cela que les entreprises, depuis longtemps mais de plus en plus largement, se dotent de tout un arsenal débordant largement le cadre juridique de l'exploitation (le droit du travail) en embauchant sociologues, psychologues et même ethnologues pour tenter de comprendre autant que possible le pourquoi et le comment des résistances ouvrières, pour élaborer les méthodes en vue de les dominer, de les contourner, de les vaincre , éventuellement même de les utiliser.

Devant la montée récente de formes plus radicales de lutte dans les deux années qui viennent de s'écouler, on ne doit pas être étonné de voir naître, comme dans ce livre, des initiatives pour « apprendre aux patrons » comment faire face aux « débordements » des actions de classe notamment devant les séquestrations (ils craignent plus pour leur peau que pour leurs biens).

Un « cabinet conseil en stratégie de communication et gestion de crise » (*sic*), Vae Solis, a organisé des stages anti-séquestration et même une formation « Prévenir les séquestrations ». Pour ce faire, il a embauché des « experts » du En octobre 2009, le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) a organisé pour les membres du club DéciDRH réservé aux chefs du personnel une journée thématique « Comment réagir à une prise d'otage » avec 50 directeurs de ressources humaines de grandes firmes françaises et dix chefs d'entreprise à Satory, sur le lieu même d'entraînement du GIGN avec des exercices à balles réelles. C'est le type de renseignements intéressants que l'on trouve dans ce livre, mais c'est à peu près tout.

Si, pourtant, une impression en ressort : c'est que les patrons redoutent particulièrement actuellement l'imprévisibilité des réactions ouvrières et l'apparition spontanée d'« agitateurs » parmi une cohorte d'exploités jugés jusqu'alors particulièrement soumis et dociles.

H. S.

DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA PRÉCARITÉ ET DE LA MISÈRE

EN JUIN 2000, la stratégie de Lisbonne s'était fixée comme objectif de devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » en 2010. Nous sommes en 2010, et tous les experts de l'Union européenne sont contraints de constater que l'objectif n'est pas atteint. Tous comptaient sur la « flexisécurité », même la CGT avait mis le pied à l'étrier du « syndicalisme d'accompagnement » avec sa revendication d'une « sécurité sociale professionnelle » pour atteindre l'objectif.

Alors, partout, des accords sur la « formation tout au long de la vie » (1) seront signés par les syndicats dont l'objectif apparaît de servir de gare de triage entre les forces de travail encore utilisables et celles devant finir leurs jours dans la précarité.

Mais voilà qu'avec la crise, le « passeport pour l'emploi » et la stratégie de « sécurisation des parcours » par la flexisécurité se trouvent confrontés à un accroissement du chômage et à des fermetures d'entreprises qui empêchent de compenser les suppressions d'emploi par de l'embauche dans de nouveaux secteurs.

Pris au piège de leurs contradictions, les Etats de l'UE, rongés par les dettes publiques, non seulement ne peuvent plus créer des emplois, mais s'emploient à réduire leurs dettes et, pour cela, à liquider massivement jour après jour des emplois dans ce qui reste de secteur public.

ON PEUT LIRE CET ARTICLE COMME LA SUITE DE « LE CAPITALISME N'A COMME PERSPECTIVE À OFFRIR QUE LA RELANCE DE LA PRÉCARITÉ » PARU DANS « ÉCHANGES » N°118 (AUTOMNE 2006).

Des exemples : les suppressions de postes dans l'Education nationale et les hôpitaux se poursuivront, et ce malgré le gel annoncé par le gouvernement français de la suppression de 4 000 postes des Hôpitaux de Paris. A La Poste, le nombre de salariés du privé souvent précaires égale le nombre de salariés relevant de l'ancien statut de fonctionnaires. La sous-traitance n'est plus une particularité du secteur privé.

(1) Le bilan de la négociation collective fait état de 119 accords de branche sur la formation professionnelle

Les contrats de transition professionnelle, un pansement sur une jambe de bois

La misère et la concurrence internationale finissent par rattraper à grande vitesse toutes les belles stratégies de gestion de l'emploi et des compétences. Le système ne trouve preneur qu'auprès des cadres, ceux-ci ayant un niveau de connaissances suffisant pour les parfaire encore. Aussi, pour cette catégorie de salariés, il n'y a pas de problème « d'employabilité » ni de « sécurisation » de leur devenir, pour le moment.

Les récentes vagues de fermetures d'entreprises en France, ont démontré que les travailleurs ne se faisaient aucune illusion sur les chausse-trappe du « droit individuel à la formation » (DIF) : ils demandent des « maxi »-indemnités de licenciements.

Tous ont assisté à la première vague de pertes d'emplois des CDD et missions d'intérim (2) qui sont les premiers à tomber sur les champs de bataille de la concurrence internationale. Mais depuis la fin 2009, les surcapacités de l'industrie automobile ont fait exploser les licenciements de CDI et le chômage partiel. Des répliques ouvrières comme à Caterpillar, Continental, Goodyear, Molex, New Fabris, Freescale... ont dépassé le cadre légal. Des représentants des entreprises ont été séquestrés ou même molestés.

Les endetteurs publics de l'Etat allaient envoyer des huissiers et juridicialiser ces actions de classe des travailleurs, notamment avec le procès des Contis. Mais les conflits de Philips à Dreux et des raffineries de Total, et d'autres encore – par exemple les séquestrations des directrices des hôpitaux Emile-Roux de Limeil-Brévannes et Henri-Mondor de Créteil – démontrent que ces mouvements montent en puissance malgré la loi et la force publique.

Ne pouvant plus faire face à la dégradation de la situation de l'emploi et aux réactions ouvrières, l'Etat va lancer les contrats de transition professionnelle (CTP), mis en place à titre expérimental dans sept « bassins d'emploi » (3) entre avril 2007 et avril 2008. Cette mesure était censée assurer aux licenciés un revenu équivalent à 80 % de leur ancien salaire brut pendant une année « en combinant recherche d'emploi, périodes de formation et périodes de travail courtes en entreprise ». Ce système a pour objectif de briser toutes les réactions collectives aux licenciements en les individualisant dans un parcours de formation .

Ce CTP va être progressivement étendu à d'autres bassins d'emploi sinistrés : Auxerre (Yonne), Dreux (Eure-et-Loir), Les Mureaux-Poissy (Yvelines), Saint-Quentin (Aisne) et de la Vallée de l'Arve (Haute-Savoie), puis jusqu'à 25 fin 2008. Mais le bilan était bien maigre : selon les chiffres officiels, 4 500 CTP ont été signés au niveau national depuis le lancement du dispositif en 2006. Dans le bassin d'emploi de Valenciennes, un des secteurs test, 690 CTP ont été signés, selon les chiffres de la Maison de l'emploi. Résultat : 349 personnes ont retrouvé un emploi (CDI ou CDD de six mois) et 108 sont toujours au chômage. Les autres sont toujours en contrat de transition. A la fin du mois de février 2010, Laurent Wauquiez

(2) Selon la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), à la fin du deuxième trimestre 2009, 436 600 salariés sont intérimaires, soit 2 500 de plus qu'au trimestre précédent (+ 0,6 %). Après quatre trimestres de baisse très forte (234 300 postes supprimés entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, soit -35,1 %), l'intérim se stabilise au deuxième trimestre.

(3) Charleville-Mézières (Ardennes), Montbéliard (Doubs), Morlaix (Finistère), Saint-Dié-des-Vosges (Vosges), Toulon (Var), Valenciennes (Nord) et Vitré (Ille-et-Vilaine).

paix », un entretien avec l'historien américain (mort le 27 janvier),dont le livre *Une histoire populaire des Etats-Unis* (Agone) vient d'être adapté en bandes dessinées (Howard Zinn, Mike Konopacki et Paul Buhle, *Une histoire populaire de l'Empire américain*, Vertige Graphic, 288 p., 22 euros.)

Ricardo Flores Magón et la révolution mexicaine

◆ Dans l'organe mensuel de la Confédération nationale du travail espagnole *CNT* n° 364 (février) le résumé d'un exposé de Carlos A. Solero à propos du Mexicain Ricardo Flores Magón (1873- 1922), donné en novembre 2009 dans le local de la Fédération ouvrière régionale argentine, « Flores Magón, sa vie, sa lutte et ses idées ». Pour connaître la place de Ricardo Flores Magón avant, pendant et après la révolution mexicaine de 1910, les lecteurs français pourront se reporter au n° 9/10 (1er semestre 1992) de la revue Itinéraires. Certains de ses textes ont par ailleurs été traduits en français aux éditions Spartacus et L'Insomniaque.

Maternité, reproduction : une réflexion

Le groupe des Chemins non-tracés, à Avignon, organise réglièrement des séances de lectures-discussions. Après la résistance au travail ou « antitravail» (en mars), puis l'autogestion et sa critique (en avril), le sujet du mois change du tout au tout, puisque, écrivent ces camarades : « On est un certain nombre à avoir envie d'en savoir plus sur maternité-reproduction. Voilà ce qu'on propose, en gros...

– 8 mai : contrainte à la maternité et idéologie de la famille : du sexisme quotidien (pression que subissent les femmes à être mères, hétéronorme, etc.) à la structure de contrôle et de pacification (la famille est un bon lieu d'apprentissage des valeurs bourgeoises et de la soumission), et vice et versa.

– 15 mai : "qui contrôle les naissances contrôle le monde..." : partons du constat que, pour perdurer et se développer, tout système a besoin de main-d'œuvre, de chair à canons, de chiens de garde... alors n'est-ce pas plus pratique de contrôler directement les matrices (le corps des femmes) ?

– 22 mai : luttes pour l'avortement et la contraception, entre libération et piège : après les luttes passées (que l'on pourra redécouvrir ensemble), et avec la mise en place des lois pro-avortement et pro-contraception, peut-on imaginer que l'Etat, le Capital, le Patriarcat, les Gros Méchants ont relâché leur mainmise sur nos corps ? L'oppression et l'aliénation n'ont-elles pas seulement pris d'autres formes ? Bon, et donc, comment qu'on fait aujourd'hui ?

– 29 mai : refus d'enfanter, déni de grossesse, infanticide : une femme qui ne veut pas d'enfants n'est pas normale, et une femme infanticide est un monstre ! Pourtant, on a tous de bonnes raisons de ne pas vouloir d'enfants (parfois aussi, quelques bonnes raisons d'en vouloir) ! alors aiguisons nos arguments ensemble !

Ces samedis seront plus généralement l'occase de parler de sexisme, de patriarcat, de sexuation, de sexualités peut être ? Bref, y en a des choses à dire ! et on espère aussi des choses à faire... Amenez vos lectures et vos anecdotes, et si vous n'en trouvez pas, les bouquins et les textes ne manquent pas : venez piocher dans les rayons de la bibliothèque ! »

nontraces@no-log.org

Et la religion ?

◆ ***Courant alternatif*** **n°198 (mars 2010), aborde la question des religions sous le titre « Religion et émancipation, quelques éléments critiques ».**
◆ **« La plupart des gauchistes et certains libertaires ont lâchement abandonné... la lutte contre les religions », déplore dans sa présentation de sa réédition de *L'Encyclopédie anarchiste* l'éditeur de Ni patrie ni frontières : « Curieusement, alors que le développement des connaissances archéologiques, historiques, sociologiques et psychologiques devraient consolider la critique des religions, les tenants d'un "autre monde possible" font de plus en plus de place à l'obscurantisme religieux... » Sans cacher que *L'Encyclopédie anarchiste* (un dictionnaire paru sous forme de fascicules entre 1925 et 1934, à l'initiative de Sébastien Faure, et signé Armand, Berneri, Mac Say, Ryner, Malatesta...) a parfois mal vieilli (Ed. Ni patrie ni frontières, 484 p., 12 euros).**
yvescoleman@wanadoo.fr
◆ **Ni patrie ni frontières, encore, consacre une anthologie de ses textes (*Compil' n° 5*) au thème « Religion et politique ». Trois parties : pourquoi l'athéisme est important ; critiques des limites de la laïcité ; débats récents, depuis « Les religions face au sida » jusqu'à l'islamophobie, en passant par la droite américaine ou le bouddhisme japonais...**

Pérez González

◆ La revue espagnole *Etcétera* annonce, dans son n° 46 (janvier 2010), le décès d'Antoni Pérez González, à l'âge de 85 ans, auteur, entre autres, d'une contribution, « Problemàtica sociològica de la integraciò dels immigrants », à un ouvrage en catalan, datant de 1968 – une époque où le problème en Espagne était plus celui de l'émigration que de l'immigration.
Le groupe Etcétera avait publié en 2005, sous forme de brochure, une version en castillan de ce texte (voir *Echanges* n° 113, p. 21).

affaire appartient aux livres d'histoire de l'Espagne ; pour une histoire romancée de cette période on peut lire en français un ouvrage d'Eduardo Mendoza, *La Vérité sur l'affaire Savolta* (Flammarion, 1987, rééd. Seuil, « Points », 1991).

Francisco Sabaté

◆ « Pendant des années, les anarchistes ont commémoré leurs morts en silence, avec respect, sans journalistes, quelques poèmes et un hommage. » La Confédération espagnole du travail espagnole revendique maintenant ouvertement l'action de certains de ses militants sous le franquisme ; ainsi de Francisco Sabaté dont le n° 364 (février 2010) de son organe mensuel *CNT* célèbre le cinquantenaire de l'assassinat par la garde civile. Signalons en espagnol l'ouvrage d'Antonio Téllez Solá, *Sabaté. Guerrilla urbana en España (1945-1960).* Première édition en espagnol éd. Bélibaste, 1972 ; rééd. Virus, 1992. Traduction française : éd. Repères-Silena, 1990.

Howard Zinn

◆ Dans *Offensive* n° 24 (décembre 2009), « Howard Zinn de la guerre à la

(secrétaire d'Etat à l'emploi) a décidé d'étendre le CTP au bassin de l'emploi Orange-Carpentras (Vaucluse).

Le 12 mars on apprenait que l'Etat et les partenaires sociaux s'étaient entendus sur une nouvelle convention du Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSSP). Il est fait état d'un déblocage de 1 milliard d'euros dont 830 millions seront gérés par les Organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA). Ces fonds devant assumer les dépenses de formation de salariés, mais également des demandeurs d'emplois.

L'extension des zones pouvant bénéficier « des transitions professionnelles » démontre en elle-même les difficultés du pouvoir à endiguer la précarisation.

LE DÉVELOPPEMENT DU TEMPS PARTIEL ET DU CHOMAGE PARTIEL

Nous sommes bien loin de la période où la CFDT revendiquait et signait des accords de temps partiel, pour « le bien des femmes et des enfants ». En fait, cette revendication venait directement du patronat, qui voulait faire sauter par tous les moyens le contrat de travail en CDI et contourner le SMIC en le liant au nombre d'heures effectuées. Le premier coup de boutoir de la déréglementation fut porté par les lois Auroux du 13 novembre 1982, qui légalisaient la possibilité de déroger à la loi, au code du travail, donc à la réglementation, aux accords de branche, par simple accord d'entreprise. Georges Marchais et Henri Krazucki étaient même allés jusqu'à affirmer que c'était « la plus grande conquête depuis 1936 ».

Les gouvernements, de gauche comme de droite, vont poursuivre. La loi quinquennale pour l'emploi du 20 décembre 1993 va entre autres consacrer l'annualisation du temps de travail et l'embauche à temps partiel. La loi De Robien et les lois Aubry I et II poursuivront cette politique de précarisation des contrats de travail, de flexibilité totale, de mobilité et d'annualisation du temps de travail. Alors, que l'on se gargarise de « l'égalité homme-femme » : jamais cette égalité n'a dépassé son cadre juridique, sauf pour faire travailler les femmes la nuit.

L'embauche à temps partiel est l'une des plus criantes discriminations sexistes ; elle représente plus de 18 % des emplois dans l'UE, concerne principalement les femmes, et ne cesse de progresser. En France, les temps partiels féminins représentent 82 % des 5 millions d'actifs à temps partiel (moyenne horaire des contrats : 23 heures hebdomadaires) (5). Officiellement, 2,4 millions de travailleurs seraient exploités à temps partiel dans une douzaine de pays européens, selon une grande variété de schémas officiels plus ou moins subventionnés par les Etats. Ils seraient un amortisseur pour le chômage, les statistiques soulignant que, dans la zone euro, alors que le PIB s'est contracté de 4 %, le chômage ne s'est accru que de 2,5 % avec un point particulier pour l'Allemagne où 1,4 million de salariés sont à temps partiel. Il n'est plus rare de voir des

(5) Les salariés à temps partiel sont plus fréquemment concernés par la revalorisation du Smic. Ainsi, au 1er juillet 2009, 23 % des salariés à temps partiel ont bénéficié de la revalorisation du Smic, contre 8 % des salariés à temps complet.

salariés cumulant deux emplois à temps partiel pour survivre. La proportion de salariés à temps partiel remonte depuis 2003 et l'expansion devrait s'accélérer du fait des besoins croissants de services, tout particulièrement des services à la personne où les femmes sont largement prépondérantes. Les sociétés d'intérim, selon *La Tribune* du 16 mars 2010, seraient autorisées à proposer des services à la personne et d'aides à domicile.

Le chômage partiel ou technique

La crise économique frappe durement les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale, et d'abord le secteur automobile et ses équipementiers. Mais aussi ce qui subsiste de l'industrie textile. Selon la presse, 146 000 salariés étaient au chômage technique au quatrième trimestre 2008, trois fois plus qu'au trimestre précédent.

Il devient de plus en plus évident pour le gouvernement qu'il va falloir maintenir artificiellement les compétences en attendant la reprise. Début janvier 2009 un décret publié au *Journal officiel* prévoit de nouveaux seuils pour le recours au chômage partiel :

« Article 1 : à compter du 1er janvier 2009, le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'allocation spécifique de chômage partiel prévu à l'article R. 5122-6 du code du travail est fixé à 800 heures pour l'ensemble des branches professionnelles.

Toutefois, ce contingent annuel est fixé à 1 000 heures pour les industries du textile, de l'habillement et du cuir, pour l'industrie automobile et ses sous-traitants, qui réalisent avec elle au minimum 50 % de leur chiffre d'affaires ainsi que pour le commerce de véhicules automobiles. »

Quelque temps après, le 18 février 2009, le sommet social de l'Elysée sera contraint de porter l'indemnisation du chômage partiel de 60 % à 75 % du salaire brut. En Suisse, la ministre de l'économie Doris Leuthard va procéder dans l'urgence à l'allongement de la durée d'indemnisation du chômage partiel, qui passe de 18 mois à 24 mois.

Les grosses entreprises de l'automobile – PSA et Renault – ont profité du chômage partiel et des réductions de coûts en interne pour se reconstituer un matelas de liquidités appelé *free cash flow*. Renault a ainsi engrangé 2 milliards d'euros en flux de trésorerie et estime à 200 millions d'euros les économies réalisées par la seule prise en charge par l'Etat du chômage partiel ; chômage partiel qui a aussi permis de déplacer plusieurs milliers de salariés vers des sites en suractivité en 2009, l'année de la prime à la casse.

Un turnover d'intérimaires et de prestataires ainsi remerciés et remplacés par des salariés en CDI transformés en saisonniers se déplace au gré de l'activité. L'intérêt politique majeur tient à rassurer et calmer les grosses boîtes de l'automobile pendant qu'un déluge de licenciements s'abat sur les équipementiers européens en sursis depuis des années par la course à la mondialisation de la production automobile.

Plus d'illusions à se faire sur le système capitaliste, il n'est même plus ce marchand d'espoir de la société de consommation . Les masques tombent les uns après les autres, ce système est celui de l'insécurité sociale, où la base même de la vie est atteinte – santé, retraite, logement. C'est même avec un certain cynisme que le capital proclame bien haut, comme chez les Contis, que le prix qu'il entend payer pour la conservation des emplois c'est 137 euros en Tunisie, une manière de dire que la mobilité géographique doit devenir la règle, et que pour survivre il faudra émigrer ou... liquider le capitalisme.

G. Bad et J. H., avril 2010

◆ Sur le blog «juralibertaire », une « fanzinothéque anarchiste et/ou anti-autoritaire » :http://juralibertaire.over-blog.com/ext/http://www.nonfides.fr/spip.php?article175

Histoire

Canuts

◆ *La Révolte des canuts 1831-1834*, Jacques Perdu, réédition (janvier 2010) chez Spartacus.

Apollon, anarchiste, jésuite

◆ Dans *Kate Sharpley Library* n° 61 (février-mars 2010), la vie d'un anarchiste jésuite (1863-1926), Apollon Karelin (en anglais avec références à des ouvrages en russe).

Algérie

◆ « Il y a cent quatre-vingts ans, la France lance sa première guerre d'Algérie » dans *Alternative Libertaire* n°191 (janvier 2010).

Les internationalistes en italien

◆ *Gli internazionalisti del terzo campo in Francia contro la guerra 1939-1945* (Quaderni di pagine marxiste, www.pagina-marxiste.it). C'est la traduction de *Les Internationalistes du troisième camp en France durant la seconde guerre mondiale*, publié par Echanges aux éditions Acratie) (demander à echanges.mouvement@laposte.net ouà editionsacratie@minitel.net
L'édition anglaise (Phenix Press) est elle aussi disponibles à Echanges.

Action directe

◆ « Mars 1980 : offensive policière contre Action directe » dans *Alternative libertaire* n° 193 (mars 2010).

Politiques et militaires dans la guerre d'Espagne

◆ Francisco Alía Miranda, dans un article en espagnol, « L'Agonie de la république. Le Coup de main de Casado dans la Mancha », paru dans le n° 65 (2009) de la revue *Historia Social*, rend un hommage appuyé à l'historien américain Michael Seidman et à sa méthode d'analyse de la guerre civile de 1936-1939 : « (...) Nous avons voulu dans ce travail offrir une perspective nouvelle, de l'histoire politique à l'histoire sociale, de l'histoire d'en haut à celle d'en bas, du groupe à l'individu, dans la ligne de Seidman. » Une déclaration d'intention, car là où Michael Seidman étudie les conflits entre activités collectives et actes individuels, Francisco Alía Miranda ne fait que discuter des bisbilles entre personnalités politiques et militaires, conservant les tics propres à une grille de lecture marxiste de type universitaire. Il aura sans doute lu trop rapidement *A ras de suelo* (éd. Alianza, 2003), la traduction espagnole de *The Republic of Egos* (voir *Echanges* n° 104, p. 72).
Echanges a traduit en 2001 une brochure de Michael Seidman, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938*, toujours disponible.

Salvador Seguí

◆ Le 10 mars 1923, Salvador Seguí Rubinat, un des dirigeants de la Confédération nationale du travail espagnole, tombait sous les balles d'un commando à Barcelone, ainsi que le rappelle un article, « La première CNT : Salavador Seguí », dans le n° 365 (mars 2010) de l'organe mensuel du syndicat *CNT*. Ce fut le début d'une lutte sanglante entre pistoleros du patronat et pistoleros anarcho-syndicalistes. Cette

Insurrection permanente

◆ Dans *Courant alternatif* n°198 (mars 2010), une mise au point avec ceux qui prônent l'insurrection en permanence sous le titre « L'insurrection et alors? » réaffirme l'attachement au prolétariat comme « sujet révolutionnaire » : « Il n'y a pas de nouveau sujet révolutionnaire, ni une voie pour la révolution, seule l émancipation des salariés, de leur propre condition , rendra une révolution communiste possible. ».

Contre-culture

◆ Dans *Barricata, fanzine de contre-culture,* n° 20 (hiver 2010) un recensement de publications « subversives ».

Communisme

◆ La crise économique actuelle a ce double effet de faire croître le nombre de grèves des travailleurs manuels et d'apporter un lustre nouveau au lyrisme des communistes, communisateurs ou communisants qui dissertent de l'avenir d'une écriture plus ou moins incertaine, jusque dans *Echanges* (voir « La communisation comme sortie de crise », dans le n° 131, p. 57). Un article dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat,* sous le titre anglais « Can anyone say communism ? », tente, par exemple, de régler l'adéquation entre luttes de classes et communisme, auxquels est lié le nom de Marx pour le meilleur et pour le pire de la théorie et de l'action des communistes. Ce ne sont pas les nombreuses citations de Karl Marx et autres penseurs : Walter Benjamin, G. W. F. Hegel, Karl Heinz Roth, etc., qui étouffent cet article, qui nous éclaireront sur ce communisme dont nous n'avons jusqu'à maintenant connu la réalité qu'en Russie, en Chine, en Albanie ou à Cuba. Affirmer dans les dernières lignes que le *« communisme c'est l'abolition du travail »* (souligné dans l'original), qu'il devra être remplacé par la simple activité des hommes, sent fortement le folklore léniniste, qui ne manque pas d'images de garçons et filles pleins de vitalité cultivant la terre ou travaillant en usine avec ardeur le sourire aux lèvres, n'hésitant pas à faire la ronde pour danser gaiement devant les caméras avant de se remettre à la tâche. Une phrase si énigmatique et si fantaisiste que l'on veut demander à l'auteur de cet article, et plus généralement aux autres auteurs d'articles semblables, une réponse à ces simples questions : le communisme entraînera-t-il l'abolition du travail ? de la production ? des échanges entre les hommes ? de la technique ? de l'individu ? Nos planificateurs d'un avenir radieux ne devraient-ils pas plutôt se poser le problème de l'exploitation de la force de travail, donc du temps soumis au rythme de cette exploitation, que celle de l'activité humaine en soi, qu'on la nomme travail, production ou activité ? On aura alors plaisir à voir comment, ici et maintenant, certains tireront, ou ne tireront pas, les conséquences pratiques des réponses qu'ils auront apportées à ces questions.

J.-P. V.

PARTICULARITÉS DE L'ÉCONOMIE ET DES LUTTES SOCIALES EN FRANCE DANS LES ANNÉES 2008 ET 2009

AVANT DE DÉCRIRE les luttes en France des deux dernières années, 2009 et 2010, il faut considérer d'une part la structure de l'économie française, d'autre part les particularités des conditions d'exploitation de la force de travail. Et il faut y ajouter la spécificité bien française des médiations syndicales.

Si l'on considère les secteurs d'activité, l'industrie emploie en 2009 encore près de 25 % de la population active, les services plus de 70 %, l'agriculture moins de 4 % (ces chiffres définissent aussi la part de ces secteurs dans le PIB, sauf pour l'agriculture qui ne compte que pour 2,2%). Ces taux ne sont pas des absolus car, pour certaines catégories, les frontières sont mal définies ; par exemple on trouve dans les services une importante catégorie « services à l'industrie » qui manifestement serait à classer dans l'industrie.

Si l'on considère la répartition des travailleurs dans chacun de ces secteurs, on doit préciser que :

– le secteur primaire, industries extractives dont les mines de charbon et de fer, a presque totalement disparu. La production et la distribution d'énergie (électricité, gaz, pétrole) sont particulièrement concentrées et encore très proches de l'Etat ;

– le secteur de l'industrie lourde (sidérurgie, autres métaux) est très concentré et aux mains de multinationales: Arcelor Mittal pour l'acier, Rio Tinto-Alcan pour l'aluminium et a subi dans les dernières décennies d'importantes fusions, restructurations et fermeture de sites ;

– l'industrie métallurgique concerne principalement l'automobile (avec deux multinationales: Renault-Nissan et PSA), l'aviation, électronique et armement (à l'échelle européenne, très concentrés et proches des Etats européens, à la fois comme actionnaires et comme clients) ;

– l'industrie agro-alimentaire est particulièrement développée, l'agriculture bénéficiant de protections qui font de l'agro-alimentaire un des principaux exportateurs ;

– mis à part les transports routiers où le privé domine, les transports (maritimes,

ferroviaires, aériens) sont toujours très proches de l'Etat ;

– la distribution est aussi très concentrée avec la présence de multinationales ;

– le secteur public reste particulièrement important par l'ensemble des fonctionnaires (dont l'enseignement public, les services de santé) et certaines industries (construction navale militaire, arsenaux) ;

– le secteur financier (banques et assurances) est aussi très concentré, à la fois au niveau européen et multinational, et est également proche de l'Etat.

On se trouve donc en présence de nombre de secteurs (fonction publique, enseignement, santé, énergie, transports) pour lesquels l'impact de la crise n'est pas particulièrement sensible, sauf par le canal de difficultés budgétaires. Situation qui entraîne de grandes différenciations dans les luttes qu'il devient impossible de définir d'une manière globale, d'où des ruptures de solidarité entre les différents secteurs.

DEPUIS DES ANNÉES UNE GRANDE PARTIE DE L'INDUSTRIE, DES SERVICES ET MEME DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT ONT EU RECOURS NON SEULEMENT À LA PRÉCARITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE (INTÉRIM, TEMPORAIRES, TEMPS PARTIEL) MAIS AUSSI À LA SOUS-TRAITANCE. Cette dernière pratique était particulièrement dangereuse pour les travailleurs concernés, d'autant plus que souvent cette démarche s'associe avec des projets de privatisation et/ou de la fin des monopoles d'Etat. D'une part comme les marchés de sous-traitance sont remis aux enchères périodiquement au moins offrant avec des cahiers des charges de plus en plus rigoureux, lesdits travailleurs subissent des pressions sur les salaires et sur leurs conditions de travail ; d'autre part, si leur employeur perd son marché de sous-traitance au profit d'un concurrent, ceux qu'il exploite peuvent se trouver licenciés du jour au lendemain sans indemnité. L'ensemble de ces formes annexes d'exploitation de la force de travail constitue des variables d'ajustement et permet aux entreprises de fonctionner à flux tendu pour tous les facteurs concourant à la production, y compris la force de travail.

TOUTE UNE LÉGISLATION SUR LES DIFFÉRENTES FORMES DU CONTRAT DE TRAVAIL A ÉTÉ MISE EN PLACE POUR LÉGALISER CES PRATIQUES. Elle permet aux entreprises d'avoir une flexibilité totale quant aux effectifs de travailleurs exploités mais accorde également un minimum de garanties pour éviter les conflits.

DE FAIT, UNE SÉRIE D'AMORTISSEURS PERMETTENT D'ÉVITER LES CONSÉQUENCES TROP BRUTALES D'UN LICENCIEMENT. Tout travailleur licencié peut obtenir, en fonction de sa situation avant licenciement, jusqu'à deux années d'indemnisation (portées à trois à partir de cinquante ans) variable d'après son salaire. Il conserve également le bénéfice de prestations sociales du régime général et sa retraite continue de se constituer.

De plus, à la fin de son indemnisation comme chômeur, comme pour toute personne n'ayant aucun revenu, il a droit à une indemnité mensuelle égale à la moitié du salaire minimum, au remboursement d'une partie du loyer, à diverses indemnisations locales et à une couverture maladie gratuite. Mais ces « avantages » font de plus en plus l'objet d'adaptations permettant aux entreprises d'utiliser du travail de plus en plus flexible à moindre coût.

Dans cette période de crise, ce sont bien évidemment les marginalités d'ajus-

Syndicalisme...

◆ « A propos du 49e Congrès de la CGT », dans *Courant alternatif* n° 196 (janvier 2010). Dans *Alternative libertaire* n° 191 (janvier 2010) : « De l'électricité dans l'air ». Un autre son de cloche dans *Intervention communiste* n° 96 (janvier-février 2010.

◆ Zanzara athée vient de rééditer en brochure un texte de 1981, *Pourquoi je démissionne du syndicat* : « En 1981, Jean était syndiqué CGT à Saulnier-Duval (...) au sein de laquelle il subsistait encore des rétifs parmi les damnés de la chaîne de montage (...). Avec quelques autres complices, Jean diffusa largement cette lettre ouverte (...) après avoir expliqué les raisons de sa démission en assemblée générale, sous les cris de haine des staliniens. » http://infokiosques.net/spip.php?article625 zanzara@squat.net

◆ Dans *Courant alternatif* n° 198 (mars 2010), « FSU : le congrès de la majorité... silencieuse » montre les différents rapports de forces au sein de la Fédération syndicale unitaire (enseignement) et son lent glissement vers le syndicalisme d'accompagnement via la CGThibault et la CES (Confédération européenne des syndicats).

...et syndicalisme révolutionnaire

◆ Sur le centenaire de la CNT d'Espagne : *100 años de anarcosindicalismo,* brochure de 64 pages (en espagnol) à télécharger sur le site de la CNT : http://www.soliobrera.org

◆ « Espagne, la CGT ne sous-traite pas », dans *Alternative libertaire* n° 192 (février 2010) : « La CGT espagnole, première organisation noir et rouge dans le monde, fête cette année cent ans d'anarcho-syndicalisme », écrit le mensuel, qui rappelle en note que « la CGT a dû abandonner ses initiales historiques CNT en 1989, une autre organisation nommée CNT l'ayant attaquée en justice »... déboires des scissions !

◆ Au moment de boucler ce numéro, nous recevons *A contretemps* n° 37 (mai 2010), entièrement consacré au « syndicalisme révolutionnaire ». Pas le temps de le lire, donc, mais en voici le sommaire : « Retour sur le projet d'Amiens » [congrès de la CGT de1906 qui adopta une "charte" qui reste une référence du syndicalisme français], « Le congrès d'Amiens », texte de Pierre Monatte paru dans *Les Temps nouveaux* en 1906, suivi de notices biographiques ; « L'action syndicale et les anarchistes », conférence de Paul Delessale (1870-1948) donnée en 1900, « Contre l'ennemi commun ! », sur *Der Syndicalist,* organe de la CGT publié en France (1911-1912) à l'intention des allemands immigrés ; « Les syndicaliste de *La Révolution prolétarienne* » (revue animée par Monatte), critique d'André Prudhommeaux parue en 1947 dans *Le Libertaire* ; et des « Réflexions sur l'analyse du syndicalisme révolutionnaire », de Bert Altena, parues en Allemagne en 1999.

◆ *Cahiers de l'anarcho-syndicalisme* n° 46 (2009) : « Réflexions anarcho-syndicalistes : Point de vue sur le capitalisme et ses contradictions » (CNT AIT Caen BP 2010, 14089 Caen Cedex.) http://cnt.ait.caen.free.fr

sentation de l'œuvre de « Wolfgang Leonhard à propos de Marx et d'Engels »

◆ *La Doctrine économique de Sismondi et le marxisme,* par Robert Camoin (Monteipdon, 61440 Saint-Pardoux).

Ultra-gauche

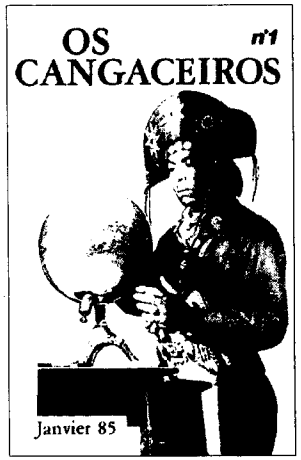
◆ *Histoire critique de l'ultragauche , Trajectoire d'une balle dans le pied* (Senonevero et Les chemins non tracés). C'est la transcription d'exposés de Roland Simon (Théorie communiste) à Avignon, établis et annotés par les Chemins non tracés. Ce livre reprend ce qui avait déjà été publié en quatre brochures : « La gauche germano-hollandaise », « La gauche italienne », « Socialisme ou Barbarie et Noir et Rouge », « L'Internationale situationniste ».Le tout présente un intérêt historique évident et bien documenté, mais est orienté dans ses analyses par les positions – résumées dans la postface – du groupe Théorie communiste.

Parti...

◆ Si, par hasard le NPA vous intéresse une brochure avec les états d'âme d'un militant, Sébastien Levonian, séduit par les sirènes des ex-trotskistes de la LCR ? Pour une gauche libertaire ? Réflexion en forme de proposition d'un jeune militant gardois » (les comités NPA du Gard, 6 rue de Beaucaire, 30000 Nîmes) Un opuscule que la revue *Dissidences* décrit comme « une véritable insulte à l'intelligence progressiste », écrit dans un « charabia pédant » (http://www.dissidences.net/schumaines_divers.htm#levonian).

Bandits de Paris

◆ *Os Cangaceiros* fut de 1985 à 1987, une revue qui dans la ligne de la publication *Les Fossoyeurs du vieux monde* (1977-1983) relatait les expériences, actions et réflexions communes d'une confrontation avec le (vieux) monde. L'ensemble de cette publication



est repris dans un livre téléchargeable sur http://basseintensite.internetdown.org/

Anars de partout

◆ Un entretien entre des membres madrilènes de la section des métallurgistes et autres métiers de la Confédération nationale du travail espagnole et un membre de la Fédération anarchiste slovène dans le mensuel *CNT* n° 363 (janvier 2010) : « L'Association syndicale internationale n'est pas seulement influente en Serbie mais aussi dans de nombreux pays balkaniques. »

◆ « Les anars au Brésil, tour d'horizon à São Paulo », dans *Offensive* n° 25 (mars 2010).

◆ Anar au Etats-Unis. Dans le même numéro d'*Offensive,* « Comment je suis devenu anarchiste », par l'Américain Ken Knabb, à la recherche d'« une communauté interpersonnelle authentique, par opposition aux collectivités impersonnelles » : « Dans une grande variété de tendances, j'ai découvert que pratiquement la seule idée sur laquelle la plupart des anarchistes se retrouvaient était celle qu'il fallait s'opposer à l'Etat et encourager l'initiative et la gestion populaires...»

tement de la force de travail qui sont d'abord touchées de plus en plus largement à mesure que la crise s'approfondit, pour finir par toucher l'ensemble du cœur de la main-d'œuvre, les travailleurs non précaires.

UN BON EXEMPLE DE CET ENSEMBLE PEUT ETRE DONNÉ PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE, QUI RESTE EN FRANCE, CONSTRUCTEURS ET SOUS-TRAITANTS COMPRIS, UNE DES PRINCIPALES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES. Les principaux constructeurs, Renault-Nissan et PSA, ont en France plusieurs usines de montage approvisionnées par une foule de sous-traitants, tous spécialisés sur une ou plusieurs pièces détachées. Ces usines de montage fonctionnent avec trois types de travailleurs : des intérimaires, des précaires à contrat à durée déterminée et des salariés permanents. En cas de ralentissement des ventes et de la production, les intérimaires sont licenciés les premiers. Puis ceux dont le contrat est à durée déterminée ne voient pas leur contrat renouvelé.

Le corps principal de la force de travail, avec un contrat permanent (contrat à durée indéterminée), pourrait être licencié pour raisons économiques, mais il s'agit pour une bonne part de travailleurs qualifiés et formés qui manqueraient à l'entreprise en cas de reprise ; d'autre part ce type de licenciement est très réglementé et coûteux ; il dépend de l'adoption par le comité d'entreprise d'un plan social comportant indemnisation et contribution à un reclassement ou à une formation, et est souvent une source de conflits qui peuvent obérer la marche de l'entreprise.

Pour éviter d'avoir à se trouver dans une telle situation, ces entreprises ont élaboré avec les syndicats un système qui permet également l'adaptation de cette force de travail aux fluctuations de la production. Non seulement la direction peut jouer sur le nombre des équipes (c'est souvent la main-d'œuvre précaire variable qui en fait les frais), mais surtout sur les journées chômées, indemnisées jusqu'à 80 % du salaire ; ces périodes chômées payées ont pu durer jusqu'à plusieurs semaines.

L'ensemble de ce système a fait qu'il n'y a pas eu de conflit majeur dans les usines automobiles françaises, même au plus fort de la crise.

Seule exception : en 2007, une grève de six semaines à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis, banlieue nord de Paris), sur le montant de l'indemnisation et la durée du chômage forcé.

IL N'EN A PAS ÉTÉ DE MEME CHEZ LES SOUS-TRAITANTS. Chez la plupart d'entre eux, qui emploient également des intérimaires et des précaires à contrats à durée déterminée, la main-d'œuvre permanente ne bénéficie d'aucune garantie en dehors des prestations légales, et les salaires ne sont souvent guère supérieurs au salaire minimum (1). Les journées chômées ne sont pas indemnisées

(1) Le smic (salaire minimum interprofessionnel de croissance) est en 2010 de 8,86 euros de l'heure, et de 1 343,77 euros par mois pour une durée légale du travail de 151,67 heures.

et les indemnités de licenciement réduites au strict minimum légal.

Un autre facteur va jouer dans la radicalisation des luttes en 2008 et 2009 : la plupart de ces sous-traitants de l'automobile sont des entreprises petites ou moyennes (entre 50 et 300 travailleurs) souvent « délocalisées » en France même dans des petites villes, voire des bourgs ou des villages dont l'usine est la seule activité, faisant vivre directement ou indirectement l'essentiel de la population et alimentant les budgets communaux destinés aux services publics. La fermeture de cette seule usine est d'autant plus durement ressentie qu'une bonne partie des ouvriers, parfois de longue date, ont une famille, se sont endettés pour avoir un logement et, pour des raisons familiales, peuvent difficilement rompre avec cette sédentarisation. Cette situation explique d'une part la revendication commune en cas de fermeture de l'usine : augmenter sensiblement les indemnisations et d'autre part les méthodes de lutte plus radicales dans une sorte d'autonomisation de la lutte.

Ce sont les ouvriers des sous-traitants de l'automobile qui vont fournir l'essentiel des luttes radicales 2008-2009. Pourquoi ?

Parce que c'est ce secteur qui va supporter le plus durement le poids de la crise. La sous-traitance touche à la fois la métallurgie, l'électronique, la chimie des plastiques et de la peinture, les pneumatiques : l'ensemble du secteur industriel. Souvent, un des clients principaux, celui qui fait tourner la boîte, est un des constructeurs français ou étranger établi en France ; cela explique la grande diversité des entreprises qui vont connaître ces conflits radicaux. Ces constructeurs vont profiter de la crise et des structures d'organisation du travail mises en place pour rationaliser la sous-traitance et éliminer celles des entreprises qui pour diverses raisons ne peuvent se plier aux nouveaux impératifs de leur client. D'autre problèmes peuvent se greffer sur cette situation : une partie de ces sous-traitants sont de petites entreprises familiales qui ne peuvent faire face à la perte d'activité car elles ne disposent pas de fonds propres et que les restrictions des crédits bancaires les empêchent d'emprunter ; une autre partie est tombée entre les mains des fonds de pension étranger ou de multinationales qui les ferment à cause de la chute de rentabilité.

La liste des méthodes de lutte utilisée pour tenter d'obtenir plus d'indemnisation au delà des indemnités légales en cas de licenciement économique est à la fois aussi diverse que dans ses atteintes à toute légalité. Si l'on devait en dégager un caractère

commun au-delà de l'unique revendication d'indemnisation, c'est l'unanimité de l'ensemble des travailleurs concernés dans le dépassement de toutes les structures légales de médiation des conflits (y compris par les sections syndicales de base) et la pratique sans problèmes, de l'illégalité. Ce dépassement signifie objectivement une atteinte aux fondements mêmes de la société capitaliste, bien qu'il ne soit pas vécu comme

DANS LES PUBLICATIONS

Classe

Les mineurs et les caissières

◆ Zanzara athée a mis en ligne en janvier 2010 un texte de 1996 : *Plaidoyer pour que les mineurs du monde entier se reconnaissent dans les souffrances des caissières de grand magasin*, afin de « s'attaquer aux mille et un mécanismes (...) mis en avant pour nous empêcher de nous reconnaître comme faisant partie d'une seule et même classe sociale, nous qui travaillons pour (sur)vivre et qui sommes soumis-es à ce titre, à un même dénominateur commun : l'exploitation. »
Téléchargeable (8 pages A4) sur http://infokiosques.net/spip.php?article769

Travail et antitravail

◆ « A propos des futurs suicidés de la Poste » dans *le Combat syndicaliste* n° 226 (mars-avril 2010)

◆ Dans *Offensive* n° 25 (mars 2010), série d'articles sur le thème « Travail, quel sens ? » (« Travailler, dans quel sens ? » [à noter, sous le sous-titre « Perspectives de lutte », la recherche du passage de la lutte à un nouveau mode d'association : de la pratique inconsciente de l'association de résistance et de combat à la construction d'associations d'existence et de production permettant de sortir du salariat »... mais pour aller vers une société de petits producteurs et de paysans ? Un retour au « travail bien fait », un éloge passéiste du compagnonnage et du travail comme valeur... dans une riche bibliographie parsemée au fil des pages, il manque alors *Quel autre monde possible ? Retour sur le projet communiste*, de Claude Bitot (éd. Colibri, 2009). Les autres titres de ce dossier : « Le capitalisme tue le travail » ; « Manuels-intellectuels, pour un front commun » ; « Y'a du ménage à faire ! Revalorisons les tâches ménagères et domestiques » ; « Du travail au métier, le compagnonnage » ; « Travailler sans les autres », entretien avec la sociologue Danièle Linhart ; « Sortir du cadre (De plus en plus d'employés prennent le large) » ; « Retrouver le sens du travail, l'histoire en quête des activités disparues » ; « De l'autocratie à l'autogestion » ; « De la médecine technologique à l'ostéopathie » ; une intervention de l'atelier de graphisme Formes vives ; «Travailler l'anachronisme », entretien avec un caviste.

◆ *Perpète démocratisée*, un petit livre salutaire d'Anatole Tuvalu, coéd. Des travailleurs de l'ennui + L'Altiplano
http://courtcircuit-diffusion.com/Perpete-democratisee .

◆ Voir aussi des notes sur quelques livres « critiques du travail» sur le site http://infokiosques.net/travail

Organisations

Conseils ouvriers

◆ Spartacus annonce la réédition sans modifications du tome 2 des *Conseils ouvriers* d'Anton Pannekoek qui était épuisé.

Autour de Marx

◆ Dans *Critique sociale* n° 9 (février 2010, « Notes d'intervention de Marx » à la conférence de l'Association Internationale des Travailleurs de septembre 1871 à Londres et une pré-

Echanges, pense-t-il sincèrement que les conditions de lutte soient à ce point étanches qu'elles se refusent à toute compréhension théorique de notre part, que ce soit celles du passé ou à venir ?

Cette attitude est bien dans l'air du temps : on s'extasie sur des luttes spontanées très radicales (émeute, auto-réduction) pourvu qu'elles n'élaborent aucun projet théorique et qu'elles ne s'inspirent des projets d'émancipation du passé ; cette théorie de la non-théorisation aboutit finalement à un trivial immédiatisme. Tout en reconnaissant que les conditions de lutte sont continuellement variables et fluctuantes, la réalité sociale, au travers de ses différentes formes de domination, ne s'en exprime pas moins toujours au sein du même rapport de domination capitaliste ; c'est ce qui fait qu'il est possible, pour ce qui nous concerne, de concevoir théoriquement les luttes de résistance des luddites à l'aube du capitalisme industriel, ou bien les premières associations ouvrières à la fin du XIX[e] siècle, même si les utopies résistantes qui les inspiraient sont désormais périmées au regard des formes de domination actuelles.

Enfin, est-il possible de croire, à Echanges, que l'accumulation de toutes les formes de luttes dans le monde comme les répertorie *Dans le monde une classe en lutte*, incite les travailleurs à entrer en lutte ; si des travailleurs résistent à la domination du capital, ce n'est pas parce qu'ils auraient eu connaissance de luttes de travailleurs dans d'autres secteurs géographiques ou économiques, c'est véritablement par rapport à leur situation locale d'exploités, comme le reconnaît d'autre part très bien Echanges quand il analyse ces luttes au cas par cas. A la rigueur, la connaissance des autres foyers de luttes (et encore ! *DLM* a un impact très faible) donne des indications sur les autres formes de résistance à l'exploitation et sur les différentes manières dont chaque secteur de la bourgeoisie récupère ou réprime ces luttes. La position théorique (car implicitement, il y en a quand même une même si la revue l'admet difficilement) d'Echanges est d'autant plus absurde que je fais partie de ses lecteurs fidèles depuis plusieurs années ; reconnaissons donc qu'Echanges exerce une certaine influence, si dérisoire soit-elle.

ALORS ? POURQUOI aller jusqu'à théoriser une absence de participation au mouvement réel ? Finalement, en refusant toute conceptualisation d'avant-gardisme (ce qui est légitime au regard des échecs flagrants), Echanges en arrive à nier l'influence qu'il peut exercer sur une minorité de travailleurs. Les faits parlent pourtant d'eux-mêmes ; il nous suffit de conclure en reconnaissant seulement qu'entre la voie substitutiste et la voie spontanéiste il y a place – et cette place est bien celle qu'incarne Echanges depuis déjà plus de trente ans – pour une troisième voie qui accorde toute leur dignité aux luttes prolétariennes sans méconnaître pour autant l'influence qu'elle peut exercer et dont il est toujours difficile de mesurer l'impact.

Les rédacteurs d'Echanges développent ainsi, en toute bonne foi, une forme particulière de fausse conscience : la mauvaise conscience. Reconnaissons, à leur décharge, que seul le mouvement d'émancipation réel des travailleurs leur permettra de ne plus battre la coulpe qu'ils se sont fait un malin plaisir de payer pour leurs prédécesseurs (le poids des morts...).

Amicalement,
P. M.
février 2010

tel mais comme un simple moyen d'atteindre le but fixé qui peut paraître terre à terre et loin d'un objectif révolutionnaire quelconque.

ATTAQUES CONTRE LA PROPRIÉTÉ

◆ **L'occupation** a été en général la première réponse à la fermeture, d'abord pour avoir une base d'action mais aussi pour empêcher le déménagement du matériel et/ou du stock de produits déjà fabriqués. Dans les cas où l'entreprise a obtenu un jugement d'expulsion, des piquets de grève ont tenté de prévenir tout déménagement.

◆ **La saisie de stock** de produits déjà fabriqués s'est accompagnée parfois de menace de destruction de cette marchandise, ce qui fut exécuté au moins dans le cas de la fonderie Rencast à Thonon (Haute-Savoie), un sous-traitant de Renault et PSA. Pour contraindre ces clients de participer à leur indemnisation, les ouvriers remirent dans le four pour fusion plusieurs tonnes de pièces destinées à PSA – et obtinrent une prime de 30 000 euros en sus des indemnités et le paiement des jours de grève. Il y eut aussi une usine où des machines furent détruites. Dans d'autres cas, la menace de déverser dans des rivières des produits dangereux stockés dans l'usine reprenaient les circonstances de la lutte de Cellatex à Givet (Ardennes) (2), qui avait connu un début d'exécution assortie d'une menace de faire sauter une usine et tout un quartier de la ville.

◆ **La destruction de matériel** peut être reliée aux menaces de faire sauter toute l'usine – jamais exécutées, bien que des dispositifs de mise à feu aient été installés.

ATTAQUES CONTRE LES DIRIGEANTS

Il y a eu une progression dans ces attaques :

◆ **les discussions orageuses** dans les comités d'entreprise examinant des conditions du licenciement ;

◆ **le blocage des réunions** de ces comités assiégés par les travailleurs, et la séquestration de dirigeants depuis quelques heures jusqu'à plusieurs jours (tel François-Henri Pinault qui, bloqué dans sa voiture, dut être libéré par la police) ;

◆ **des projectiles divers** ont été lancés contre des dirigeants, dont certains ont été molestés.

OCCUPATION DES ESPACES PUBLICS ET DE BÂTIMENTS SYMBOLES DE L'ÉTAT

◆ **Impossible de compter** (3) les blocages de voies de communications routières, ferroviaires ou les manifestations devant les bâtiments officiels.

◆ les travailleurs de Continental de Clai-

(2) Voir « A Givet, une nouvelle forme de la lutte de classe ? », *Echanges* n° 94 (été 2000) et www.mondialisme.org/spip.php?article1083, et « De Cellatex à Moulinex », *Echanges* n°99 (hiver 2001-2002) et www.mondialisme.org/spip.php?article864

(3) On trouve sur le blog « Le Jura libertaire» une « Brève chronologie des blocages, sabotages et séquestrations » pour les quatre premiers mois de 2009 : http://juralibertaire.over-blog.com/article-30744026.html

roix (Oise), descendus à Paris, voulaient marcher sur l'Elysée mais stoppés par la police ils bloquèrent avec des barrages de pneus enflammés une des principales artères de la capitale ;

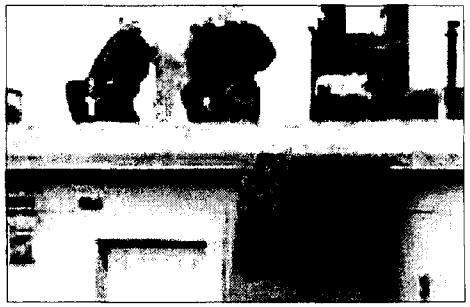
◆ l'occupation et le saccage de la sous-préfecture, symbole de la présence territoriale de l'Etat, à Compiègne, par les mêmes ouvriers de Continental, est un exemple unique, mais qui fit beaucoup de bruit.

Une autre caractéristique commune de ces luttes est qu'aucune d'elles n'a comporté la revendication de non-fermeture du site, encore moins la reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes en autogestion.

La revendication d'autogestion est restée totalement absente, même si parfois la mauvaise gestion a été reprochée aux dirigeants et même contestée devant les tribunaux. Ce n'est pas un hasard. Tout comme la radicalité des luttes est venue de la situation spécifique des usines considérées et non d'une « conscience » quelconque d'un combat pour une autre société, la demande d'une simple indemnisation et rien d'autre est venue de ce qu'ils savent bien que leur activité est un simple maillon dans une chaîne de production, et que leur production, même autogérée, ne peut être utilisée autrement que dans cette chaîne et est dépendante d'un procès totalement capitaliste auquel ils ne peuvent se soustraire.

UNE AUTRE CONSÉQUENCE DE CETTE RADICALITÉ A ÉTÉ LA MATÉRIALISATION DE LA DISTANCE ENTRE LES APPAREILS SYNDICAUX ET LE MOUVEMENT DE BASE. Il est devenu évident que la plupart de ces luttes venaient de réactions autonomes de base, y compris de toutes les sections syndicales d'entreprise, pour aller au-delà des obligations légales auxquelles se cantonnaient les appareils. Mais en outre, souvent, les militants de base se sont plaint ouvertement d'avoir été abandonnés par les bureaucraties syndicales, avec des propos parfois très injurieux et accusateurs pour les dirigeants. Des sondages effectués pendant cette période sur la légitimité de cette radicalité des luttes ont montré que près de 80 % des enquêtés donnaient raison aux travailleurs de se défendre de cette façon. On peut penser qu'une telle opinion reflète un mécontentement général qui forme la toile de fond sur laquelle s'inscrivent ces luttes, créant une sorte de consensus radical qui n'arrive à s'exprimer que dans de telles poussées ponctuelles, mais qui en quelque sorte les autorise et les soutient.

Les centrales syndicales sont bien conscientes de ce potentiel larvé de combativité qui, s'il se généralisait, les placerait dans une position délicate quant à leur fonction dans le capitalisme : toutes unies, elles ont organisé des journées d'action avec des manifestations à la fois pour faire croire qu'elles prennent en charge ce mécontentement diffus mais en même temps ne cherchent par la répétition de manifestations qu'à l'empêcher de se polariser sur ces conflits radicaux susceptibles de se généraliser.



Moulinex, 2000.

soient-elles, ont toujours cherché à comprendre le fonctionnement de ces structures dominantes : c'est une donnée quasi-anthropologique que la pensée humaine se développe en analysant les faits environnants puis les synthétise en une théorie qui momentanément fait sens, en attendant que des faits nouveaux viennent l'enrichir, ou l'infirmer pour un modèle plus adéquat.

OR, EN LISANT ENTRE LES LIGNES de la brochure de présentation d'Echanges, on en déduit un refus délibéré de toute théorisation ; ce phénomène est d'autant plus curieux que dans chaque analyse sérieuse de la revue, il est fait implicitement référence aux postulats de la méthode d'analyse de Marx : la lutte de classe, la loi du profit, la concurrence généralisée ; bref, ce sont les présupposés méthodologiques mêmes de tout courant communiste dont font partie les conseillistes. Certes, le travail de fourmi, très empirique, d'Echanges est louable. Mais il n'y a rien là que de très raisonnable. C'est précisément le fait de partir de schémas préfabriqués pour y faire entrer la réalité (comme le fait le CCI et même ses héritiers comme on peut le supposer, en restant toutefois prudent) qui est irrationnel et non scientifique. On peut seulement reprocher à Echanges de s'arrêter au milieu du chemin, en barrant tout accès vers des alternatives théoriques plus générales ; Echanges en arrive ainsi à théoriser la non-théorisation ; lorsque Henri m'écrit en octobre 2009 : « Schématiquement, nous pensons que ce sont les acteurs eux-mêmes de ces luttes, *au moment précis où elles se transforment en luttes d'émancipation (et pas dans les conditions actuelles, encore moins en fonction du passé)* qui fixeront l'organisation d'un monde nouveau », je reconnais que cette démonstration m'a séduit, puis m'a rendu perplexe. Henri Simon, avec une expérience politique riche d'enseignements depuis Socialisme ou Barbarie, puis ILO, ICO et enfin

a, je pense, un impact bien plus important que l'on peut s'imaginer (et qui va au-delà de ceux qui le reçoivent)... »

(14 février 2010)

« ...Je travaille toujours chez un plâtrier (on rénove surtout des maisons), des chantiers à l'extérieur ou à l'intérieur, quand je ne rentre pas trop tard je continue à travailler à la maison... Je viens de recevoir la nouvelle édition de Spartacus, ils viennent de rééditer *Les Conseils ouvriers* de Pannekoek, moi c'est un des livres qui m'a le plus marqué (dans ma courte vie) et je suis bien content qu'ils l'aient réédité... L'autre jour, en revenant du chantier à Clermont avec mon collègue, on s'est arrêté dans une grosse librairie (la Librairie des Volcans), j'y ai vu le livre de Bruno Astarian sur les luttes de classe en Chine. Je me suis acheté le livre de poche *Chantier interdit au public,* de Nicolas Jounin, une enquête menée par les ouvriers du bâtiment, édifiant...

Fa. M.

(8 mars 2010)

aussi que le capitalisme, miné par ses contradictions internes, pouvait s'effondrer tel un château de cartes, les masses laborieuses n'ayant alors d'autre choix que de se retrousser les manches avant d'être parvenues à la pleine conscience de leur être révolutionnaire, sacré dilemme à résoudre ! Face à ce bilan historique désastreux sur ce que peuvent représenter les avant-gardes communistes, quelles sont les conclusions que nous pouvons en tirer ?

D'ABORD, LE CAPITALISME S'INSCRIT, DANS L'ÉVOLUTION HISTORIQUE, COMME UN RAPPORT D'EXPLOITATION PARMI D'AUTRES, avec bien évidemment des caractéristiques qui lui sont propres ; dans ces successions de rapports d'exploitation du travail, des individus, des groupes d'individus ont toujours résisté aux structures dominantes en imaginant (Platon, Campanella, More) et quelquefois même en concrétisant (Fourier, Cabet) d'autres formes de vie plus libres et égalitaires. Ces minorités ont toujours existé quelles que soient les structures d'exploitation ; on peut même penser que le fait de se réunir, de s'associer, de constituer des communautés qui choisissaient de s'exclure des rapports dominants, était moins difficile à vivre que de subir tout ce poids dans l'isolement ; ceci est d'autant plus vrai au sein du capitalisme en décomposition : le fait de partager une même conception du monde en refusant celui que l'on nous tend comme modèle, rend nos existences plus supportables, plus humaines, tant que les travailleurs n'ont pas encore œuvré à leur propre émancipation. Le courant des communistes de conseils, dont *Echanges* assume la continuité historique, peut-il au moins concevoir ce fait que des personnes partageant une égale détestation de ce système dominant, puissent s'associer sans pour autant se reconnaître dans le schéma désuet d'une avant-garde de petits soldats sur le pied de guerre de la croisade révolutionnaire ? De plus, ces associations, si minoritaires

La crise frappe fort autour de moi...

D'un camarade de l'Allier

...Depuis trois semaines, je bosse tous les jours chez un plâtrier peintre, on est souvent en déplacement, j'ai eu ce job par l'intermédiaire d'un vieux copain. Je me fais un peu d'argent (qui est aussitôt englouti dans divers frais) et en plus j'apprends des trucs du métier ; on est trois à travailler. Le patron, d'origine italienne, est à son compte depuis sept ans après des années de salariat. Il est réglo... Pour ce qui me concerne, pas d'autre travail. J'ai envoyé pas mal de CV à des carrières, usines, boîtes de nettoyage, absolument aucune réponse, même négative... La crise frappe fort et partout autour de moi, ce ne sont que licenciements, chômage partiel etc. Vraiment rien de bien reluisant...

Il faut absolument que le bulletin *Dans le monde une classe en lutte* continue car il est un concentré d'informations et de liaisons pour toutes les luttes et il

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a lui aussi connu un déclin significatif. Il s'agit là encore d'une activité avec de très grosses entreprises, souvent multinationales, mais qui emploient une multitude de sous-traitants. Ces sous-traitants utilisent beaucoup d'immigrés sans papiers, exploités souvent au jour le jour. Ces derniers sont bien sûr les premiers à être victimes de la crise. Là, la lutte ne s'est pas polarisée sur des questions d'indemnisation mais sur une régularisation, l'attribution de permis de séjour permettant de chercher ouvertement du travail et d'échapper au harcèlement policier.

Bien que diffus, ce courant revendicatif est assez fort pour que les syndicats, notamment la CGT, tentent de l'utiliser et de le canaliser. Il y a eu ainsi deux vagues revendicatives qui se sont exprimées dans des grèves, des occupations de bureaux, de chantiers et même, devant les atermoiements syndicaux, l'occupation pendant près d'un an d'une annexe de la Bourse du travail à Paris.

Il est difficile de décrire les péripéties de ces luttes et les manipulations entre autorités et syndicats. Les résultats, y compris ceux de la seconde vague, toute récente et qui s'éternise encore en avril 2010, sont dérisoires quant à l'objectif recherché. Si le mouvement des sans-papiers peut

New Fabris, Châtellerault, 2010.

être mis en parallèle avec celui de la sous-traitance automobile par son origine dans la crise, les travailleurs concernés ne disposent pas de moyens similaires de pression, qui leur sont de plus interdits en raison de la fragilité de leur position sociale. Même si ces deux catégories de lutte ressortent de la même crise économique, à aucun moment il n'y a eu de jonction entre ces luttes, par trop disparates et concernant des couches très dissemblables du prolétariat.

ON PEUT SE DEMANDER SI LA TEMPORISATION SYNDICALE N'A PAS ENTRAINÉ LA DISPARITION DES CONFLITS RADICAUX DEPUIS LE MILIEU DE 2009. En fait, il semble que cette étape de la restructuration du secteur automobile ait été franchie par l'élimination des entreprises les moins compétitives sans trop de mal pour le capital et l'ordre social, malgré la radicalité de conflits ponctuels.

RESTE LE PROBLEME GLOBAL DE LA CHUTE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE QUI TOUCHE L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES, bien qu'inégalement, avec son cortège de licenciements (le taux de chômage ne cesse de s'accroître) qui donne corps à ce mécontentement diffus que nous avons évoqué. Le problème essentiel (qui n'est pas seulement celui de la France) est de savoir pendant combien de temps les amortisseurs sociaux décrits ci-dessus (4) pourront contenir un conflit plus général latent et faire reconnaître définitivement l'incapacité des politiques à trouver des réponses économiques à la crise, l'impossibilité de tout réformisme et de toute forme de médiation des conflits sociaux. Le financement desdits amortisseurs tient d'un côté à la pos-

(4) Voir aussi « La crise économique : en France, le rôle des "amortisseurs" sociaux », *Echanges* n° 130 (automne 2009) et http://www.mondialisme.org/spip.php?article1378

sibilité de continuer à prélever une part de la plus-value engendrée par l'activité économique (impôts et cotisations sociales) et d'un autre côté à la durée de la crise car le plus important de ces amortisseurs, l'indemnisation du chômage, est limitée dans le temps (au maximum trois années).

En 2010, plus d'un million de chômeurs perdraient leur indemnité de chômage et 600 000 d'entre eux, pour diverses raisons (dont le travail du conjoint) tout droit à une aide sociale quelconque ; des aménagements dont l'« allocation équivalent retraite » ou une allocation spéciale pour les chômeurs en fin de droits n'ont été instaurés récemment qu'à titre temporaire. Depuis des années déjà, des réductions d'avantages sociaux ont peu à peu rogné non seulement tout ce qui est salaire différé, mais aussi les salaires directs et les emplois jusqu'ici protégés.

Le mécontentement n'est pas seulement celui des travailleurs du privé mais aussi celui du secteur protégé des fonctionnaires (qui en France ne concerne pas seulement les administrations de l'Etat mais toute l'éducation et une bonne partie du secteur hospitalier), où toute une série de réformes visent à réduire les dépenses budgétaires en limitant le nombre des emplois (non-remplacement des départs à la retraite), ce qui augmente la charge individuelle de travail, et en diminuant les salaires. Le vieillissement de la population, l'augmentation constante du nombre des chômeurs et des allocataires sortis de l'indemnisation du chômage, la réduction des recettes fiscales et sociales, forment un réseau de difficultés dont on voit mal comment elles pourraient se résoudre sans une explosion sociale.

Plus récemment, si quelques conflits ont prolongé la vague des années 2008-2009 contre les fermetures d'entreprises, on a vu apparaître d'autres conflits portant sur des revendications de salaires et touchant principalement de petites entreprises. Non seulement ces conflits traduisent une baisse du niveau de vie telle que la crainte du chômage ou de la réduction d'activité n'est plus génératrice d'une acceptation des conditions présentes d'exploitation, mais ils disent aussi que les travailleurs ne croient plus aux « journées d'action » syndicales organisées de temps à autre pour prévenir une flambée sauvage de protestation.

On peut d'autant plus regarder ces conflits dans une telle perspective que certaines de ces grèves reprennent les moyens radicaux d'action développés dans la période précédente. Cette radicalité est apparue aussi dans des entreprises nationales où la présence syndicale permettait decontrôler des mouvements d'ensemble ; là aussi cette radicalité s'est exprimée dans des secteurs spécifiques au sein d'unités économiques plus vastes : par exemple la grève du RER A (5) ou la grève récurrente du secteur sud-est de la SNCF, ou la séquestration de dirigeants dans des hôpitaux. Pour se limiter à ces trois conflits, on peut y trouver un caractère commun au-delà de leur combativité, qui tient non dans la revendication salariale mais dans la contestation des décisions touchant l'organisation du travail, autrement dit des décisions politiques. On peut penser que de tels développements, s'ils se confirmaient, pourraient être le prélude d'actions de plus grande ampleur touchant des problèmes globaux d'exploitation du travail qui seraient significatifs du rapport dialectique avec les organes de médiation, les syndicats.

H. S.

(5) Voir Echanges n° 131 (hiver 2009-2010).

historique nous imposait d'organiser les transformations radicales en nous mettant à la tête des structures et institutions collectives (gouvernement, conseil, assemblée, syndicat, armée). Cette idée fondamentale – appelée plus tard « substitutisme » ou « substitutionnisme » – fut partagée dans les deux branches principales du mouvement ouvrier : le réformisme social-démocrate et le radicalisme révolutionnaire.

3e syllogisme : les masses ouvrières, rendues conscientes grâce à la propagande des partis révolutionnaires, allaient nécessairement être amenées à transformer radicalement leur condition d'existence.

Ces trois formes théoriques de déductions logiques n'allaient pas résister à l'épreuve des faits. Dans les grands mouvements révolutionnaires de masse du XXe siècle, les soi-disant avant-gardes ou minorités agissantes, comme elles se sont aussi autrefois auto-proclamées, n'ont rien vu venir de l'ampleur, de la profondeur des événements, et, que ce soit en 1905, 1917, 1936 (France, puis Espagne), ou 1968, ont toutes été débordées par des mouvements spontanés qu'elles tentèrent de rattraper en cours de route. Si les Bolcheviks se retrouvèrent au pouvoir en octobre 1917, à la tête du chaos russe jusqu'à la stabilisation économique de la NEP, cela est le fait non de l'efficacité d'une quelconque stratégie révolutionnaire – comme a pu le théoriser Trotsky – que davantage le fruit des conditions particulières des stratifications sociales russes (80 % de couches paysannes hétérogènes) dans un contexte mondial de rivalités impérialistes poussées à feu et à sang.

De plus, une prise de conscience massive de la nécessité de transformer les conditions d'exploitation ne débouche pas automatiquement sur une perspective communiste. Certains traits de domination du capital peuvent être très bien cernés par les prolétaires ; mais d'autres aspects peuvent être moins bien perçus, ce qui permet d'ouvrir des brèches pour les partis de type totalitaire de droite (importance de l'Etat, régulateur du marché ; position à adopter vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère). Jaime Semprun, en s'appuyant sur ce précédent historique, le fascisme, démontre bien que le capitalisme mondial actuel, en se restructurant sur des impératifs écologiques, peut fort bien dériver vers une société totalitaire s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information : le faux choix proposé s'inspirerait alors du modèle hobbesien ; le Léviathan nous protégerait contre les multiples catastrophes (délinquance, vols, crimes, pollutions diverses) en échange de la perte du peu d'autonomie et de liberté que les démocraties daignaient nous accorder jusqu'à maintenant. Et ce ne sont pas les avant-gardes existantes, et autoproclamées comme telles, qui modifieront ce cours vers l'hypertechnologisme, la plupart des groupes étant eux-mêmes férus de ces nouveaux gadgets, quand ils ne théorisent pas tout bonnement l'automatisation généralisée comme une voie de sortie possible du capitalisme ; l'apathie ambiante peut conduire ainsi à tous les délires théoriques ; au début du siècle dernier, certaines théories de type catastrophiste concevaient

« Echanges », fausse conscience et mauvaise conscience

VOICI LA CRITIQUE que tu attendais. Il m'a fallu du temps pour mettre des mots clairs sur le malaise que j'éprouve au sein d'Echanges. Mon parcours politique et ma réflexion personnelle m'ont amené à me sentir très proche des positions des communistes de conseils, incarnés présentement par la revue *Echanges*, héritiers des courants ILO. et ICO. La particularité des positions conseillistes (critique du léninisme, du stalinisme, du trotskysme) amène logiquement à se poser des questions sur les notions de minorité et d'avant-garde en l'absence de mouvement collectif de transformations radicales des conditions de domination et d'exploitation. Ce type de réflexion commence simplement par une introspection en tentant de caractériser comment je peux me définir au sein de cette société que je refuse au plus profond de mon être.

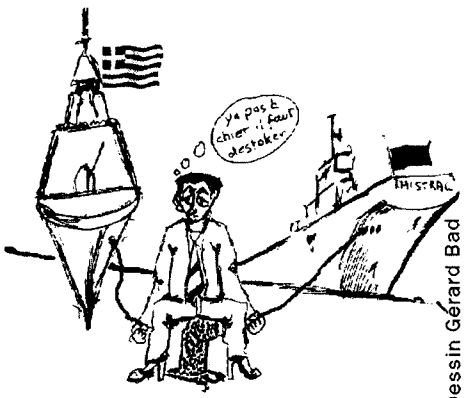
Etant depuis presque trente ans radicalement hostile au fonctionnement de cette société depuis la découverte des textes de Marx et d'Engels en fac d'histoire, je me suis longtemps senti rassuré par l'existence, au sein de nombreux groupes gauchistes puis gaucho-communistes (LO puis CCI), voire anarchiste (Alternative libertaire), de la notion d'« avant-garde » : à l'instar des prophéties chrétiennes du Ier millénaire, ces groupes nous convainquaient que nous étions le produit d'une situation qui n'allait pas manquer de se généraliser ; ayant pris conscience, avant la masse exploitée, des conditions de notre aliénation, notre devoir révolutionnaire était alors de prêcher la bonne parole afin de généraliser cette prise de conscience à la majorité des travailleurs et favoriser ainsi les transformations sociales vers la transition collective. Avec le recul historique et les échecs successifs, on peut se rendre compte facilement de l'inanité de cette série de syllogismes.

1er syllogisme : puisque nous faisions partie des élus, dans l'espace et le temps de la domination du capital, il suffisait, par la propagande directe – « tracter » à la sortie des boîtes – d'amener cette conscience aux classes sociales encore inconscientes et soumises. Cette conception fut théorisée, à la fin du XIXe siècle, par le socialiste allemand Kautsky, puis par Lénine. Même si la plupart des groupes prolétairens refusaient, par la suite, cette distinction entre la conscience révolutionnaire d'une élite intellectuelle et la conscience revendicatrice, la plupart pourtant se comportaient, et se comportent même encore, comme des prophètes apportant la lumière.

2e syllogisme : puisque nous étions appelés, de par l'évolution sociale, à prophétiser la sortie des temps obscurs face à des classes laborieuses moins cultivées, voire analphabètes (exemple de la Russie), la nécessité

GRÈCE

ACCORD MILITAIRE AVEC L'ÉTAT FRANÇAIS ET ACHAT D'ARMEMENT



Dessin Gérard Bad

L'ETAT GREC EST EN FAILLITE, SI L'UNION EUROPÉENNE L'«AIDE » elle entend bien contrôler, trique à la main, comment récupérer son oseille. Alors elle passe au-dessus du gouvernement grec et exige l'application immédiate du plan de rigueur. Il faut mater le peuple grec et faire entrer le fric à coup de baisses de salaire, de licenciements, de suppression de retraite, de congés... pour faire entrer le pays « dans la modernité ».

Le 7 mars 2010, dans les coulisses, Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée Giorgos Papandréou, premier ministre grec (Pasok, Parti socialiste). Peu auparavant (le 11 février) le ministre grec de la défense annonçait la conclusion d'accords sur l'achat de frégates Fremm à la France et d'avions de combat à l'Allemagne. Le tout emballé dans un accord de défense et de sécurité entre la France et la Grèce. La voilà l'aide de l'UE, et plus particulièrement de la France, à la Grèce. Le ministre de la défense, selon l'hebdomaaire *To Vima* (journal grec de centre gauche créé en 1984), aurait fait un jeu de mot sur « l'argent du beurre européen », qui serait donné en contrepartie à l'achat de « canons ».

Mais que peut bien penser le peuple grec, qui a de nouveau manifesté dans les rues le lundi 8 mars, de ce maquignonnage?

D'un côté, il apprend que les dépenses militaires de la Grèce sont les plus élevées de L'UE. Et que le ministre de la défense se proposait d'acheter à la France six frégates Fremm et 15 hélicoptères Super Puma. Le prix estimé d'une frégate Fremm est d'environ 500 millions d'euros (soit l'équivalent de la construction de deux viaducs de Millau). La négociation se limitera finalement à l'achat des six frégates Fremm.

De l'autre, il va devoir payer au prix fort le déficit public. Sous la pression des experts européens, il est question de faire voler en éclats le système de congé qui remonte aux années 1950.

G. Bad

Sources principales « Revue de la presse hellénique » et « Le portail des sous marins » (http://www.corlobe.tk/)

NETTOYAGE DE L'APPAREIL POLICIER ET MONTÉE DES LUTTES EN RUSSIE

Le 12 novembre 2009, Medvedev a annoncé son intention de mettre de l'ordre dans l'ordre : « Nous devons prendre des mesures très fortes pour nettoyer les rangs de la milice et des services spéciaux et les débarrasser des employés indignes. Ils devraient être traduit en justice. »

Inutile ici de développer les liens étroits entre la pègre et les services de police russes, dont le pouvoir s'est amplement servi pour museler ses oppositions. Mais les dérapages deviennent si nombreux, qu'ils engendrent une révolte croissante de la population. Pour diverses raisons, Medvedev entend bien « moraliser » l'appareil d'Etat russe. A cet effet, il lançait fin novembre une réforme du MVD (1), visant à réduire ses effectifs de 20 % en deux ans. Selon Medvedev, le MVD serait complètement corrompu et 15 000 crimes seraient liés à cette corruption.

Pour préparer l'opinion au grand nettoyage, Medvedev s'est appuyé sur les médias qu'il contrôle et, suite à la mort suspecte d'un avocat en préventive (2), il décide de passer aux actes et de purger dans un premier temps les services pénitentiaires. Vingt responsables seront limogés ainsi que le chef de la brigade financière du MVD.

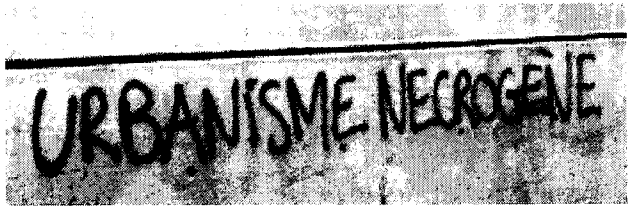
En février c'est au ministère de l'intérieur que Medvedev s'attaque, et il entend bien réduire de moitié ses effectifs (deux ministres et seize chefs de département sont virés). C'est curieusement une grande partie des *siloviki*, les principaux appuis de Vladimir Poutine, qui sont ainsi écartés du pouvoir. L'offensive contre le MVD intervient au moment ou nous observons une reprise des luttes, comme jamais vu depuis quinze ans (3).

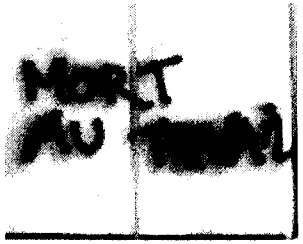
Certes le chômage augmente, mais aussi les arriérés de salaires (+ 15,5 %) en janvier, situation que nous retrouvons aux Etats-Unis et dans certains pays de

(1) Le MVD (ex-MKVD de l'époque soviétique) est un ministère fédéral à vocation de contrôle de l'ordre public et de garantie des droits et des obligations des individus. Divers services de la militsia (police) dont l'OMON (voir note 4) et les « forces (militaires) intérieures » font partie du MVD.

(2) Se souvenir de l'assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa en octobre 2006 suite à ses reportages sur les violations des droits de l'homme et la corruption en Tchétchénie. 17 journalistes ont été tués en Russie sous la présidence de Vladimir Poutine.

(3) Voir à ce propos le texte « Le mouvement ouvrier syndical en Russie en 2009 », de Carine Clément, qui, malgré son point de vue démocratique et un appel à une « bonne » intervention de l'Etat, dresse un utile bilan des luttes ouvrières dans la Fédération de Russie : http://culture.revolution.free.fr/travailleurs21/2010-04-07-Russie_2009.html





2010) de *Courant alternatif*, organe de l'Organisation communiste libertaire (OCL) : « Du rififi dans le réseau Sortir du nucléaire ». L'OCL émet des réserves sur l'avenir de ce réseau et son incapacité à se prononcer pour une sortie immédiate du nucléaire. L'article est d'autant plus intéressant qu'il montre bien le clivage qui s'amorce au sein même du mouvement écologiste, au moment même ou le tout-nucléaire explose.

Ecolos

◆ Numéro spécial de *Courant alternatif* sur l'écologie (n° 15, 2010) : « L'environnement c'est Kapital. »

◆ « Changer le système, pas le climat », dans *Alternative libertaire* n° 192 (février 2010).

◆ « Capitalisme vert, la grande arnaque », dans *Partisans* n° 235 (février 2010).

Du progrès...

◆ *Au centre du volcan, Passion et raison dans le tourbillon du Progrès*, Ravages Editions. Huit pages téléchargeables sur http://ravage-editions.blogspot.com ou sur http://infokiosques.net/spip.php?article777

Robin des banques et la décroissance

◆ Dans *CQFD* n° 75 (février 2010) la relation par Raúl Guillén et Nicolas Arraitz d'une « tournée triomphale » d'Enric Duran, surnommé le Robin des banques (voir Echanges n° 131, p. 64), dans six villes de France : Marseille, Grenoble, Lyon, Paris, Toulouse et Lavaur. Des conférences où les ambiguïtés entre actions concrètes contre le capital et illusions de consommateurs adeptes de la décroissance sur la portée de ces actions ne semblent pas avoir été levées. L'extrême sensibilité de l'Etat à tout type de contestation qui a fait qu'« à peine Enric reparti, son traducteur, Espagnol résidant en France, a été discrètement entouré par trois policiers en civil, sur un quai de gare, sous prétexte d'une "vérification d'identité". », vient au surplus conforter le sentiment que peuvent avoir les participants à de telles réunions de contribuer à un vaste mouvement anticapitaliste.

Et, sur le même sujet :

◆ www.nanomonde.org – notamment *D'échecs en échecs, une chronologie des fiascos de la Commission nationale du débat public (CNDP)* : http://www.nanomonde.org/D-echecs-en-echecs-une-chronologie

◆ http://grenoble.indymedia.org/2009-10-16-Debat-national-sur-les

◆ « Le débat public sur les nanotechnologies : adémocratique » dans *A Contre Courant* n° 211 (janvier-février 2010).

◆ « Nanotechnologies, maxi saloperies » dans le *Combat syndicaliste* n° 226 (mars-avril 2010).

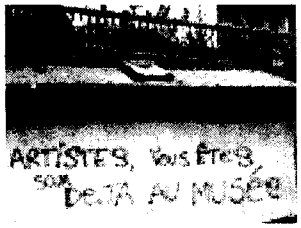
◆ Le lien infokiosques.net, présent sur de nombreux sites, est redirigé sur le site http://boum.org/#nb1, et un texte dont voici le début : « Notre pratique de la technologie n'est pas neutre. Mais alors, pas du tout : un processus de transformation sociale révolutionnaire réunit, au sein de boum.org, des individu·e·s ayant une volonté commune de critiquer en actes et d'anéantir tout dispositif de pouvoir. » Communauté de sujet, si l'on veut, mais pourquoi ce piratage ?

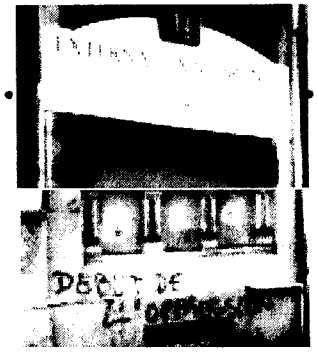
Révolution numérique

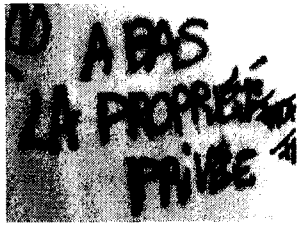
◆ *La Gazette de la société et des techniques* n° 56 (mars 2010) présente « La vraie révolution numérique » comme « une révolution profonde des rapports sociaux qui touche tous les secteurs : la vie sociale, les associations, les loisirs, la vie, l'école et l'entreprise... ». Cette étude, qui mérite d'être discutée, veut montrer que nous allons « gaiement et dans une relative douceur » vers la révolution qui créera « le monde nouveau et harmonieux que des prophètes nous ont fait miroiter ». Ce bimestriel de quatre pages, publié par les Annales des Mines avec le concours du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies est signé par Michel Berry et Christophe Deshayes, auteurs d'un ouvrage récent, *Les Vrais Révolutionnaires du numérique,* (éd. Autrement, 2010). Où l'on apprend à résumer la révolution des révolutionnaires du numérique de leur propre façon : « Mobiliser le collectif est probablement, tous les coachs le savent, la seule manière d'obtenir une performance durable ».

Antinucléaires

◆ Dans le n° 199 (avril







PHOTOS D'UNE « BALADE CONTRE LES EXPULSIONS ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE », À GRENOBLE LE 27 MARS 2010.
SOURCE : HTTP://SQUAT.NET/FR/NEWS/GRENOBLE290310.HTML

l'Union européenne. Le réveil des travailleurs russes qui devrait prendre plus d'extension dès le printemps, selon des sources bien avisées, a commencé à Kaliningrad avec un important rassemblement de 10 000 à 12 000 participants qui réclamaient la démission de Poutine, pas celle de Medvdev. Un blog russe apprécie ainsi cette manifestation :

> « La police a eu un comportement tout à fait calme. Aucune agression, un total respect des lois, les OMON (4) qui somnolaient paisiblement dans leurs bus garés sur le côté. La raison est évidente : quand plus de 10 000 personnes se rassemblent sur la place, la police est avec la foule. Parce que disperser 100 personnes, c'est facile. Alors que 12 000 personnes peuvent disperser elles-mêmes qui elles veulent, si besoin est. »

Medvedev vient de se rendre en France, et nous avons eu la surprise d'entendre de la bouche de Sarkozy:

> « Nous devons resserrer nos rangs, Russes et Français, car nos objectifs sont les mêmes. »

Les objectifs, en dehors de l'Iran sont beaucoup plus basiques., Dans le journal *La Tribune* du 2 mars 2010, Thomas Gomart (directeur du centre Russie /NEI [Nouveaux Etats indépendants] de l'Institut français des relations internationales [Ifri]) fait les remarques suivantes:

> « Côté russe, cet achat *[de matériel militaire français]* n'est pas neutre. Le retour complet de la France dans l'OTAN a conforté Moscou dans l'idée que l'autonomie stratégique européenne resterait un sujet théorique [...] La Russie considère que les Européens sont en passe de décrocher militairement [...]

> Sans l'avouer ouvertement, la France et la Russie sentent bien la diminution de leur poids relatif respectif face à l'évolution des rapports de force internationaux. »

Ceci explique en partie la commande par l'Etat russe de « quatre » navires militaires français de type Mistral, deux seraient fabriqués en France à Saint-Nazaire et deux en Russie. Le BPC Mistral coûte 400 à 500 millions d'euros.

G. Bad

(4) OMON –Otriad Militsii Ossobogo Naznatchenia, signifiant Service de la milice à vocation spéciale – est le nom générique qui désigne les unités de forces spéciales du ministère de l'Intérieur russe et anciennement de l'URSS.

DANS LES PUBLICATIONS

◆ La Croix noire anarchiste de Moscou vient d'éditer un CD, *A4K Mockba* (*VV.AA. Recopilatorio Cruz Negra Anarquista Moscú).*en collaboration avec d'autres groupes de plusieurs pays.
Le disque est téléchargeable gratuitement sur http://www.mediafire.com/?xnnwyglauyn selon l'organe mensuel de la Confédération nationale du travail espagnole *CNT* n° 364 (février 2010).

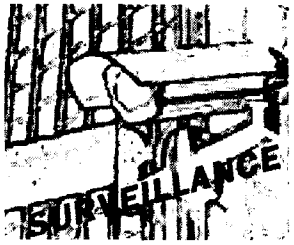
Prisons, centres de rétention

◆ *Etrangers de partout, Bulletin contre les centres de rétention et leur monde* nos 1 et 2, se propose de « mettre en correspondance les différentes formes de lutte contre les centres de rétention et leur monde ». Plusieurs articles sur les pays d'Europe : etrangersdepartout@riseup.net

◆ « For nothing against everything » titre du n° 7 (automne 2009) de la revue (en anglais) *Fire to the prisons*. Impossible de citer tous les articles, références et brèves sur ce vaste sujet. (c/o Shoelacetown ABC, PO Box 8085, Paramus, NJ 07652, USA) www.fireoftheprisons.com

◆ Dans *Courant alternatif* n° 196 (janvier 2010), dossier répression et antirépression concernant essentiellement les migrants.

◆ Un compte rendu des diverses actions promues par la Confédération nationale du travail espagnole en faveur du braqueur de banques Amadeu Casellas, emprisonné depuis plus de vingt ans en Espagne, dans l'organe mensuel du syndicat *CNT* nos 363 (janvier 2010) et 365 (mars) (voir les numéros précédents d'*Echanges*). En France, *Le Combat syndicaliste* n° 226 (mars/avril 2010) annonce « Amadeu Casellas enfin libre ».



Flicage des salariés

◆ Intimidations, violences, harcèlement sur les lieux de travail accroissent le mal-être des travailleurs et induisent des maladies dévastatrices en Espagne, comme ailleurs, ainsi que le souligne « Le pouvoir opprime et étouffe », un article du n° 363 (janvier 2010) de *CNT*, l'organe mensuel de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ Sur le même thème : « Flicage des salariés à La Poste », dans *Partisan* n° 235 (février 2010).

Luttes défensives

◆ Dans *Courant alternatif* n° 198 (mars 2010), un article « En un combat douteux » essaye de faire le point sur les luttes défensives d'une classe ouvrière clairsemée. Il énumère les luttes de Wagons automotive, à Essômes-sur-Marne, d'Estamfor à Hautes-Rivières, de Cauval Industrie à Bar-sur-Aube. L'auteur a tout à fait conscience que la classe ouvrière lutte le dos au mur, essuyant défaite économique sur défaite économique qu'il appelle des « victoires » en trompe-l'œil.

Allemagne : des salariés d'entreprises d'aide aux handicapés sèment leur merde

◆ Des handicapés avaient créé en France, en 1973, une association « Les Handicapés méchants » pour « dans le sillage du mouvement de mai 68 (...) revendiquer non seulement leur droit à la différence, mais aussi le travail sans discrimination, l'adaptation des logements et des transports, le droit à une vie sexuelle » (Elisabeth Auerbacher, *Babette, « handicapée méchante »*, éd. Stock, 1982). Dans les années 1980, l'Allemagne a connu un mouvement analogue. Les temps ont changé : les handicapés sont devenus sources de plus- value, dans l'exploitation occasionnelle de leur force de travail et sur-

presariales, a décompté 31 959 134 heures de travail perdues en Espagne pour fait de grève en 2009 (645 grèves impliquant 2 022 534 travailleurs), en augmentation de 14,89 % par rapport à 2008. L'article complète cette analyse d'une montée des luttes par un recensement des résistances au capital dans le monde.

Il n'empêche, comme le reconnaissent nos camarades d'*Etcétera*, que le système capitaliste n'est nullement à bout, qu'il est au contraire, jusqu'à maintenant, en expansion permanente.

La science et la technique ne sont pas neutres...

◆ Dans *CQFD* n° 76 (mars 2010) : « Les sans-pouvoirs contre la techno-dictature », entretien avec les néo-luddites de Pièces et main-d'œuvre, notamment sur les nanotechnologies autour d'un ouvrage *A la recherche du nouvel ennemi, 2001-2025 : rudiments d'histoire contemporaine*.

◆ Voir sur le site www.piecesetmaindoeuvre.com/, des documents, des analyses, des informations sur les activités de ce groupe basé à Grenoble : manifestations, publications et « cafés luddites »... Dans la rubrique « Nécrotechnologies », « on dissèque les technologies mortifères ».

◆ Pièces et main-d'œuvre vient de publier aussi *Aujourd'hui le nanomonde : nanotechnologies, un projet de société totalitaire* (éd. L'Echappée). Quatrième de couverture : « Toutes les puissances high-tech sont lancées dans la course aux nanotechnologies. L'objet de celles-ci est la manipulation de la matière, inerte et vivante, aux niveaux les plus élémentaires de l'infiniment petit – atome, molécule, cellule, gène, neurone, bit – afin de produire de nouveaux matériaux, de nouvelles sources d'énergie et de nouveaux procédés industriels. Des centaines d'applications des nanotechnologies servent déjà dans les domaines marchands, policiers et militaires, tandis que, dans les laboratoires, les chercheurs travaillent d'arrache-pied à leurs projets d'eugénisme

et d'artificialisation : l'homme-machine dans le monde-machine. Les nanomaîtres (scientifiques, politiques, industriels et militaires) prétendent à un pouvoir démiurgique et irréversible sur un monde remodelé à leur guise : le Nanomonde totalitaire de la société de contrainte. »

◆ Voir aussi *Révélations : le véritable bilan de la CNDP-Nanos en exclusivité* (http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=244). Le 23 février 2010, la Commission nationale du débat public (CNDP) a achevé à huis clos sa tournée de promotion des nanotechnologies. Jamais, depuis sa création en 1995, la CNDP n'avait été autant chahutée, dénoncée, moquée, au point d'annuler la moitié de ses dix-sept réunions publiques.

L'économie et la crise

◆ « Sur la crise : une victoire à la Pyrrhus » (A. Bihr) dans *A Contre Courant* n° 212 (mars 2010).

◆ « Que cache la croissance de la dette publique ? » (Alain Bihr) dans *A Contre Courant* n° 211 (février 2010).

◆ « Budget prévisionnel [de l'Etat espagnol] et hausses d'impôt, ou comment la classe ouvrière paiera la crise », dans l'organe mensuel de la Confédération nationale du travail espagnole, CNT n° 363 (janvier 2010).

◆ Un article, « La crise : rétrospective et perspective », poursuit dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat* l'analyse de la crise économique actuelle entamée depuis plusieurs numéros (voir dans les précédents *Echanges*). Son auteur critique opportunément les keynésiens et ceux qui se laissent aller à la paresse d'analyser mécaniquement la crise actuelle selon le schéma marxiste des crises cycliques du capital, mais semble conserver certaines illusions à propos des années 1970 « où la révolution mondiale paraissait n'être éloignée que d'un pas ».

◆ « La réalité de la crise : considérations et réactions » dans le n° 46 (janvier 2010) de la revue espagnole *Etcétera* : une crise permanente, une augmentation des mouvements migratoires (en Espagne, plus de 7 millions d'étrangers recensés, soit 11,3 % de la population) et une criminalisation accrue de la société (la population carcérale a doublé en dix ans en Espagne passant de 40 000 à 76 400 personnes, représentant 1,66 % de la population totale).

Un rapport de l'organisation patronale espagnole, Confederación Española de Organizaciones Empresariales, estime que la construction de nouvelles prisons est nécessaire pour faire face à la crise économique et à l'augmentation de la criminalité qu'elle va entraîner.

tout comme clients de toutes sortes d'entreprises de soins. Mais quoi de plus maltraitant et maltraité pour les handicapés et leur entourage que leur corps ? D'où l'idée, en Allemagne, dans ce milieu des entreprises d'aide aux handicapés où chaque intervenant demeure isolé malgré, ou à cause de, la taille de l'entreprise (individuelle, petite, moyenne ou grande) qui l'emploie, de faire une « grève merdeuse », d'envoyer collectivement des colis de merdes aux responsables syndicaux et politiques pour appuyer leurs revendications d'une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. Un entretien avec un militant actif politiquement dans une grande entreprise d'assistance aux handicapés, plein d'illusions sur les Cobas italiens ou le syndicat Sud en France, « Grève merdeuse – une organisation autonome interrégionale », dans la revue allemande *Wildcat* n° 86 (printemps 2010) montre qu'une initiative peut se révéler originale quoique menée pour des buts convenus.

Grève dans les ports d'Allemagne

◆ Depuis une vingtaine d'années, l'industrie portuaire se restructure en Allemagne comme partout dans le monde : jusqu'à la fin des années 1990, les trois quarts du trafic sur le port de Bremerhaven étaient contrôlés par une entreprise publique, la Société des docks de Brême (Bremer Lagerhausgesellschaft, BLG). En 1997, la BLG devient une entreprise privée à capitaux publics et est séparée en trois entités : l'une chargée du transfèrement des automobiles, la seconde des containers, et la troisième chargée de la logistique pour entreprises sous contrat. Cette division a permis d'accroître le travail précaire et de peser à la baisse sur les salaires. C'est ainsi qu'à la fin 2009, par exemple, une nouvelle convention salariale, applicable à 2 000 travailleurs, a été signée avec un salaire horaire de 8,50 euros, soit 1 000 euros par mois pour 40 heures de travail hebdomadaire. Ce salaire est inférieur au seuil de pauvreté en Allemagne, et où l'administration pénitentiaire est le troisième employeur du pays derrière General Motors et Wal-Mart ? En tous cas, les lois répressives ne cessent d'y fleurir : en février 2006, une disposition dite « Parrot », qui oblige toute personne frappée de plusieurs condamnations à les passer toutes en prison sans confusion possible de peines, a été introduite dans le Code pénal ; et le défenseur des mineurs de la communauté de Madrid, Pedro Núñez, parle d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale à 12 ou 13 ans, contre 14 actuellement, bien que, selon l'auteur de l'article, la criminalité des mineurs en Europe et aux Etats- Unis soit en nette décroissance depuis plusieurs années.

Criminalisation de la pauvreté en Espagne

◆ « Criminalisation de la précarité et de la pauvreté », un article dans le n° 46 (janvier 2010) de la revue espagnole *Etcétera* souligne que l'Espagne compte le plus fort taux de chômage en Europe ainsi que de détenus : 76 400, soit 1,66 % de la population totale, dont 34 % sont des étrangers (en France, par comparaison, le nombre des détenus aurait été de 60 978 en 2009, selon des chiffres officiels de l'administration pénitentiaire). Ce pays en viendra- t- il à imiter les Etats- Unis, où on compte 2 310 000 personnes en prison, soit 800 détenus pour 100 000 habitants, huit fois plus qu'en France, Italie ou

Allemagne. Le combat d'Emmely, licenciée pour avoir fait grève

◆ Emmely, vendeuse dans un magasin de la chaîne Kaiser's-Tengelmann SA depuis trente ans, a été licenciée sans préavis en février 2008 pour avoir détourné des bons de réduction réservés aux clients, pour une valeur totale de 1,30 euro, et les avoir utilisés pour faire des achats après son travail. Il s'agissait, pour la direction, de la punir d'avoir été à la pointe d'une grève sur son lieu de travail à Berlin.

Un sympathisant du comité « Solidarité avec Emmely » rappelle quelques banalités, que tout militant politique devrait méditer, dans un entretien paru dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat* : les gauchistes reconnaissent involontairement l'importance qu'ont les syndicats sur le lieu de travail par la critique qu'ils en font mais ne la comprennent pas par manque d'expérience ; les groupes de solidarité ne naissent pas de dix ans d'études communes des textes de Marx. Dans le comité de solidarité avec Emmelyne, on comptait des étudiants qui avaient écrit des thèses sur la manière d'organiser les ouvriers dans leur lutte sur le lieu de travail, des militants qui se battaient pour un syndicalisme de gauche et des anarchistes, qui voient une bureaucratie derrière toute organisation dès qu'elle prend de l'importance. Ce mélange ouvrait un vaste champ de possibilités aux travailleurs concernés ; mais c'est alors que les anarchistes, les superactivistes et ceux qui ne trouvaient plus le temps se sont éloignés du groupe d'origine.

Un film, *Das Ende der Vertretung. Emmely und der Streik im Einzelhandel* (Fin de la représentativité : Emmely et la grève dans le commerce de détail), retraçant le combat d'Emmely, a été diffusé dans plusieurs villes en Allemagne ; à voir sur www.kanalb.de

prouvée par le syndicat Ver.di, diminuait le salaire horaire des conducteurs de véhicules automobiles qui chargent et déchargent ceux-ci des bateaux : les nouveaux embauchés ne devaient plus toucher que 9 euros au lieu des 13 à 15 euros payés antérieurement. Au début de l'été, une grève se déclenche contre la demande du patronat, faite au syndicat Ver.di, d'introduire ces nouveaux tarifs dans l'échelle des salaires appliquée aux employés de BLG et, dans la foulée, les grévistes créent un Comité de Bremerhaven, en dehors des structures syndicales. Entretien avec des militants de ce comité qui décrivent sa formation, ses difficultés à se faire entendre, ses empoignades avec les syndicalistes, son action contre l'inéluctable restructuration des docks, etc. dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat*, qui précise dans une note additionnelle datée du 27 janvier : « Une soixantaine de travailleurs du port et de leurs partisans se sont retrouvés devant "le dernier bistrot avant New York" à l'occasion d'un débat sur la crise portuaire. Une partie d'entre eux ont investi les lieux pour critiquer les représentants de Ver.di et du

mandent les mouvements du capital, même à l'intérieur des frontières, mais l'inverse : les mesures politiques nationales ou internationales (style G8 ou G20) en faveur des capitalistes sont dictées par leurs intérêts. Quant aux mesures elles-mêmes, elles doivent permettre aux différentes fonctions des circuits financiers dans l'ensemble de l'activité économique de continuer à être assumées, afin que le système survive, afin de ne pas accentuer la crise économique elle-même, cause des difficultés financières, et la transformer en débâcle.

Cela ne veut pas dire que les mesures prises, si importantes soient-elles, vont résoudre la crise : elles assurent un minimum de fonctionnement de l'activité économique, et elles éloignent le spectre d'un mouvement social de grande ampleur.

De ce dernier point de vue, ce n'est pas un hasard si les gouvernements ont assuré, dès les débuts de la crise financière, que les dépôts bancaires des particuliers (les comptes courants) seraient garantis par l'Etat. Il pouvait sembler que les aides financières directes qui ont suivi étaient, à cet égard, beaucoup plus importantes que ces garanties qui n'ont pas eu à jouer et ont évité toute forme de panique financière. De fait elles l'étaient et, indirectement, étaient également une garantie de paix sociale, atténuant les conséquences de la crise sur l'activité des entreprises.

IL ÉTAIT ESSENTIEL EN CE SENS QUE LES ENTREPRISES, BIEN PLUS QUE LES PARTICULIERS,PUISSENT AVOIR UN ACCES AU CRÉDIT BANCAIRE, QUI EST UNE PARTIE IMPORTANTE DU MÉCANISME DE GESTION DU SYSTEME CAPITALISTE.

L'insistance du pouvoir politique, lors du versement de ces « aides aux banques », pour que celles-ci surmontent leur « frilosité » dans l'octroi de crédits, illustre bien leur importance économique et sociale. Ce n'est pas tant ces avances des Etats qui permettent aux établissements financiers de se redresser et d'engranger des bénéfices substantiels mais, essentiellement, la possibilité d'emprunter à des taux d'intérêt proches de zéro auprès des banques centrales des sommes importantes qu'elles prêtent à leurs clients à des taux parfois à deux chiffres.

Bien sûr, si tout ce que nous pouvons observer dans le secteur financier depuis deux ans ne résout pas la crise mondiale du capital et ne concoure pas directement au relèvement du taux de profit, il n'en apparaît pas moins que jusqu'à maintenant (on pourrait se demander jusqu'à quand ?) les mesures financières et sociales ont évité des mouvements de grande ampleur pouvant menacer le système capitaliste.

H. S.

terme LBO (2) est apparu pour fustiger le genre d'opération spéculative destiné à garantir une rentabilité élevée du capital. Mais, plus récemment, d'autres opérations ont gagné la faveur des médias, par exemple les « Credit Default Swap » (CDS) (3), vulgarisés à l'occasion des déséquilibres budgétaires de la Grèce. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails, dont seuls quelques-uns se dévoilent à la faveur des crises des Etats ou des établissements financiers. Tout ce que l'on appelle « scandales », comme s'il ne s'agissait pas du fonctionnement normal du capital.

L'ensemble du système, qui s'affine pour échapper à tout contrôle et à toute réglementation, ne fonctionne qu'autour de la plus-value, de la circulation des capitaux et de l'argent en général. Toutes choses qui ne se valorisent que par l'appropriation de masses monétaire du secteur financier ou des Etats, à défaut de reposer sur l'activité de production.

Les mécanismes complexes dont nous parlons permettent de réaliser une telle appropriation non seulement par une élévation du prix de la marchandise ou produit financier sous la pression de la demande (même fictive), mais aussi par la baisse de ce prix (ce qui est parfois difficile à saisir mais pourtant bien réel) (4).

Il est fréquent de lire partout dans le monde, dans les écrits des milieux qualifiés de « gauche », y compris dans les marginalités ultra-gauche, que les Etat ont déversé des sommes impressionnantes pour aider les banques à surmonter leurs difficultés, sommes qui pourraient tout aussi bien être utilisées soit à relancer l'économie (capitaliste bien sûr, même s'il s'agit de « grands travaux ») et/ou à aider les travailleurs que la crise acculе à d'insurmontables difficultés.

D'une certaine façon, c'est inverser le problème : ce ne sont pas les Etats et les hommes ou partis politiques qui com-

(2) Le « Leverage Buy Out » (LBO) est une des opérations pratiquée par les hedge funds mais aussi par d'autres établissements financiers. Elle a toujours été pratiquée, mais est devenue dans la période récente plus systématique et plus importante. Elle consiste à acquérir le moins cher possible et avec un apport minimum une entreprise connaissant des difficultés passagères, le reste du prix étant emprunté à bas taux d'intérêt. L'entreprise acquise est, dans la recherche de gains financiers immédiats, épurée, dégraissée, etc., dans une période très courte,puis revendue après qu'on en a ainsi soutiré tout ce qu'il était possible. L'opération se solde, une fois l'emprunt initial remboursé, par un juteux bénéfice pouvant dépasser 20 % des capitaux engagés.

(3) Le « Credit Default Swap » (CDS) est une sorte d'assurance pour garantir le remboursement des dettes. Pas pour le commun des mortels. Ce système est pratiqué par les hedge funds ou établissements similaires pour se prémunir contre les défaillances éventuelles de leurs propres débiteurs mais il est aussi vendu à d'autres créanciers, pour garantir les remboursement des dettes des Etats comme des professionnels (entreprises ou banques). Il s'avère particulièrement vicieux : comme c'est l'Etat où le particulier débiteur qui doit payer cette sorte de prime d'assurance, plus sa situation est mauvaise, plus le risque de défaillance est élevé et plus la prime CDS est élevée. Cela veut dire que sa dette s'accroît d'autant. De plus, comme ces primes fonctionnent comme des sortes de baromètres liés à la note d'évaluation de la fiabilité de la dette, le débiteur qui doit éventuellement emprunter pour faire face à toutes ces obligations se trouve contraint de le faire à des taux d'intérêt plus élevés et donc de s'enfoncer encore plus. C'est ce qui s'est passé pour la Grèce Certains ont ainsi pu dire que toute cette activité des hedge funds avait pour le capital dans son ensemble une fonction d'assainissement en éliminant les canard boiteux et en favorisant les concentrations autour d'une rationalité de gestion.

(4) Le mécanisme financier permettant de gagner de l'argent avec la baisse du prix de n'importe quelle marchandise (actions, créances, monnaie, matières premières, etc.) est facile à comprendre même s'il ne semble pas rationnel. Il consiste à vendre à un certain cours une grande masse de cette marchandise sans la posséder, ceci pour une date fixe : une telle vente réalisée à grande échelle fait baisser les cours (baisse que d'autresfacteurs peuvent accroître) ; il suffit au spéculateur d'acheter à ce cours pour honorer le contrat initial. La différence entre les deux cours est le profit du spéculateur.

comité d'entreprise qui participaient à une émission de radio en direct. Les autres ont bloqué une route dans le port pendant une demi-heure et aidé à établir un long barrage de camions. Le délégué du comité d'entreprise, Frohn, a été pris à partie par des travailleurs du port juste après l'émission et a dû être exfiltré sous protection policière. Les manifestants ont aussi bloqué un des accès au port de Bremerhaven. »

En Espagne, vers la retraite à 67 ans

◆ Les gouvernements de tous les pays où il existe un système de retraite par répartition essaient de le démanteler : le gouvernement espagnol veut, par exemple, non seulement élever l'âge de la retraite à 67 ans, mais aussi augmenter le nombre de trimestres cotisés pour avoir droit à une pension à taux plein. La Confédération nationale du travail espagnole dresse le bilan de ce démantèlement dans plusieurs articles du n° 365 (mars 2010) de son organe mensuel *CNT* : « La CNT face à la réforme du travail et du système des retraites », « Non- viabilité du système des retraites ou main basse sur la caisse publique ? », « Système public des retraites : Requiescat in pace » et « Réforme des retraites : une nouvelle attaque contre la classe ouvrière ».

Grèce

◆ « Nous sommes une image du futur, fragments vécus du soulèvement de décembre 2008 en Grèce » (*Les habitants de la lune* n° 4) Correspondance : leshabitantsdelalune@yahoo.fr

◆ *Grèce. La révolte de décembre 2008* : une brochure de 40 pages, comprenant des récits et chronologies que nous avons partiellement reproduit dans *Echanges* n° 127 (hiver 2008-2009), Des analyses, un entretien avec des anarchistes grecs, des documents. Elle peut être demandée par courriel à fuckmai68fightnow@riseup.net et peut être téléchargée sur les site www.infokiosques.net

◆ Sources Internet sur la Grèce citées par la brochure précédentes :
- brèves du désordre
- des nouvelles du front
- non fides
- after the greek riots
- anthropologie du présent
- indymedia athènes

En grec

◆ Pour ceux qui peuvent lire le grec : *Blaumachen* n° 3, 2009, (on l'envoie gratuitement) www.blaumachen.gr

Grève du zèle dans les transports en Hongrie

◆ Le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wild - cat* relate une « Grève (du zèle) dans les transports publics de Budapest et de ses environs » qui s'est déroulée en janvier de cette année contre la baisse programmée de la contribution patronale à la Sécurité sociale. Commencée sous forme de petits arrêts de travail inattaquables selon le code du travail en vigueur et de petites actions de sabotage, elle s'est transformée, le 12 janvier, en grève illimitée appelée par la majorité des syndicats actifs au sein de la Société des transports de Budapest (Budapesti Közlekedési Vállalat/BKV).

Soutenus par la population et d'autres entreprises en difficultés (poste et chemins de fer, par exemple), les grévistes ont obtenu satisfaction au bout d'une semaine ; un test, selon cet article, qui, au regard des réductions des dépenses prévues dans le budget de l'Etat pour 2010, laisse présager d'autres luttes dans le secteur public.

En Italie, la révolte des immigrés de Rosarno

◆ Au début du mois de janvier 2010, Rosarno, une ville de Calabre, dans le sud de l'Italie, a vécu quelques jours d'émeutes entre travailleurs migrants et autochtones (voir notre dernier bulletin *Dans le monde une classe en lutte*, p. 7, où ces événements sont mentionnés sous la date erronée de janvier 2009). Deux articles : « Rosarno, Europa » et « Rosarno : le racisme et la 'Ndrangheta sont des alibis », ainsi que la « déclaration d'une assemblée de travailleurs africains à Rosarno », tenue à Rome le 31 janvier, tous traduits de l'italien dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat*, apportent des matériaux et des réflexions utiles à la compréhension de ces brusques flambées de violence dans les zones agricoles du sud de l'Europe depuis plusieurs années (El Ejido en Espagne, les Bouches-du-Rhône en France, etc.). Les auteurs du deuxième article s'élèvent contre une interprétation mécanique de ces événements par des causes racistes ou criminelles (la 'Ndrangheta est un clan mafieux dans la région calabraise) ; pour eux, ni le racisme ni une machi-

Automobile en Europe

◆ L'industrie automobile fut, au xx^e^ siècle, l'un des principaux centres d'extraction de la plus- value et le meilleur représentant du capital dans sa volonté de dominer les travailleurs en élaborant un contrôle totalitaire du temps, au travail et en dehors, par le fordisme et son avatar, le toyotisme, ainsi que par son apologie de la privatisation des individus par le voiturage. Mais depuis l'émergence de nouveaux pays industrialisés, elle est le champ de toutes les pratiques concurrentielles et est désormais atteinte de surcapacités. Plusieurs articles dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat* analysent les répercussions de cette nouvelle donne : « Moteur hybride ou lutte de classes », « La fin de l'"ouvrier-masse" dans la région de Stuttgart », « Retrait prudent de la lutte des classes en Tchéquie » et « Deux grèves importantes dans l'industrie automobile espagnole en janvier ». Le premier article montre comment le marché qui s'essoufle cherche à rebondir avec des projets innovants tels que le moteur hybride : technologie nouvelle pour préserver la vieille exploitation du travail. Son auteur décrit en quelques lignes les raisons des récents déboires du constructeur automobile japonais Toyota : le toyotisme, exacerbant les défauts du fordisme (surexploitation du temps de travail et passage de la gestion des stocks aux sous-traitants, logement d'entreprise et contrôle exercé sur les employés par un gardien surveillant entrées et sorties des habitants et de leurs visiteurs) a cherché à les compenser par une adhésion des travailleurs à leur exploitation (cercles de qualité, boîtes à idées, sorties au restaurant ou au cabaret aux frais de l'entreprise, etc.) ; or, depuis plus d'une dizaine d'années, Toyota n'hésite plus à licencier en période de dépression économique, contrairement à autrefois, jetant

térêt voire à l'accroître au maximum, à garantir le remboursement des emprunts et des prêts, à garantir une stabilité des prix des matières premières. Ce que l'on fustige sous le nom de spéculation n'est que la résultante du fonctionnement normal du capitalisme, qui, dans un monde d'incertitudes, tente de sécuriser son activité et ses profits. Cette interdépendance entre innovations techniques, globalisation économique, course aux bas prix des matières premières et de la main-d'œuvre, expansion effrénée du capital et ses conséquences, rend cette sécurisation impossible.

Cette dérive masque ce qui reste les fonctions essentielles des banques dans le système capitaliste de production :

ASSURER, DE TOUTES LES MANIERES POSSIBLES ET IMAGINABLES, LA CIRCULATION – ET L'ACCROISSEMENT – DE LA PART DE LA PLUS-VALUE EXTORQUÉE PAR LE CAPITAL.

Dans la mesure où l'extension du capitalisme au monde entier et dans tous les domaines de la vie a entraîné une énorme accumulation de capital, le rôle des banques dans ce recyclage est devenu de plus en plus important : comme il devenait en même temps de plus en plus difficile de trouver des sources nouvelles d'exploitation et conséquemment de profit, les formes et les méthodes de cet énorme marché financier se sont extrêmement diversifiées et affinées. Ceci explique pourquoi on a vu se développer à la fois des institutions inconnues il y a des décennies, comme des sujets et des formes de spéculations également inconnues jusqu'à une date récentes.

En ce qui concerne la forme de ces organismes financiers, chacune ayant en principe un but spécifique, la division traditionnelle en banques de dépôt (qui pour l'essentiel géraient les comptes des particuliers ou d'entreprises mais devaient, pour conserver des liquidités, se garder d'opérations trop hasardeuses) et banques d'affaire (ou d'investissement) (qui engageaient leurs capitaux ou celui de leurs clients dans l'opération plus risquée de financement des entreprises) est devenue totalement inadaptée.

Les barrières qui ici ou là (qu'aujourd'hui encore on tente de dresser, comme si elles pouvaient endiguer un mouvement des capitaux totalement incontrôlable, au point que certains parlent de « zone grise ») deviennent totalement inopérantes et ne sont, au mieux, que des opérations politiques médiatiques. Les politiques précisément tentent de nous faire croire qu'il y aurait de « bons » établissements (les banques traditionnelles bien connues du public, qui est contraint de les utiliser) et des établissements « suspects » responsables de la crise économique et financière par leur opérations risquées .

Dans cette médiatisation, qui rejoint la diabolisation apparue dans les restructuration d'entreprises des « grands méchants » que sont les fonds d'investissements divers, autant que possible étrangers, on a vu apparaître des établissements méconnus aux noms plus ou moins barbares – fonds de pension, « hedge funds », « funds of hedge funds ». En même temps on vouait aux gémonies certains de ces financiers, du genre Soros ou Madoff, qui apparaissent plutôt comme des victimes expiatoires masquant l'immensité des problèmes financiers inhérents à la crise économique.

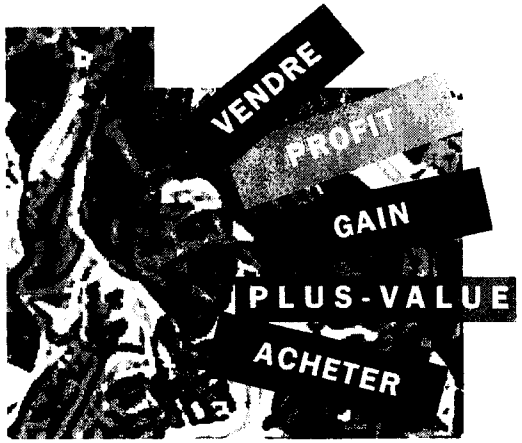
Sans doute, à l'occasion des méfaits des restructurations entraînant licenciements de fermeture ou de « dégraissages » le

culation de l'argent, quelle que soit son utilisation comme moyen de paiement ou comme capital, se trouvent non seulement les banques mais ce que l'on peut englober sous le nom d'établissements financiers, tant leur diversité est grande, depuis l'usurier et prêteur sur gage jusqu'au plus sophistiqué et obscur des « funds of hedge funds » (1) en passant par les caisses d'épargne, le micro-crédit, les transferts de salaires d'un pays l'autre, et les circuits clandestins de déplacement d'argent.

Le rôle central de tous ces établissements financiers, qu'ils reçoivent de l'argent comme moyen de paiement ou comme moyen d'investissement, est d'assurer, par des canaux divers, la redistribution de la plus-value extorquée aux travailleurs dans la production (en gros la différence entre les coûts de production et le prix de vente). Mais ils ont une autre fonction, non moins importante, de régulateurs de cette production par le mécanisme du crédit qui évite aux entreprises comme aux particuliers les inconvénients parfois graves du manque de liquidités. Le crédit, l'avance d'argent destiné en principe à un paiement, n'est qu'une anticipation de remboursement. L'argent qu'un établissement financier quelconque reçoit de quelque source que ce soit (dépôt ou éventuellement emprunts), il l'utilise pour financer l'ensemble de ses activités (investissements, placements, crédits) : l'essentiel est que cela lui procure un intérêt supérieur à celui qu'il doit éventuellement donner à l'ensemble de ses créanciers – déposants ou prêteurs.

Mais, pour ces deux fonctions de la finance, l'ennemi est l'incertitude, le risque de perdre, car tout est basé finalement sur l'activité économique qui, par principe, est concurrentielle et aléatoire. Parallèlement à l'extension du rôle des établissements financiers comme moyens de transferts d'argent et à la recherche de rendements (intérêts procurés par une opération), ce risque prend de l'importance, d'autant que sa base, l'activité économique, est essentiellement fluctuante. Ce risque rejoint la préoccupation générale de tout capitaliste souhaitant sécuriser au maximum les sources de son activité, notamment les matières premières.

C'est ainsi que l'on a vu se développer, au sein des établissements financiers existants mais aussi dans des établissements spécifiques, des combinaisons de plus en plus élaborées qui visaient à garantir l'in-



(1) « Hedge Fund » : fonds d'investissement spéculatif, sorte de club privé, accessible seulement aux grosses fortunes ou aux fonds de pension (l'accès ne s'y ouvre qu'avec une mise minimale de 1 million de dollars) qui garantissent des rendements élevés autant que des déculottées de taille. Ils ne sont soumis à aucune réglementation et ne rendent jamais de comptes au public, seulement aux « participants ». Plus de la moitié d'entre eux sont basés à Londres, les autres aux Etats-Unis ou dans des paradis fiscaux. Leur nombre est passé en dix ans d'une quarantaine à plus de 10 000, à la mesure de la baisse du taux de profit. Ils spéculent sur tous les produits ou marchandises possibles. Toutes les tentatives de contrôle étatique récentes ont jusqu'à présent totalement échoué.. Le « hedge fund of hedge funds » est une association de hedge funds visant à se prémunir par des compensations contre les risques spéculatifs.

nation orchestrée par la pègre n'expliquent rien : si en effet les travailleurs migrants sont en majorité originaires d'Afrique subsaharienne et leurs agresseurs des Italiens blancs, ces travailleurs, eussent- ils été blancs que les faits se seraient déroulés d'une manière identique ; et si la mainmise de la 'Ndrangheta sur tous les trafics dans cette région est indéniable, il est exagéré de voir sa main derrière chaque coup tordu. Les auteurs avancent trois causes primordiales aux tensions qui se sont exprimées à Rosarno. Premièrement, une réduction des subventions européennes au secteur agricole de cette région : depuis 2008, l'Union européenne n'accorde plus ses subventions au prorata de la production par hectare, source d'innombrables tricheries, mais tout simplement de la surface du terrain cultivé ; deuxièmement, la baisse, ces dernières années, des prix d'achat des agrumes aux producteurs, principale activité de la région avec les olives, incite certains agriculteurs à ne pas assurer de récolte par crainte de perdre de l'argent, et à laisser pourrir les fruits sur les arbres ; troisièmement, un afflux de travailleurs mi-

littéralement ses ex-employés à la rue, puisque beaucoup perdent leur logement en même temps que leur travail, sapant ainsi le lien affectif qui soumettait, bon an mal an, le travailleur à son entreprise.
Le deuxième article (le terme « ouvrier-masse » est né chez les opéraïstes italiens dans les années 1970 pour tenter de nommer théoriquement les concentrations ouvrières dans de grandes usines) est un ensemble d'entretiens avec des travailleurs de sous-traitants automobiles dans la région de Stuttgart : Roland, de Ludwigsburg, Michael, de Cannstatt, et Orhan, de Sindelfingen, témoignent tous des licenciements qui touchent le secteur, de la charge de travail qui ne cesse d'augmenter, des salaires qui ne cessent de baisser en valeur réelle, de la sensation d'impuissance des travailleurs face à ces évolutions, etc. Pour Michael : « Les maladies mentales, que nous avons vu apparaître ces dernières années à cause de la pression exercée par le patronat et de l'angoisse face à l'avenir, se multiplient, alimentées en outre par le chômage à temps partiel et la peur de perdre son travail. » ; Orhan, lui, raconte la lutte qui eut lieu à l'été et en décembre 2009 dans son usine Daimler, à Sindelfingen, qui s'est terminée par la création de nouveaux postes de travail et une augmentation de la productivité concomittante.
Les troisième et quatrième articles, sur des grèves récentes en République tchèque (à Hyundai, Dymos et Grammer) et près de Barcelone (Nissan et Seat), en Espagne, confirment que la lutte touche tous les pays.

◆ Sur le même sujet, Echanges publie aux éditions Ni patrie ni frontières une anthologie d'articles consacrés à l'automobile entre 1979 et aujourd'hui, période d'introduction du toyotisme et d'autres profonds bouleversements de cette branche : *Restructuration et lutte de classe dans l'industrie automobile mondiale* (voir p. 2).

grants, en quête de travail par suite de la crise économique actuelle, a accru les tensions alors que l'offre s'est contractée par rapport aux années précédentes. A quoi il faut ajouter, toujours selon les auteurs, un plus grand contrôle des indemnités de chômage, accordées aux travailleurs saisonniers après 51 jours de travail déclarés par an, qui tenaient les Italiens en dehors de la concurrence avec les migrants, contrôle qui les pousse à réinvestir le marché offciel du travail. Les faits donnés dans le premier article, sur la population, le taux d'emploi, la proportion des migrants dans la population totale de Rosarno, etc. confirment cette analyse. Les travailleurs africains, eux, réunis à Rome, persistent à croire que « les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel » et veulent se battre collectivement pour une vie meilleure.

◆ On peut lire leur déclaration en français sur le site de la CNT (« Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel » http://www.cnt-f.org/international/spip.php?article448).ou sur http://juralibertaire.over-blog.com/article-manifeste-de-l-assemblee-des-travailleurs-africains-de-rosarno-a-rome-44581103.html (en français et en italien)

◆ Le blog juralibertaire a publié deux autres articles sur l'« autodéfense des travailleurs africains de Calabre » et des « News d'Italie (attaques racistes et émeutes à Rosarno), petit résumé après lecture de sites italiens ».

◆ Un tract distribué à Gênes :« Spartacus est de retour.Vive Spartacus ! » (http://www.informazione.info/volantino_solidarieta_immigrati_di_rosarno)

◆ Voir aussi « Rosarno : L'alibi du racisme et de la 'Ndrangheta », dans *Courant alternatif* n° 199 (mars 2010).

Luttes en France

◆ Le mouvement des sans-papiers : « Vitry, nécessité de mettre en cause l'Etat » et « Sans-papiers et circulaire zéro » dans *Partisan* n° 234 (janvier 2010) ; « Sans-papiers : 6 000 grévistes, le gouvernement doit négocier », « Il faut renforcer la solidarité politique (matérielle et financière » dans *La Forge* nos 502 (décembre 2009) et 504 (février 2010. « Histoire d'une mobilisation pour les sans-papiers à Pau » dans *Le Combat syndicaliste* n°226 (mars-avril 2010). Plusieurs textes sur le même sujet dans *Alternative libertaire* n°191 (janvier 2010).

Voir aussi notre rubrique « Prisons, rétention » p. 18.

Affiche de soutien de la CNT aux sans-papiers.

◆ « Alerte ! Retraites...Ils veulent en finir avec la solidarité » dans *A Contre Courant* n° 210 (décembre 2009).

◆ Après la lutte de l'usine Continental de Clairoix (Oise) : « Justice clémente pour les Conti » dans *CQFD* n° 75 (15 février 2010).

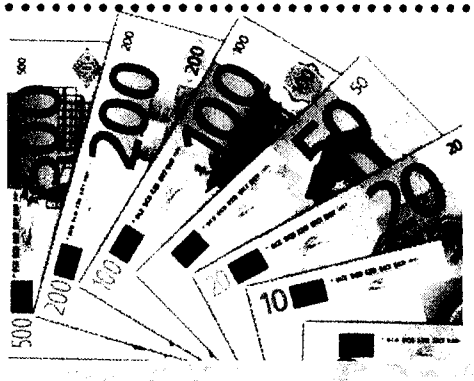
◆ Une nouvelle brochure de Zanzara athée, *Rage de classe dans les années 2000,* réunit un tract « Cellatex, Moulinex, Danonex... » signé TCP – Travailleurs-euses Chômeurs-euses Précaires en colère ! –, des articles d'*Echanges* sur Cellatex et Moulinex, et une chronologie réunie par Zanzara athée de « Quelques exemples supplémentaires » de rage de classe. Brochure à télécharger sur http://infokiosques.net/spip.php?article450 ou à demander en papier à zanzara@squat.net ou encore à consulter sur http://infokiosques.net/zanzara

d'établissements financiers qui tiennent les comptes des particuliers ainsi que les pécules éventuels ; certains de ces particuliers peuvent se laisser séduire par des promesses de gains plus importants dans des opérations financières plus aléatoires. Mais si dépôts et économies vont, aux mains des établissements financiers, ainsi se transformer en capital, ils ne restent pour l'immense majorité que des moyens de paiement.

Par contre, pour ceux qui disposent de sommes plus importantes et qui veulent les « faire fructifier » quel que soit leur montant, qu'elles leur appartiennent personnellement ou qu'elles aient été empruntées,

l'argent n'est plus un simple moyen de paiement immédiat ou différé, mais un capital qui doit être non plus simplement placé pour un simple intérêt et une protection, mais investi pour produire un « retour » aussi élevé que possible. Cela peut se faire directement en fondant une entreprise ou en participant à sa fondation (investissement) dans laquelle l'exploitation de la force de travail (la sienne propre ou celle de salariés) permettra de dégager une plus-value suffisante pour assurer non seulement le maintien du capital investi mais son accroissement. Dans la majorité des cas cette transformation de l'argent en capital se fait soit par l'achat de titres divers de collectivités ou d'entreprises qui participent directement ou indirectement à l'activité capitaliste, soit par la contribution à des fonds qui collectent de l'argent en garantissant un intérêt, soit tout simplement par un dépôt bancaire.

Quel que soit le mode retenu pour cet investissement direct ou indirect dans une activité capitaliste, l'élément primordial du choix initial et éventuellement de déplacement d'une solution sur une autre est le montant de l'intérêt offert. Même, comme nous l'avons relevé, ceux qui « mettent de l'argent de côté » ne pensent qu'à l'utiliser éventuellement comme moyen de paiement et n'assignent à l'intérêt que le maintien de la valeur de l'argent ainsi épargné, les organismes qui collectent cette épargne l'utilisent comme capital. D'une manière ou d'une autre, au centre de toute cette cir-



QUELQUES PRÉCISIONS SUR LA FINANCE ET SON RÔLE ÉCONOMIQUE

Nous vivons dans un système capitaliste. Cela signifie que toute personne physique ou morale disposant d'une somme d'argent (à l'échelle mondiale, cela reste une minorité) voudra non seulement la conserver, mais aussi empêcher sa dépréciation et, éventuellement, l'accroître. Pour l'immense majorité de ceux qui ne disposent

que de sommes de faible montant, cet argent, augmenté des intérêts, n'est qu'un moyen de paiement (le pécule mis de côté pour parer aux coups durs de la vie, pour un achat plus important ou pour arrondir une retraite). Aujourd'hui, la majorité des paiements de la vie courante (salaires, allocations diverses, règlements par chèques et cartes bancaires) se font par l'intermédiaire

AUX ÉTATS-UNIS : CONSÉQUENCES SOCIALES, RESTRUCTURATIONS ET MESURES D'ADAPTATION

(3e partie)

Les mesures de sauvetage du capitalisme américain

« Faute de commander réellement les marchés, il reste à donner l'illusion de leur maîtrise : là est une raison déterminante de la théorie keynésienne... On "stimule", on "relance", on "dépense", la vanité est à son comble sans autre effet véritable...que d'endetter les Etats... Mais l'ego politique est sauf... Le déplacement du pouvoir réel de l'Etat vers l'entreprise et de la nation vers le marché du monde dessaisit les gouvernements de leur influence économique... Ce désenchantement des Etats n'est pas tout à fait neuf : il était inscrit dans les organes du capitalisme... » (Guy Sorman, *Le Monde*, 2 mars 2010.)

ALORS QUE LES DEUX PREMIERES PARTIES DE CE TEXTE (VOIR « ECHANGES » N° 130, P 17 ET N° 131, P 14) EXAMINAIENT LES INCIDENCES DE LA CRISE SUR LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, CETTE TROISIEME PARTIE TENTE DE DÉCRIRE LES MESURES VISANT À PALLIER CES INCIDENCES, OU PLUTOT À ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS QUI POURRAIENT EN DÉCOULER.

On pourrait conclure schématiquement que dans une situation qui évolue rapidement peu de choses ont changé par rapport au système qui prévalait avant cette crise. Avant de poursuivre, nous voudrions insister sur ce que nous avions rappelé au début de la première partie :

– même si ce que nous examinons se déroule dans le cadre du territoire américain, cela s'insère dans une économie mondialisée également frappée par la crise mais pas uniformément, et dans une telle interdépendance qu'il n'existe pas de solution uniquement nationale ;

– les Etats-Unis, même marqués par la crise, même en déclin, restent la première puissance mondiale, avec des capacités économiques et militaires qu'aucune autre nation n'est en mesure de lui contester aujourd'hui (vu les périodes de référence, les

chiffres donnés dans ce texte peuvent varier et ne doivent être pris que comme ordre de grandeur).

La finance : des circuits financiers à l'Etat fédéral, aux collectivités et aux particuliers

« L'administration a pu sentir qu'elle n'avait pas le choix. Le crédit, le sang vital du capitalisme, avait cessé de couler. Une économie basée sur le marché ne peut fonctionner ainsi. »

(« The End of American Capitalism ? », Anthony Faiola, *Washington Post*, 10 octobre 2008.)

Quelles sont les conséquences des mesures prises par le nouveau gouvernement américain pour tenter, sinon d'enrayer la crise, du moins d'en amortir les conséquences sociales ? Et quels effets ont-elles pour tous les « déclassés » qui galèrent dans les expédients et les résistances individuelles ou collectives à la dégradation de leur « standing » ?

Une des premières mesures prises pour éviter l'effondrement de toute la construction économique fut le sauvetage des banques qui s'écroulaient sous le poids des prêts de toutes sortes, dont les remboursements ne rentraient plus en raison du ralentissement de la production globale – au lieu de l'expansion que les financiers avaient anticipée.

Comme l'exprimait un économiste : « Le système bancaire, cœur du réacteur, c'est lui qu'il faut protéger. » Les avis divergent sur l'ampleur de ces mesures et il serait fastidieux d'en énumérer les méandres, depuis les avances remboursables ou les crédits de la Banque fédérale (FED) à taux d'intérêt presque zéro (qui prête aux banques à 0,5 % alors que ces mêmes banques reprêtent à 3,68 % minimum), jusqu'aux rachats par la même FED à leur valeur nominale des « titres pourris » ou les prises de participation dans les entreprises financières ou industrielles équivalent à des nationalisations (1). Les tentatives d'imposer des contrôles « stress tests » aux banques ayant bénéficié de mesures de sauvetage (Trouble Asset Relief Program, TARP) ont été contournées, ces banques ayant pu trouver de l'argent frais par différentes émissions pour rembourser les sommes qu'elles avaient reçues et échapper au contrôle de l'Etat (c'est pratiquement fait début 2010).

Un autre plan, « Public Private Investment Program », favorise un appel aux « petits investisseurs » en leur offrant la garantie de l'Etat. Dans ce secteur financier, des restructurations importantes peuvent se produire comme la concentration des banques et le rapatriement des avoirs à l'étranger. En

Institutions sociales américaines

Les références à des institutions purement américaines ont été détaillées dans les précédents articles :
Medicaid, n° 131, p. 20
Medicare n° 131, p. 19
Retraite (Social Security) n° 131, p. 17
Food Stamps (Supplementary Nutritional Assistance Program) n° 131, p 21.

(1) Il faut l'aveuglement des légions de réformistes pour ne pas comprendre que l'Etat n'est jamais que l'instrument des intérêts du capital et que, comme ce qui se passe aux Etats-Unis (et ailleurs), si l'Etat intervient pour empêcher la faillite d'institutions importantes pour l'économie notamment pas des nationalisations (ou des mesures qui reviennent à cela), ce n'est nullement par idéologie encore moins une ouverture vers une voie « socialiste ». Ce n'est – et de nombreux exemples passés sont là pour le prouver – que des mesures provisoires de sauvetage que, dans un cadre national (ou international, parfois), le capital, c'est-à-dire le « marché » ne peut assumer pour diverses raisons à ce moment.

Ghassan Ali, un communiste libertaire au FPLP » ; « Entre Fatah et Hamas, une gauche qui survit » ; « Matzpen, ennemi de l'intérieur » ; « 1972-1982 le rêve perdu d'un islamo-communisme » ; « Colonisation : et voilà le travail » ; « 1936-1939, une gande révolte sabotée », etc. Et la plte-forme du groupe AL su la question palestinienne.

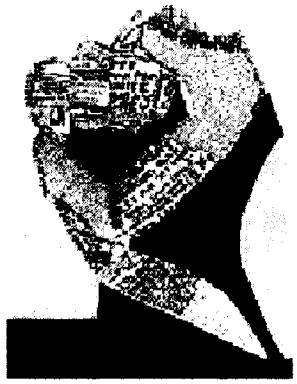
◆ Dans *Barricata, fanzine de contre-culture,* n° 20 (hiver 2010), une série d'articles sur la Palestine-Israël « L'égalité ou rien ».

Afrique du Sud

◆ « L'ANC attaque les mouvements de squatters », l'article de Curtis Price que nous avons traduit de l'anglais dans le n° 131 d'*Echanges*, a sa version allemande dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue *Wildcat*.

Haïti

◆ Le tremblement de terre en Haïti démontre que l'action dévastatrice de la nature ne devient une catastrophe pour l'homme que si elle se combine avec l'injustice et la misère induites par le capitalisme selon un article, « Le malheur de l'humanité a pour noms gouvernement et capitalisme. La nature fait ce



qu'elle peut. Le tremblement de terre d'Haïti en janvier 2010 », dans l'organe mensuel de la Confédération nationale du travail espagnole *CNT* n° 364 (février 2010), qui appelle par ailleurs à la « Solidarité avec le peuple haïtien » en dehors des appareils d'Etat.

◆ « Haïti, iln'y a pas de malédiction », dans *Alternative libertaire* n° 26 (février 2010).

◆ *Courant alternatif* n° 197 (février 2010), mensuel de l'OCL, livre une analyse sous le titre « Haïti, une catastrophe absolument pas naturelle », et donne les références d'un mouvement « Pour une organisation de lutte de base "bataille ouvrière" ».: Batay Ouvriye, BP 13326, Delamas, Haïti. Batayouvriye@hotmail.com www.batayouvriye.org/ (en français, espagnol, anglais et kreyòl).

Universités en révolte en Californie

◆ La crise économique n'affecte pas uniquement les travailleurs les moins bien lotis. Un article « "Shut it down !" Mouvement dans l'enseignement supérieur en Californie » dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande *Wildcat* rappelle qu'enseignants et employés administratifs des universités peuvent aussi en faire les frais. Parce qu'ils ont encore quelques bribes de privilèges à défendre, enseignants, employés et étudiants de Californie se révoltent, depuis le mois de novembre 2009, contre les coupes budgétaires prévues dans l'enseignement supérieur par le gouverneur de cet Etat. Des actions plus ou moins spectaculaires agrémentées de discours sur la conscience de classe, la dialectique et la critique de l'avant-gardisme.

◆ Un CD sur la grève des enseignants de l'Institut d'anglais de l'université de San Francisco (en anglais, copie à Echanges).

DANS LES PUBLICATIONS

Iran

◆ « Le mouvement populaire et les diverses tendances au sein du régime », du journaliste iranien Alireza Saghafi, publié par *Courant alternatif* n° 197 (février 2010), complète les dossiers de *Wildcat* que nous avons déjà traduits : voir page 37, et auparavant « Tous unis contre le séisme social » (n° 115), « Luttes ouvrières et guerre » (n° 117), « Une renaisssance ? » (n° 131). Ce texte montre la collusion de l'Occident et du régime des mollahs contre les aspirations populaires. « Entre eux il n'y a pas de conflit ouvert depuis trente ans, et les slogans du genre "A bas les Etats-Unis" et "Mort à Israël" ne sont que jeu du chat et de la souris... la seule chose qui ait joué un rôle vraiment déterminant dans les choix politiques, ce sont les immenses profits économiques. », écrit l'auteur. L'affaire même des otages américains permit l'élimination de groupes indépendants et se termina par un accord avec Ronald Reagan. L'assassinat en masse des prisonniers politiques en 1988 ne souleva aucune protestation en Occident, sans doute parce que ces prisonniers étaient politiquement hostiles à l'Occident... Ce retour sur l'histoire souligne la coopération des pasdarans et des Bosniaques, sous protection de l'Otan, et celle de l'Iran et des Etats-Unis en Afghanistan. Tout cela pour permettre la présence d'entreprises américaines en Iran, qui peuvent s'implanter, malgré l'embargo officiel, par le biais de filiales étarngères ou d'intermédiaires. Halliburton vend des équipements pour les raffineries et exploite des puits de pétrole, l'Iran a acheté à Chrysler 55 000 véhicules à assembler au moment où ce groupe faisait faillite, et il a acheté en 2009 plus d'un million de tonnes de blé aux Etats-Unis, Coca-Cola, qui avait quitté le pays en 1979, y est revenu depus 1994, des banques ont demandé à être présentes à Téhéran... Les Européens ne sont pas en reste, du suisse Nestlé aux français PSA et Renault. Les équipements de filtrage électronique (contrôle d'Internet...) sont achetés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis avec l'implication d'Israël... Face à ces intérêts économiques, les deux factions qui se disputent le pouvoir ont la même attitude : fondamentalistes et réformateurs protègent les intérêts capitalistes et répriment la classe ouvrière. »
En ligne sur http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article698 et en anglais http://rdfi.org/index.php/workers/454%E2%80%94the-popular-movement-and-various-factions-of-the-ruling-regime-by-alireza-saghafi
Alireza Sagahfi, qui a été emprisonné un mois en mai 2009, a de nouveau été arrêté le 1er février.

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 192 (février 2010), « Interpol à la rescousse de la République islamique » : l'organisation policière internationale vient d'émettre une « notice rouge » à l'encontre de douze membres ou sympathisants du Parti communiste ouvrier d'Iran-Hekmatiste (PCOI-H), une décision qui aura des conséquences graves pour tous les opposants.
Une pétition en ligne : http://bataillesocialiste.wordpress.com/

Israël-Palestine

◆ « Que fait la gauche palestinienne ? », un dossier de douze pages dans *Alternative libertaire* n° 192 (février 2010) Entretien avec

2009, suite à ces concentrations, les quatre plus grandes banques des Etats-Unis regroupent 70 % des avoirs bancaires du pays, contre 50 % en 2000. Le secrétaire d'Etat au Trésor, président de la Banque fédérale de réserve de New York, promoteur du premier plan de sauvetage des banques à la fin du règne de Bush, s'oppose à la limitation par l'Etat fédéral des salaires des dirigeants des banques, avec l'argument : « Nous devons sauver le marché de sorte que le marché fasse de son mieux ». Ce que le *Financial Times* résumait dans un titre : « Wall Street profits from the Fed role » (3 août 2009).

Toutes les tractations et opérations financières, qu'elles aient bénéficié ou non du concours ou de la garantie de l'Etat, ne peuvent être décrites en détail. Ce qui est certain, c'est que le pouvoir des milieux financiers s'est affirmé dans l'opposition à des mesures telles que le rétablissement de la séparation entre banque d'affaires et banque de dépôts (fusion interdite par Roosevelt en 1933 et rétablie en 1999) (2), ou le projet d'autoriser les tribunaux à modifier les clauses des contrats de prêts hypothécaires pour aider les débiteurs défaillants (qui aurait permis à 1 700 000 débiteurs de garder leur logement). Cette recapitalisation des prêts a fait l'objet d'un programme volontaire : le Home Affordable Modification Program (HAMP), qui met des fonds d'Etat à la disposition des banques (35 milliards de dollars, dérisoire face à ce qui leur est alloué par ailleurs) pour leur permettre de transformer les prêts défaillants de sorte que les emprunteurs puissent faire face à leurs échéances ; seulement 9 % de la totalité des prêts en ont bénéficié, les banques y étant hostiles car cela les prive des ressources que leur assure le refinancement avec leurs propres fonds (3).

La dette des foyers américains s'élèverait à 14 000 milliards de dollars ; on ne sait pas trop ce que sont les mesures prises pour assurer le refinancement des prêts hypothécaires ou le gel des « repossessions » de logement. Un programme de relance prévoit 1,5 milliard de dollars pour des aides à la location avec le financement d'un dépôt de garantie. Les pronostics dans ce domaine ne sont guère rassurants : en mars 2009, le montant de 26 % des prêts était supérieur à la valeur de la maison ; ce taux atteindrait 48 %

(2) Schématiquement, les banques d'affaires (ou d'investissement) se lancent dans des opérations spéculatives avec de l'argent qu'elles empruntent sur le marché financier, d'où leur fragilité en cas d'opérations risquées et/ou de crise économique qui les met dans l'impossibilité de rembourser. Les banques de dépôts au contraire ont l'argent que leur confie les titulaires de comptes : c'est un tel compte que possède aujourd'hui tout un chacun ; théoriquement, la banque de dépôt doit être prête à tout moment à rembourser ces dépôts, ce qui limite leur utilisation éventuelle par la banque. Pour éviter des paniques où les déposants veulent tous au même moment récupérer leur argent, les Etats se portent en général garants du montant des comptes bancaires individuels. Les deux catégories de banques ont donc, en principe, des intérêts financiers différents ; ainsi aux Etats-Unis, avant la crise de 1929 une banque pouvait avoir une double casquette et engager l'argent des déposants dans des opérations spéculatives, ce qui conduisit à la ruine nombre de déposants. Cette dernière situation explique pourquoi Roosevelt promulgua en 1933 le Class Steagall Act (Banking Act) qui considérait comme totalement incompatibles l'activité des banques d'investissement et celle des banques de dépôts et ordonnait la séparation juridique entre ces deux activités. Ce texte fut abrogé le 12 novembre 1999, sous la pression des banques, pour pouvoir disposer de capitaux mais aussi sous l'effet de la mondialisation financière et de l'interpénétration des activités de banque, d'assurances et de toutes sortes d'opérations financières qui permettait de contourner aisément le Banking Act et le rendait plus ou moins obsolète.
(3) « Banks slow to modify mortgages, most facing foreclosure not getting help», *The Washington Post*, 30 juin 2009.

en 2010. De même certains Etats achètent les maisons abandonnées vandalisées pour les réhabiliter et les offrir à la location.

Alors que les grandes banques affichent en août 2009 des résultats insolents plus ou moins fictifs, le nombre de « petites » banques « à problèmes » est passé fin 2009 à 702, dont 140 en faillite, essentiellement à cause des défaillances sur l'ensemble des prêts – pas seulement les « subprime » mais aussi les prêts commerciaux ou industriels (dont les défaillances ont doublé en 2009 par rapport à 2008), des découverts non remboursés sur les cartes de crédit (en croissance de 84 % en 2009 et touchant plus de 10 % du nombre de ces cartes).

Dans ce dernier domaine, les abus ont été si flagrants que de nouvelles règles ont restreint les conditions draconiennes imposées par les banques en cas de découvert (les dépôts des banques sont garantis par une sorte d'assurance d'Etat, Federal Deposit Insurance Corp [FDIC], qui du fait de la multiplication des faillites se trouve avoir épuisé ses ressources, constituées par des contributions de l'ensemble des banques).

La seule question, pour tous les travailleurs américains, n'est pas tant le sauvetage des banques que l'incidence des milliards de dollars déversés pour ce sauvetage et pour « stimuler » l'économie, toutes « aides » financées par des émissions de papier monnaie (la planche à billet) génératrices d'une inflation qui accentuerait la misère et l'appauvrissement.

On assiste à une concentration sans précédent du secteur bancaire dont les tentatives gouvernementales de régulation ont été pratiquement dictées par les grandes banques. En novembre 2008, après avoir reçu des milliards de dollars du gouvernement, les neuf plus grandes banques ont formé un consortium, « CDS Dealer Consortium », pour contrer la régulation des marchés spéculatifs (*hedge funds* et marché des « *derivatives* » voir page 52).

S'il fallait un indice de la présence des milieux financiers autour d'Obama on peut noter que ces milieux (finance, immobilier et assurances) ont été les seconds contributeurs à sa campagne électorale.

Dès avril 2009, les banques ont pu tout au moins présenter des comptes de nouveau bénéficiaires, par différentes astuces comptables (apport des fonds publics, garanties des « actifs toxiques » qui, bien que sans valeur, sont comptabilisés à leur prix d'achat – 2 000 milliards d'actifs toxiques seraient ainsi toujours comptés –, emprunts à taux zéro auprès de la FED) ; les réductions d'effectifs (260 000 depuis début 2006) ont pu jouer également dans cette reconquête des profits. En juin 2009, huit des dix plus grandes banques qui avaient reçu des subsides de TARP ont été autorisées à rembourser ces avances, ce qui les a libérées de toutes les restrictions, notamment de salaires et bonus des dirigeants, qui y étaient attachées. Une déclaration officielle, toujours en juin 2009, a souligné que de telles limitations seraient « contre-productives ».

L'AUTRE ASPECT DES PROBLEMES FINANCIERS est celui des budgets de l'Etat Fédéral et des collectivités publiques (Etats et agglomérations), budgets étroitement liés puisque l'Etat fédéral doit garantir celui des Etats. Une loi du 10 février 2010 contraint les Etats à équilibrer leur budget et Obama a précisé à différentes reprises qu'il n'était nullement question pour l'Etat

– les émeutes de l'Achoura (24) ont constitué la ligne de partage des eaux. Depuis, Moussavi s'est déclaré à mots couverts prêt à négocier avec le régime, et de nombreux militants de gauche se sont ralliés à cette option. Le mot d'ordre est : « Nous devons trouver une issue à la crise », ce qui veut dire : « L'Iran doit retrouver la paix. »

Nous avons voulu montrer une fois de plus que la révolution faisait partie des possibilités historiques en 1979. De même, aujourd'hui, ce qui se passe en Iran revêt un intérêt mondial, pas seulement pour le « monde islamique » (par exemple, le pétrole). En 1979, la « démocratie » représentait une étape sur la voie du « passage » à un monde meilleur, ce qui, finalement, exprimait le regard qui était porté sur les potentialités de l'époque.

Pour les protestataires d'aujourd'hui, 1979 c'est le chiffre de l'opposition à une dictature brutale et le symbole d'un nouveau départ. Mais parler de « mouvement pour la démocratie », c'est en donner une définition trop restrictive. Si l'on veut comprendre ce qui est en gestation derrière les actuels mouvements de protestation en Iran, ainsi que leur signification pour le reste du monde, nous ne devons justement pas les subordonner à un simple « mouvement pour la démocratie ». ■

mandé la lecture de *Making Islam Democratic : Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford University Press, 2007, dans son numéro 85 (automne 2009), p. 24.

(24) En 2009, l'Achoura est tombé le 27 décembre et a donné lieu à des manifestations dans plusieurs villes d'Iran.

mique actuelle en Iran (20). Depuis, les dettes non remboursées aux banques de la part des entreprises se sont accumulées et s'élèvent maintenant à 50 milliards de dollars américains. Cet endettement et le maintien de l'embargo font craindre généralement en Iran une faillite du système bancaire. La chute des prix du pétrole et le durcissement des conditions de crédit aux entreprises aggravent la situation. Le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter.

Ahmadinejad persiste dans sa politique répressive, et cherche à démanteler le système des subventions et à restructurer l'économie. D'un côté, il suit la voie capitaliste que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale réclament à grands cris depuis une vingtaine d'années, là où tous les précédents régimes ont échoué ; de l'autre, il propose de compenser la suppression programmée des subventions par un revenu minimal d'existence auquel plus de la moitié de la population serait éligible. Finies les anciennes subventions aux prix du pain, de l'essence, etc. ; place à une aide directe de l'Etat aux « nécessiteux ».

Cette politique le rapproche objectivement de la base sociale qui soutient Moussavi (21), c'est-à-dire une partie de la bourgeoisie et du patronat. S'il peut y avoir désaccord sur les moyens, les buts sont les mêmes.

Trois choses sont maintenant claires, au moins depuis l'enterrement du grand ayatollah Montazeri (22), à la fin décembre 2009, à l'occasion duquel des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue : les événements ne peuvent pas revenir en arrière, pas plus que les changements dans la société dont ils sont l'expression ; malgré une répression massive, de plus en plus de gens descendent dans la rue ; et les manifestants se radicalisent en ce sens où ils ne se laissent plus enfermer dans l'alternative électorale de l'été 2009.

Il reste cependant à démontrer si ces mouvements peuvent devenir « autonomes » :

– soumis à une violente répression, le mouvement de protestation cherche les lieux et les jours de l'année qui lui permettront de s'organiser et de prendre de l'ampleur : la prochaine occasion en sera l'anniversaire du soulèvement de février 1979. Il se radicalise, c'est vrai, mais il se limite à investir les rues ; il n'est pas encore entré en contact avec les actions des travailleurs, bien que ces derniers aient donné des signes d'organisation en comités. Néanmoins, le mouvement de protestation jouit de la sympathie des travailleurs et « des hommes et des femmes ordinaires » ;

– la situation inquiète une grande partie des militants et intellectuels de gauche. Nombre d'entre eux ont pris position contre la « violence des deux côtés », tel Asef Bayat dont nous avons recommandé la lecture d'un de ses ouvrages dans notre dernier numéro (23) ;

(20) Article traduit dans le n° 131 d'*Echanges*, p. 31.
(21) Mir Hossein Moussavi, ancien Premier ministre pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), est un des candidats malheureux à l'élection présidentielle du mois de juin 2009 (voir *Echanges* n° 131, note 12, p. 37).
(22) Hossein Ali Montazeri (1922-2009) fut un idéologue de la révolution islamiste aux côtés de Khomeini. Il prend, après 1979, des positions qui déplaisent au nouveau pouvoir, par exemple contre la guerre Irak-Iran (1980-1988) ou bien encore contre la répression des opposants politiques. A la mort de Khomeini, en 1989, il est écarté au profit d'Ali Khamenei. Il deviendra de plus en plus critique du régime islamiste et en juin 2009 prendra position contre la réélection d'Ahmadinejad. Ses obsèques ont donné lieu à de vastes rassemblements violemment réprimés par les forces de l'ordre.
(23) Asef Bayat est actuellement professeur de sociologie et d'études du Moyen-Orient à l'université de Leyde aux Pays-Bas. Il est l'auteur de nombreux écrits sur la politique, les mouvements sociaux et religieux, etc. dans le Moyen-Orient contemporain. *Wildcat* avait recom-

fédéral de combler le déficit des Etats. L'ensemble de la situation ne s'est nullement amélioré par rapport à ce que nous avons décrit dans nos précédents articles sur les mesures prises par les Etats pour pallier la chute de leurs ressources du fait de la crise. Au cours du premier trimestre 2009, les recettes fiscales ont baissé de 26 %, les besoins des Etats sont plus du double de ce qui avait été prévu ; on prévoit qu'en 2010, 46 Etats seront défaillants. En juin 2009, 15 Etats avaient totalement épuisé leur fonds d'assurance chômage et ont dû emprunter au trésor fédéral pour financer leurs obligations ; ils seraient 30 en 2010.

Pratiquement tous les Etats ont entrepris d'adapter leurs dépenses aux recettes en chute libre. On ne peut énumérer toutes les dispositions qui vont même au-delà de ce que nous avons décrit, touchant pratiquement tous les services d'aide aux démunis, de l'éducation et des services essentiels comme les pompiers. Pour aggraver les conditions de travail tant des agents des services publics que des entreprises privées, les dirigeants politiques (soutenus souvent par les bureaucraties syndicales) font preuve d'une imagination débordante : jours de congé obligatoires non payés (trois jours par mois en Californie, six jours dans l'année dans le Michigan), temps partiel, épargne obligatoire versée en cas de départ ou retraite, journées de travail sans salaire, etc.

Les deux plus grands syndicats de l'Etat de New York ont accepté des plans de réduction des retraites et salaires des entrants (notamment le service des transports [MTA]), avec la suppression de 7 000 emplois et l'augmentation du tarif des transports publics.

En Oregon, Etat qui disposait d'un généreux programme d'aide aux plus démunis, le manque d'argent fait que ceux qui peuvent en bénéficier sont désignés par tirage au sort, comme à la loterie.

L'INDEMNISATION DU CHOMAGE apparaît un vrai maquis et est porteuse d'une dégradation toujours plus grande des situations individuelles ; le nombre de chômeurs s'accroît constamment. Le fait que dans les mesures de relance d'Obama, la durée d'indemnisation du chômage ait été portée de 26 à 59 semaines n'a guère modifié la situation. D'une part, même si cette indemnisation est en moyenne de la moitié du salaire, elle peut varier suivant les Etats, qui fixent leur plafond d'allocations (de 242 dollars dans l'Arizona à 942 dollars dans le Michigan). Mais 34 % des chômeurs n'y auraient pas droit (ex-travailleurs à temps partiel, indépendants ou à la commission). Neuf millions de chômeurs seraient actuellement indemnisés. Mais même si ce nombre reste stable, cela signifiera que certains sortiront du système par épuisement de leurs droits alors que d'autres y entreront par perte de leur travail. Ceux qui finissent par être exclus du système ont droit au « Welfare », un genre de RMI payé par le Temporary Assistance for Needy Family (assistance temporaire pour les familles dans le besoin) versé à tout foyer où la mère est sans emploi dont le montant fixé à 362 dollars par mois n'est versé que sous de très strictes conditions.

Les mises en faillite, si elles assurent la survie des entreprises, touchent durement l'ensemble des travailleurs. Le service des retraites notamment est totalement bouleversé. La mise en faillite de Delphi, équipementier filiale de GM, a entraîné le transfert du service des retraites au fond de garantie « Pension Benefit Guaranty Corporation », agence du gouvernement

pour la protection des pensions privées. Ce transfert implique des diminutions de retraite pouvant aller jusqu'à la moitié de leur montant initial. De plus, cet organisme financé par l'Etat et les contributions des employeurs est menacé de faillite, son déficit de 33 milliards de dollars ayant été multiplié par trois en six mois. Cette dégradation des conditions d'existence touche aussi les travailleurs en activité : les moyens utilisés par les entreprises pour éluder les obligations antérieures des contrats de travail sont si nombreux qu'il est pratiquement impossible de les énumérer.

L'INDUSTRIE, LA SOLUTION KEYNÉSIENNE ET LES GRANDS TRAVAUX

« Comme la plupart des Américains, je ne méprise pas le succès et la richesse...C'est un élément du système de libre marché »
(Obama)

Le 9 juin 2009, le gouvernement Obama lance un programme de relance supposé contribuer à créer 600 000 emplois dans les cent prochains jours. Ce plan ne concerne pas seulement des boulots d'été pour les jeunes mais surtout la modernisation, réhabilitation et construction des infrastructures – routes, ponts, réseaux d'eau et d'assainissement (comparés à ce qui est déversé vers le secteur bancaire, les 27 milliards affectés à ce projet sont d'autant plus dérisoires que les besoins de rénovation sont évalués à 2 200 milliards). Malgré l'importance du financement en question (3 400 milliards de dollars) on peut avoir quelques doutes sur son efficacité : 345 000 emplois ont été perdus en mai 2009, 2 millions depuis l'entrée en fonctions d'Obama, 8,7 millions depuis décembre 2007. Tout un saupoudrage de mesures ponctuelles (crédits d'impôt, aides aux PME, aux chômeurs retrouvant un emploi, etc.) ne sont qu'une façade masquant la volonté des dirigeants de toutes sortes de laisser la pression de la crise avoir un effet maximum sur le coût du travail et sur la paix sociale.

On peut se poser la même question pour toutes les mesures prises pour sauver l'industrie automobile – les « trois grands » (GM, Ford, Chrysler), celles qui ont été récemment annoncées impliquant des participations majoritaires de l'Etat. Une « Auto Task Force » dicte les termes des faillites et restructurations dans l'automobile, mais les exemples de reconversion vers des « voitures propres » ou « l'économie verte » paraissent plus dictés par des effets d'annonce qu'autre chose en raison du nombre très réduit de travailleurs impliqués dans ces tentatives : la voiture électrique se verrait financée à hauteur de 2,4 milliards, à peu près un millième de ce qui est déversé dans le sauvetage des établissements financiers.

LES PROJETS DE RESTRUCTURATION IMPLIQUERAIENT, DANS LA LIGNÉE DE CE QUI A ÉTÉ APPLIQUÉ DEPUIS DES MOIS, DES LICENCIEMENTS ET DES RÉDUCTIONS DE SALAIRES. Cette baisse des salaires ira-t-elle beaucoup plus loin qu'un simple gel, ou des mesures reporteront-elles sur les salariés certaines charges patronales : parmi les conditions acceptées par le syndicat United Auto Workers (UAW), qui devient actionnaire des « trois grands » reconditionnés, figure l'alignement des salaires sur ceux des entre-

tants de gauche, les intellectuels autour de Khomeini représentaient la petite-bourgeoisie, la majorité des commerçants du bazar ; et ils classaient, selon ce même schéma, les grands bourgeois du même bazar parmi les forces réactionnaires représentées par les mollahs « conservateurs », eux-mêmes souvent gros propriétaires terriens. L'idéologie marxiste-léniniste de la nécessité d'une période de transition vers le socialisme et d'un accord avec les forces bourgeoises explique que de nombreux partis de gauche aient tenté de pousser à la radicalisation les revendications de l'islam politique de Khomeini, ou de « s'en servir », pour finalement se faire les complices de la contre-révolution.

Malgré tout son jargon marxiste, la gauche iranienne avait accouché d'une analyse de classe largement pire que celle de Khomeini. Lui avait bien compris la dynamique des classes ! Il avait compris que les 500 années précédentes, pendant lesquelles le chiisme avait été religion d'Etat avec le soutien des féodaux, appartenaient définitivement au passé, que la *révolution blanche* avait signé le commencement de la fin des féodaux.

Il avait alors conçu une nouvelle union clergé-bazar qui lui permettait de se faire le porte-parole des adversaires des « couches modernes » du prolétariat. Cette union avec les capitalistes du bazar en voie d'ascension fut politiquement centrale, mais l'« analyse de classe » de la plupart des partis de gauche l'ignora complètement ! L'influence du bazar se faisait sentir sur d'autres catégories sociales ; il entretenait de bonnes relations jusque dans les bidonvilles, du fait qu'il y avait naturellement un ou deux commerces à chaque coin de rue et que les propriétaires de ces commerces, liés au bazar, ne rapportaient pas seulement des marchandises mais colportaient aussi des idées. Des commerçants qui n'étaient, en outre, pas uniquement propriétaires de magasins, mais vivaient dans les bidonvilles et y jouaient un rôle influent...

Par ailleurs, toutes ces couches sociales, liées entre elles, allaient ensemble dans les mosquées ouvertes jour et nuit. Chaque discours radical d'un mollah était suivi d'une manifestation nocturne. Voilà quelle fut l'arme originale de Khomeini. Enfin, en troisième lieu, Khomeini avait proposé un accord aux intellectuels dès avant la révolution : « Vous avez le savoir, vous avez l'intelligence, vous êtes musulmans ; mais *nous*, nous avons le peuple avec nous ! Nous sommes des mollahs, nous ignorons tout de la politique ; venez avec nous et apprenez-nous la politique ! Travaillons ensemble ! »

Les mouvements d'ouvriers, d'étudiants, de chômeurs et d'habitants des bidonvilles s'opposèrent à cette classe qui soutenait Khomeini dans le bazar et à l'union idéologique de celui-ci avec les intellectuels. La contre-révolution khomeiniste ne les a pas seulement écrasés les uns après les autres, mais est aussi parvenue parfois à les dresser les uns contre les autres. Pendant ces années décisives, l'idéologie anti-impérialiste a joué un rôle dévastateur. Quasiment tous les partis de gauche la considérait comme ligne de front principale et les militants ouvriers eux-mêmes n'en étaient pas indemmes.

1979 ET AUJOURD'HUI

L'article paru dans le n° 85 de *Wildcat* s'est largement étendu sur la crise écono-

Tous ces conflits avec le nouvel Etat ont duré environ un an et demi.

L'ANALYSE DE CLASSE ERRONÉE DES PARTIS DE GAUCHE LES AMÈNE À S'UNIR À KHOMEINI

Carter (18) s'est plaint dans ses Mémoires que les mollahs lui aient menti. En fait, c'est le soulèvement de février qui a obligé le régime à se radicaliser et à jouer la carte de l'anti-impérialisme. Si l'on regarde aujourd'hui ce que les mollahs ont dit et fait à l'époque, on remarque qu'ils se sentaient étroitement menacés et craignaient que s'ils ne faisaient rien, tout allait exploser. « La gauche menait une lutte idéologique contre les Etats-Unis, le capitalisme, etc. ; il nous *fallait* agir ! » A ce moment-là, le régime accordait plus d'importance à l'idéologie anti-impérialiste qu'à la religion.

Les fedayins du peuple (19), par exemple, avaient occupé l'ambassade des Etats-Unis juste après le soulèvement de février. On y dépêcha en urgence le ministre islamique des Affaires étrangères, et tout rentra dans l'ordre. Personne n'en a gardé le souvenir. Neuf mois plus tard, les étudiants proches du régime reçurent d'en haut le signal que, cette fois-ci, personne ne viendrait s'en mêler. A l'occasion de cette deuxième occupation de l'ambassade des Etats-Unis, une grande partie de la gauche se demanda : « Que faire à partir de maintenant ? Nous ne pouvons pas tout simplement rester les bras croisés alors que les étudiants occupent l'ambassade des Etats-Unis ! » Il est vrai que neuf mois plus tôt les militants de gauche scandaient : « Après le Shah, les USA ! » C'est pourquoi ils furent nombreux à collaborer. L'anti-impérialisme pratique exigeait de se mettre aux ordres du régime « anti-impérialiste ». Dans la foulée, ils participèrent à la « guerre défensive » contre l'Irak (septembre 1980-août 1988) et à la répression du mouvement révolutionnaire, jusqu'à ce que le régime les emprisonne à leur tour et les exécute. Depuis toujours, Khomeini s'était élevé contre les universités, les étudiants et, surtout, contre les femmes, mais de nombreux militants de gauche ne voulaient voir en lui que le militant ant-impérialiste combattant les Etats-Unis.

La contre-révolution a opprimé les femmes, les paysans, les mouvements de chômeurs et les minorités ethniques. Les islamistes ont infiltré les conseils ouvriers et les mouvements estudiantins. Jusqu'à la mort de Khomeini, en 1989, plus de 20 000 opposants au régime ont été assassinés ; et c'est en cet instant crucial que la gauche a elle-même rendu les armes sous couvert d'anti-impérialisme.

Beaucoup de gauchistes voyaient dans l'Iran un « capitalisme assujetti » : la chute de la dictature du Shah et l'indépendance vis-à-vis de tout impérialisme leur paraissaient donc être la première des tâches à accomplir. Le parti Toudeh, asservi à Moscou, ne fut pas le seul à élaborer une « analyse de classe » où l'on voyait des alliés contre l'impérialisme dans la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie national-libérale (tel Bazargan, par exemple). Pour la plupart des militants de gauche, la révolution était terminée et il fallait maintenant passer à la construction du socialisme. Ils ne comprirent pas que la révolution était écrasée et que la contre-révolution était en train de construire son propre régime.

(18) Jimmy Carter (né en 1924) fut président démocrate des Etats-Unis de 1977 à 1981.

(19) Les fedayins du peuple (Organisation des guerilleros fedayins du peuple iranien, qui prit plus tard le nom de « Fedayins du peuple d'Iran ») sont une organisation marxiste-léniniste créée en 1971(première action de guerilla en février) à partir de groupes de jeunes intellectuels prônant dès le milieu des années 1960 la lutte armée « pour mobiliser les masses ».

prises japonaises de l'automobile implantées dans le sud des Etats-Unis ; mais la plus importante, Toyota, vient de son côté de décider d'aligner ses salaires sur les taux horaires de l'Etat où ses salaires sont les moins élevés : où cette course à la baisse des coûts s'arrêtera-t-elle ?

Un économiste a pu déclarer que « les salaires "classe moyenne"' pour les travailleurs les moins qualifiés ont disparu pour de bon ». En août 2009, on évaluait les baisses de salaires dans les grandes entreprises à 20 % en moyenne, par l'effet cumulé des baisses nominales, des réductions d'horaires et la pratique accrue des jours chômés non payés. Un seul exemple de la manière dont ces baisses de salaire sont imposées : le journal *Boston Globe* doit, en vertu du contrat collectif, faire voter par les travailleurs syndiqués une proposition de réduction des salaires de 23 % : elle est rejetée, mais l'entreprise l'applique quand même unilatéralement. Par contre il semble que les détenteurs d'actions des « trois grands », notamment les banques n'ont rien perdu dans leur déconfiture par le jeu de tout un ensemble de garanties financières. Le gouvernement fédéral montre l'exemple en amputant les augmentations contractuelles pour ses fonctionnaires (1 300 000) sauf pour les militaires.

Un seul exemple de ces restructurations industrielles : General Motors (le « nouveau GM ») verra son actionnariat partagé entre le gouvernement des Etats-Unis (61 %), le gouvernement canadien (12 %), les caisses de retraite et maladie (VEBA) aux mains du syndicat UAW (17,50 %) et les créanciers (10 %), une nationalisation déguisée le tout sans aucune garantie contre les baisses de salaire, les licenciements, le montant des retraites et des garanties maladies qui y restent attachées. La mise en faillite de GM a balayé toutes les garanties contractuelles antérieures, épongé les 130 milliards de dettes et permis licencier 27 000 travailleurs (4).

La situation est pire pour les 50 000 retraités de GM, non membres de l'UAW (électriciens membres de l'Union of Electronic, Electrical, Salaried, Machine and Furniture Workers [IUE-CWA]), qui dans l'opération perdent tous leurs avantages. Les banques, quant à elles récupéreront pratiquement leur mise bien que ne recevant que 12,50 % de leur investissement, le reste étant versé par tout un système d'assurance finalement, en fin de chaîne garanti par l'Etat fédéral.

UNE DES CONSÉQUENCES DE LA RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES EST UN ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ (PRODUCTION PAR HEURE DE TRAVAIL). En 2009, elle se chiffrerait à 6,9 %, par l'effet des licenciements, des réductions d'horaires, le total des heures travaillées déclinant plus vite que la production, cela sans investissement technologique. Tout comme les Etats (voir ci-dessus p. 29), les entreprises recourent aux jours chômés non payés pour préserver l'appareil de production sans que cela coûte. En vingt-sept mois, la production n'a diminué que de 3 % alors que les heures travaillées ont été réduites de 10 %, cela sans investissement nouveau, ce qui confirme une intensification du travail et de nouvelles formes d'organisation de l'ex-

(4) Depuis décembre 2007, les chiffres de l'emploi sont en constant déclin dans l'industrie (13 %), la construction (16 %), les services (14 %) et seulement 5 % dans la finance. En 2009, les chiffres officiels du chômage se détaillent en 19 % du total des chômeurs dans le bâtiment, 17 % dans les services, 12,6 % dans l'industrie, 7,5 % dans l'immobilier, 5 % dans la finance. (A terme GM ne comptera plus que 64 000 travailleurs contre 618 000 il y a trente ans et 100 000 début 2008).

ploitation (notamment à travers les concentrations d'entreprises).

La ligne d'action de l'Etat fédéral pour promouvoir une reprise économique est bien définie par un proche d'Obama : « C'est le secteur privé seul qui peut créer des emplois qui produiront de la valeur à long terme. »

Il est difficile de rattacher la récente décision d'autoriser les sociétés pétrolières à faire des explorations au large des côtes du golfe du Mexique et de l'Alaska à une politique keynésienne de grands travaux. Elle se rattache plutôt, outre à une concession au secteur pétrolier, à un souci de se dégager des sources énergétiques étrangères qui cadre avec le développement d'une politique protectionniste.

L'ASSURANCE MALADIE

La question des risques d'inflation peut aussi se poser par rapport aux différents projets de « relance » de l'économie ou d'aménagement des « problèmes sociaux ». Pour le budget des Etats-Unis, de 3 940 milliards de dollars, le déficit prévu atteint 1 750 milliards : comment sera-t-il financé, quand baissent les achats de bons du Trésor par les partenaires commerciaux des Etats-Unis (essentiellement Chine, Japon et Grande-Bretagne) suite au ralentissement mondial de l'économie ? D'autant plus qu'il entre dans les prévisions un déficit cumulé de 11 000 milliards de dollars en 2012. Les différents projets concernant les mesures de soutien des catégories les plus démunies procèdent autant d'une généralisation de ces mesures (comme l'idée d'un équivalent de la CMU [Couverture maladie universelle] à la française) que de leur réduction éventuelle et d'une restructuration des industries pharmaceutiques et hospitalières. Dans ce domaine, la réforme du système de santé (Medicare et Medicaid) et du système de retraite (Social Security) se fait autour du slogan « consommer moins pour exporter plus », ce qui n'est pas de meilleur augure pour les bénéficiaires éventuels de ces régimes.

L'assurance santé n'est d'ailleurs pas la principale préoccupation des gouvernants actuels : dans le budget fédéral 2009, Medicare et Medicaid comptent pour 622 milliards de dollars alors que la guerre et la défense y figurent pour 822 milliards. Le projet concernant ces deux organismes publics de remboursement des soins consiste à tenter de réduire leur poids qui obère de plus en plus le budget fédéral (5). Dans ces projets figurent la diminution des subsides attribués aux hôpitaux pour soigner ceux qui, sans assurance, bénéficient de ces organismes, la limitation des tests de prévention et certains traitements, ce qui légitime une partie de la levée de boucliers contre eux. La couverture universelle telle qu'elle est prévue a pour but ultime de réduire le coût de la santé, qui grève à la fois le budget de l'Etat et la compétitivité des entreprises. Le projet d'une assurance santé minimale universelle exonérerait les PME des contributions patronales à ce système.

Tous les profiteurs capitalistes de la santé ont fait capoter l'intention d'établir un service public de santé garantissant un minimum de remboursement des soins maladie, qui serait en concurrence avec tout le

(5) D'après les « experts financiers » Medicare et Medicaid seraient, avec le vieillissement de la population des « bombes à retardement » qu'il s'agit de neutraliser en « économisant plus de 300 milliards dans les années à venir ». « Si nous ne contrôlons pas ces coûts, nous ne pourrons pas contrôler notre déficit », a déclaré Obama le 25 juillet 2009 ; il a créé un groupe de travail ayant tout pouvoir pour éliminer « gâchis et inefficacité ». Représentant actuellement environ 5 % du PIB, la charge des dépenses de santé atteindraient, si rien n'est fait, 20 % du PIB dans dix ans ou plus.

vision, faisaient passer sur les ondes des chants autrefois interdits, et qui le seront de nouveau plus tard, réalisaient leurs propres programmes... Tout au long des ces jours d'émeutes, les mollahs parcoururent les rues sans relâche, vouant l'armement du peuple aux gémonies.

Durant ces journées, la machine d'Etat ne s'effondra pas simplement sous l'action des ouvriers révolutionnaires, de la jeunesse, des soldats, etc. ; une partie en fut aussi conquise par la contre-révolution islamique. De nombreux comités de quartier se convertirent en organes de la contre-révolution, d'où sortirent plus tard les bassidji et les pasdaran (17).

Puis vint le décret de Khomeini qui ordonnait à tous de reprendre le travail. Des discussions s'élevèrent de tous côtés : « Que fallait-il faire ? » Il n'était bien sûr pas question de venir à l'usine avec des armes ! Il fallait les déposer dans une pièce sous le contrôle de surveillants, parmi lesquels, au fil du temps, les partisans de Khomeini prirent petit à petit le pas sur les militants de gauche.

Dans les premiers temps, on pouvait reprendre ses armes à la fin de sa journée de travail. Tout le monde pensait alors qu'il fallait rendre coup pour coup à l'ancien régime ; nous combattions un régime réactionnaire qui n'était pas encore définitivement vaincu. Nous nous retrouvions tous ensemble en lutte contre la Savak. Toutefois, au bout d'une ou deux semaines, il apparut que nous avions un nouvel ennemi, pas seulement sur le lieu de travail ; les comités de quartier s'attaquaient aux manifestations de femmes et de chômeurs,

(17) Les bassidji et les pasdaran sont des milices paramilitaires aux ordres du régime (voir dans *Echanges* n° 131, la note 9, p. 35 sur les bassidji, et la note 3, p. 32 sur les pasdaran).

traitaient les manifestants d'agents de la Savak et les mettaient en prison. Tandis que dans les comités d'usine étaient organisés *tous* les travailleurs, ce qui en faisait de véritables conseils ouvriers, on trouvait dans les comités de quartier des commerçants du bazar, des mollahs et même parfois d'ex-membres de la Savak. C'est à partir de ces comités de quartier que la contre-révolution s'organisa.

A Tabriz nous avions, comme dans beaucoup d'autres villes, un mouvement de chômeurs important et actif. Après la révolution, celui-ci appela à une réunion publique à laquelle accoururent entre 500 et 1 000 personnes. Nous avions entendu dire que les comités de quartier avaient l'intention d'intervenir contre cette réunion. Finalement, ils ne se contentèrent pas seulement de la perturber, mais arrêtèrent plusieurs participants pour les emmener dans les mosquées où on les accusa d'être des agents de la Savak, des contre-révolutionnaires, etc.

Puis, ce furent les femmes qui furent agressées dans les manifestations, par exemple au vitriol, parce qu'elles ne portaient pas le voile. Ensuite, l'offensive se concentra sur les rapports de forces au sein des entreprises ; toujours à partir des comités de quartier, le gouvernement islamique imposa sa marque, fit de la propagande contre « les militants de gauche dans les usines » et contre les conseils ouvriers en général, et préconisa l'instauration de comités islamistes partout. Le gouvernement nomma de nouveaux dirigeants dans les entreprises pour remplacer ceux qui avaient fui, avaient été arrêtés ou bien avaient été chassés par les travailleurs. Plus tard, vinrent les organismes d'Etat avec pour tâche de jeter dehors les ouvriers révolutionnaires.

de Mossadegh, et ici et là des slogans anti-communistes. Cette marche prit l'allure d'un référendum en faveur de la prise du pouvoir pacifique par Khomeini.

Au début janvier 1979, lors du sommet du G4 (Etats-Unis, Angleterre, France et République fédérale allemande) en Guadeloupe, l'Iran tenait le haut de l'ordre du jour. Tout le monde était d'accord : le Shah devait partir. Une semaine auparavant, le ministre français des Affaires étrangères avait rencontré à Paris le représentant de Khomeini, Ghotbzadeh (14), et demandé des précisions sur la politique de Khomeini. Deux choses leur furent garanties : les livraisons de pétrole à l'Occident resteraient constantes et l'Iran combattrait le communisme, c'est-à-dire l'influence russe en Iran. Le lendemain de la conférence, une délégation transmettait à Khomeini la décision prise sur le départ du Shah. Il s'agissait d'éviter à l'Iran d'imploser dans l'intérêt de tous. On demandait à Khomeini de veiller au calme et de ne pas s'opposer à Bakhtiar (15) afin d'écarter toute menace de putsch militaire.

Khomeini assura que l'Iran recouvrerait la paix après l'abdication du Shah, que l'économie resterait en ordre de marche et que le pétrole coulerait de nouveau vers l'Occident. La rencontre est demeurée secrète (16).

LE SOULÈVEMENT DE FÉVRIER

Le 16 janvier, le Shah prenait la fuite et, le 1er février, Khomeini atterrissait à Téhéran. A ce moment-là, des comités de grève se constituaient à tous les niveaux de la société qui allaient, plus tard, se transformer en conseils ; mais aussi des comités de quartiers, plus fortement soumis à l'influence des mollahs et des commerçants du bazar. La distribution des produits pétroliers et des moyens de subsistance était organisée par les gens eux-mêmes.

En peu de temps, un conflit éclata entre la garde, restée fidèle au Shah, et une partie de l'armée ; des éléments de la population s'en mêlèrent et se dirigèrent vers les casernes pour prendre les armes. Le 9 février, des collaborateurs de la Savak étaient faits prisonniers et les corps d'armée demeurés fidèles au régime étaient contraints de se rendre lors d'affrontements armés à Téhéran et dans d'autres grandes villes. Partout dans les villes, la police et les unités militaires fidèles au Shah, ainsi que les membres de la Savak, furent désarmés. On estime que rien qu'à Téhéran, 300 000 armes tombèrent aux mains de la population. Pendant ces journées de février, les usines, les administrations, les écoles, les universités, etc. étaient toutes portes closes. Les militants de gauche occupaient les stations de télé-

(14) Sadegh Ghotbzadeh (1936-1982) fut un proche de Khomeini durant son exil en France et ministre des Affaires étrangères en Iran entre novembre 1979 et août 1980, au moment de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis. Il est mort sous les balles d'un peloton d'exécution en 1982 pour un prétendu projet d'assassinat de Khomeini et de renversement de la république islamique.

(15) Chapour Bakhtiar (1914-1981) accepta le poste de Premier ministre offert par le Shah à la fin 1978. Le 10 février 1979, son gouvernement est renversé et lui-même quitte l'Iran en avril. Il s'exile en France d'où il mène un Mouvement de résistance nationale opposé à la république islamique iranienne. Après avoir échappé à un premier attentat en 1980, il est assassiné en banlieue parisienne par un commando le 7 août 1981.

(16) Yasdi Ebrahim, *Akharin Talasch ha dar Akharin Ruz ha* (Ultimes tentatives des derniers jours), Téhéran, 2000, p. 89-98 ; Pierre Salinger, *America Held Hostages : The Secret Negotiations* (L'Amérique prise en otage. Les Négociations secrètes), 1981. (Note de *Wildcat*.)

système privé de la santé. Un numéro d'août 2009 de *Business Week* titrait, à propos de la réforme du système de santé : « Les assurances ont déjà gagné », expliquant comment United Health Group, le plus puissant des assureurs santé des Etats-Unis, a utilisé son influence à Washington sur les démocrates les plus conservateurs pour imposer les paramètres de la réforme dans leurs intérêts (les lobbies ont déversé des tonnes d'argent et de propagande tant auprès des élus que de la masse conservatrice dans le pays

pour conserver l'essentiel de leurs prébendes). La pression est parvenue à ce que le gouvernement, contre une réduction globale de 80 milliards des dépenses de produits pharmaceutiques pour Medicare et Medicaid, accepte de ne pas imposer à l'industrie pharmaceutique une réglementation du prix des médicaments (dont les ventes annuelles dépassent 300 milliards de dollars). Pour parvenir à rallier quelques voix, Obama a également accepté que les frais d'un avortement ne soient pas remboursés.

FINALEMENT, UNE NOUVELLE LOI A ÉTÉ ADOPTÉE... ELLE ÉCARTE TOUTE SOLUTION D'UNE ASSURANCE DIRECTE, style Sécurité sociale ou CMU, pour amener des millions de clients nouveaux aux compagnies d'assurance. Le texte introduit une obligation d'assurance santé pour – en principe – tous les citoyens américains. Les couvertures antérieures par les entreprises ou par Medicare ou Medicaid sont maintenues. Les entreprises qui n'ont pas de contrat maladie pour leurs salariés devront en souscrire un, soit séparément, soit en association avec d'autres pour les PME qui pourront recevoir une aide de l'Etat. Toute personne non assurée par ces différents canaux sera, sous peine d'amende (750 dollars ou 2 % du revenu), tenue de souscrire une assurance individuelle auprès d'une société d'assurance, qui ne pourra refuser cette assurance sous aucun prétexte technique (pas d'exclusion à cause de mauvaise santé ou de l'âge).

Il est institué un organisme de contrôle,« Health Insurance Rate Authority ». D'autre part des dispositions de cette loi réduisent les garanties de Medicare et Medicaid – des économies qui permettront de financer en partie l'extension de l'assurance maladie. Des aides financières sont prévues pour ceux, particuliers ou entreprises,

C'est devenu un lieu commun de souligner que si les Etats-Unis dépensent globalement pour la santé jusqu'à plus de 50 % de ce qui leur est consacré dans les nations industrialisées, leur système est bien moins efficace que dans ces pays. D'après des estimations, le coût de la santé pour chaque Américain serait de 7 000 dollars par an, le double de ce qui est dépensé en Europe, pour une couverture santé de moitié, à la fois en nombre de bénéficiaires et en qualité des soins. (« Cost control not coverage is the key to health reform », *Financial Times*, 20 août 2009.)

qui ne pourraient assumer le coût de cette assurance.

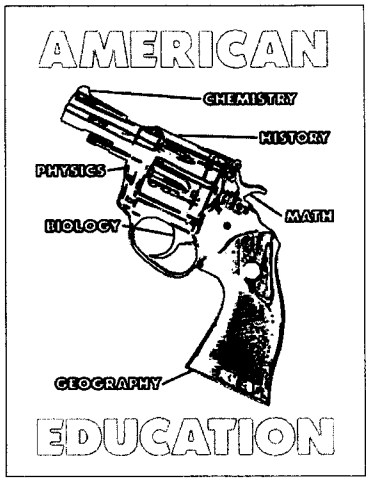
Il est de peu d'intérêt de suivre les tactiques sordides des opposants à la réforme, tout comme le triomphalisme des partisans d'Obama, car ce qui a été adopté reproduit quelques-uns des pires défauts du système américain antérieur.

Alors que l'on chiffrait à 47 millions le nombre d'Américains sans couverture santé, la réforme ne viserait que 32 millions de non-assurés, en laissant 15 millions sur le carreau – immigrants illégaux, indiens (*natives*), SDF (*homeless*), chiffre que certains estiment loin de la réalité (6).

Les mesures globales ne sont pas seules à perturber le système complexe et imparfait de la prise en charge des dépenses de santé. Dans pratiquement tous les Etats, les systèmes locaux de prévention, de soins ou de prise en charge des invalides sont réduits ou supprimés. Certains Etats en profitent même pour imposer leurs choix politiques réactionnaires à ce sujet : c'est ainsi que l'Arizona, sous prétexte d'économies financières, durcit une législation déjà très stricte sur l'avortement, la contraception et les dispositions préventives concernant les femmes.

LE CONDITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE

En perturbant profondément la vie de la plupart des Américains, en détruisant les espoirs de ceux qui croyaient le plus dans les « valeurs » du système, la crise ébranle inévitablement les convictions et la confiance dans un système social et politique. Cet ébranlement dans la vie quotidienne et les convictions qui en découlaient se trouve accentué d'une part avec les profits insolents affichés par les banques et quelques grandes entreprises et d'autre part



http://www.fatamerican.tv/

par les faits convergents exprimant le déclin de la puissance américaine dans le monde (7). Pour le pouvoir, il s'agit d'endiguer la montée des résistances et des revendications autant que de reconquérir une « légitimité ».

Cette « reconquête » suppose l'arsenal des mesures que nous venons d'évoquer mais aussi – et avant tout – l'adhésion d'une fraction importante de la population, celle qui garde l'espoir de conserver ses positions sociales ; il s'agit de persuader le plus grand nombre que la crise n'est « qu'un mauvais moment à passer ». Déjà l'élection d'Obama portait cet espoir non seu-

(6) Un rapport du 22 février 2010 du « Physicians for National Health Program » estime ce nombre à 23 millions ; il décrit aussi comment la réforme signifie une baisse de la qualité des soins pour ceux qui sont déjà garantis. Voir aussi le message du 12 avril 2010 de Peter Shapiro responsable du Health Care Committee of Portland Job for Justice.

(7) « Corporate titans flush with money but will workers shares riches ? » (*Baltimore Sun*, 30 mars 2010), "Many Americans see US influence waning as that of China grows" (*Washington Post*, 25 février 2010).

était proche des Moudjahidin du peuple. Il a appelé les commerçants du bazar à la rescousse, et nous avons obtenu de l'argent à répartir entre tous les ouvriers ; ces derniers ont même reçu en deux mois un salaire équivalent à cinq mois de travail. Mais nous nous étions mis ainsi à la merci des forces réactionnaires. Le bazar imposa la présence de Hadji Araghi (un islamiste du bazar, plus tard directeur d'une prison de Téhéran) aux réunions secrètes de notre comité ; et il était en même temps membre du comité national. C'est ainsi que Khomeini acquit une énorme influence sur notre mouvement... Nous avions jusqu'alors refusé de remettre les raffineries en marche, mais lorsque Khomeini dit qu'il fallait reprendre le travail pour répondre à la demande intérieure, nous avons accepté ; lorsque, après le soulèvement de février, Khomeini ordonna le désarmement des conseils ouvriers, ces derniers ont rendu les armes... (12) »

LA CONTRE-RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN MARCHE

Peu à peu, des liens organisationnels se sont mis en place entre le clergé autour de Khomeini et certaines fractions des commerçants du bazar ainsi que de ce que l'on appelle la bourgeoisie libérale ; ce groupe est alors parvenu à s'imposer à la tête du mouvement en chassant les militants de gauche et les femmes des manifestations. Khomeini et ses partisans firent de l'importation de la culture occidentale « colonialiste » : télévision, cinéma, etc., la cible de leur propagande. Dans les manifestations et les affrontements avec la police, l'armée et les forces de sécurité, on ne s'attaquait plus seulement aux banques, aux institutions étatiques ou aux postes de police, mais aussi aux cinémas, aux magasins qui vendaient de l'alcool, etc. L'incendie du cinéma le Rex à Abadan constitua, de ce point de vue, un apogée, bien qu'à l'époque beaucoup de gens en rejetèrent la responsabilité sur le régime du Shah plutôt que sur les khomeinistes.

Depuis Paris, Khomeini se présentait inlassablement comme l'avocat d'une résistance passive. A l'occasion de l'Achoura (13), le sommet du mois de deuil pour les chiites, le 11 décembre 1978, ses partisans et les libéraux religieux, avec l'accord et la bénédiction d'une partie de l'armée, organisèrent une marche à Téhéran, à laquelle participèrent plus d'un million de personnes canalisées par un impressionant service d'ordre des religieux. Les mollahs avaient tout planifié : des centaines de milliers de femmes en tchador (grand voile noir) se pliaient aux règles de l'ordre islamique. Les militants de gauche et les laïques étaient soit absents soit indésirables. Partout des affiches de Khomeini, mais aussi des portraits du réformateur religieux Ali Chariati ; très peu de portraits

(12) Khosroshahi Yadullah, « Khaterati az Zendegi va Mobareze ye Kargaran e Naft » (Souvenirs de vie et de lutte des travailleurs du pétrole), *in Pazhuhesch e Kargari* n° 3, Hanovre, printemps 1999, p. 110-111. Yadullah était syndicaliste et militant ouvrier. Sous le régime du Shah, il participa à la fondation du syndicat des travailleurs du pétrole de Téhéran et devint plus tard membre du conseil ouvrier des raffineries. Il connut la prison, sous le Shah et sous Khomeini, pour faits de grève et en raison de ses activités politiques. Il est mort à Londres des suites d'une attaque cardiaque le 4 février 2010. (Note de *Wildcat*)

(13) Pour les sunnites, l'Achoura est une période de jeûne de deux jours. Instituée par Mahomet sur le modèle du Yom Kippour juif, le dixième jour du septième mois ; le nombre 10 se prononçant asara en arabe a donné son nom à cette fête. Pour les chiites, il commémore l'assassinat de l'imam Hussein et de ses partisans à Kerbala en Irak.

lement à l'élite dirigeante des islamistes). Quelques-uns de ces dirigeants, tels que Taleghani, Rafsandjani et Khamenei (9), se mirent peu après à la tête des manifestations et formèrent, plus tard, le Conseil de la révolution (10) aux côtés d'autres délégués nommés par Khomeini.

A ce moment-là, tout le monde était dans la rue. Dans les usines, les revendications n'étaient plus purement économiques mais prenaient un tour politique. On avait alors affaire à un vaste mouvement populaire d'écoliers, d'étudiants, des administrations et des usines. L'idée d'une grève générale se faisait jour.

Le 19 août 1978, 25e anniversaire du putsch de la CIA contre Mossadegh (11), un cinéma où on projetait un film de gauche était incendié à Abadan. On accusa la Savak d'en avoir été à l'origine. Quatre cent soixante-dix-sept personnes ont perdu la vie dans cet incendie. L'instigateur et le maître-d'œuvre en était un proche de Khamenei, mais on ne le sut qu'après la révolution. La première manifestation, organisée en grande partie par un comité de travailleurs, eut lieu à Abadan juste après les obsèques des victimes. Des coups de feu tirés sur la foule firent quelques blessés ; le lendemain, Abadan donnait le signal de la grève générale.

S'ensuivit un cycle de grèves de masses à partir de l'automne : le 23 septembre 1978, jour de rentrée des classes, écoliers et étudiants se mettaient en grève et descendaient dans la rue ; les travailleurs des raffineries de pétrole de Téhéran, eux, étaient en grève depuis le 9 ; le 7 octobre, c'était au tour de ceux des champs de pétrole. Entre octobre 1978 et janvier 1979, la grève devenait générale, suivie par 4 millions d'ouvriers et employés. Des comités de grève s'érigeaient de tous côtés ; les quartiers passaient sous le contrôle de comités de voisins.

Il n'y avait ni caisse de grève ni argent. Or, les grèves longues ne pouvaient tenir qu'avec le soutien financier des autres couches de la population ; ce fut la porte ouverte au bazar et aux organisations politiques des mollahs. Le soulèvement contre le régime du Shah commença par la grève des travailleurs du pétrole, qui servit elle-même de levier à la contre-révolution islamiste. Vingt ans après, un des meneurs du conseil ouvrier des raffineries de Téhéran racontait :

« On n'a perçu aucun salaire pendant la grève et nous n'avons pas touché à l'argent du syndicat déposé en banque. Nous avons mis en place une caisse de solidarité et appelé tout le monde à y contribuer ; les étudiants, d'autres encore, avaient épuisé tout leur argent ou bien avaient quelque empêchement. Nous nous sommes alors adressés à l'ayatollah Taleghani, qui

(9) L'ayatollah Mahmoud Taleghani (1911-1979), considéré comme un membre modéré du clergé iranien, avait appartenu à l'opposition chiite au gouvernement du Shah, aux côtés de Khomeini. Il est mort peu après la prise du pouvoir par ce dernier. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani fut président de l'Iran de 1989 à 1997 (voir *Echanges* n° 131, note 6, p. 33). Ali Khamenei, soutenu par Rafsandjani, est devenu le Guide suprême de la République islamique d'Iran à la mort de Khomeini en 1989, après la disgrâce du dauphin présumé Hossein Ali Montazeri (1922-2009). Il a vivement pris position en faveur d'Ahmadinejad après la réélection de celui-ci en juin 2009 (voir *Echanges* n° 131, note 10, p. 36).

(10) Le Conseil de la révolution a été formé en janvier 1979 sur l'initiative de Khomeini et était, à l'origine, composé de religieux, de dirigeants politiques laïcs proches de Bazargan et de représentants de l'armée. Après la démission de Bazargan du gouvernement, ses proches quittent le Conseil le laissant aux mains des religieux.

(11) Mohammad Hedayat, dit Mossadegh (1881-1967), milita pour la nationalisation du pétrole alors qu'il était premier ministre en 1951. Le Shah le renversa avec l'aide de la CIA et le mit en prison en 1953.

lement de sortir des « années Bush » mais aussi d'une orientation politique de « sortie de crise ». Au-delà des paroles lénifiantes quasi quotidiennes commentant le plus léger frémissement de chiffres de l'activité économique normalement distordus, cela ne peut se faire qu'en ressortant les « valeurs » de l'Amérique, le protectionnisme économique, le nationalisme.

On trouve cette orientation par exemple dans les projets de réforme du système éducatif qui prévoient que les intéressés devraient être menés avec « assez de fermeté pour être compétents dans les secteurs qui requièrent leur expertise ». On peut aussi la voir dans l'attribution de 825 milliards à des projets concernant les infrastructures, mettant comme condition pour l'octroi de marchés qu'ils comportent l'engagement d'acheter de l'acier américain. Dans le « package » de financement de la relance économique existe une clause qui interdit aux banques recevant des subsides d'embaucher des travailleurs immigrés. Ainsi les recrutements sélectifs de « spécialistes », une catégorie très limitée, donnent lieu à des visas de deux années non renouvelables.

Bien sûr, cela ne dépend pas seulement des Etats-Unis mais de l'évolution globale du capital, et de ce point de vue les mesures protectionnistes de la même nature que celles que nous venons d'évoquer peuvent n'être que ponctuelles, de propagande plutôt que d'une réelle efficacité économique. Toujours est-il que toute une campagne est actuellement menée pour faire adhérer à une idéologie non seulement protectionniste mais aussi nationaliste et religieuse (8).

Nous laisserons de côté la résurgence de groupes d'extrême droite plus ou moins fascisants, car ils ne semblent pas représenter une tendance caractéristique, bien qu'ils soient un signe du type de réaction qu'une crise peut entraîner (9). Un article du *Baltimore Sun* (20 août 2009), « Hate rise ? », s'inquiétait de la recrudescence des attaques racistes contre des Noirs, symptomatique d'un climat grandissant de colère sociale. Plus inquiétante est l'apparition dans les réunions politiques de pancartes portant des slogans « Mort à Obama » et d'assistants exhibant ouvertement des fusils d'assaut (10). Plus important encore, en partie parce que plus médiatisé et développé lors de la virulente campagne contre la réforme du système de santé (et disposant des fonds dispensés par le capital de ce secteur), est le mouvement « Tea Party », un mouvement populiste

(8) L'imposition de droits de douane sur certains produits dans le commerce avec la Chine (pneus, papier, tuyaux d'acier) est relayée par des propositions hétéroclites qui témoignent surtout de la pression idéologique de ce nationalisme économique. Quelques exemples récents : le 12 mars 2010, Obama déclare que les objectifs de redressement ne peuvent être atteints sans une réévaluation du yuan ; le 14 mars, le *New York Times* propose une taxe de 25 % sur tous les produits chinois ; le 16 mars, deux sénateurs déposent un projet menaçant de sanctions tout pays manipulant sa monnaie.

(9) On doit pourtant signaler un activisme grandissant des groupes d'extrême droite depuis l'élection d'Obama, ce dont témoigne une mise en garde du ministère de l'intérieur (Homeland Security) (*Libération* du 12 juin 2009). La virulence de la propagande contre la réforme du système de santé et les propos particulièrement débiles et outrés, notamment de l'ex-candidate républicaine à la vice-présidence, portent aussi à penser que la crise peut favoriser le développement de tendances autoritaires de style fasciste. On peut rapprocher de ces faits les ventes d'armes à feu qui ont augmenté de 25 % depuis janvier, ayant déjà fait un bond de 42 % après l'élection d'Obama. Son projet de contrôle des ventes d'armes ayant été mis au placard, ce stock d'armes peut refléter la crainte d'affrontements intérieurs.

(10) « America the delusional. Guns at presidential rallies. The tenor of our discourse is mutating into irrational hysteria » (*The Los Angeles Times*, 19 août 2009).

d'extrême droite qui reprend tout un amalgame des campagnes réactionnaires voire racistes depuis la seconde guerre mondiale, et qui s'affirme comme une composante du Parti républicain (11).

Symbolique de ce retour à l'une des bases de la domination idéologique, particulièrement aux Etats-Unis, fut cette messe célébrée dans la cathédrale de Detroit, avec de nouveaux modèles de voitures devant l'autel, devant lesquels vinrent s'incliner les dirigeants patronaux, politiques et syndicaux, rassemblés là dans une unanimité nationale. Le vice-président de l'UAW a résumé les positions syndicales dans la crise : « Nous avons fait tout ce que nous pouvions dans le syndicat, maintenant je me tourne vers notre Seigneur. »

Actuellement sont organisés dans tous les Etats-Unis des rallies sur le thème « Keep it made in America » (qui fait écho au « Buy American » d'Obama) sponsorisée par le syndicat patronal AAM et le Parti démocrate, et auxquels participent des représentants syndicaux locaux.

Un autre aspect plus insidieux de ce conditionnement réside dans la culpabilisation de l'Américain moyen que le système, surfant sur cette aspiration à « paraître » de la pseudo appartenance à la classe moyenne : c'est parce qu'il a accepté d'être consommateur à crédit des éléments de cette représentation qu'il est devenu une sorte de responsable de la crise. : « J'aimerais faire ce que l'on me dit de faire mais je ne sais pas qui écouter... Je ne sais pas trop comme j'ai pu faire pour causer tant de mal à l'économie mondiale... J'admets que j'ai fait des achats impulsifs. Mais l'Islande est en faillite et d'une manière ou d'une autre, c'est la faute de la classe moyenne américaine et de son addiction au crédit... (12) » Peut-on relier de tels propos à la faiblesse des réactions aux Etats-Unis face aux ravages de la crise ?

Il semble pourtant que la crise entraîne une évolution dans la mentalité de l'Américain moyen. Certains soulignent encore que « les Américains idéalisent leur individualisme en le considérant comme un garde-fou » et que « lorsqu'on parle de mutualisation des risques, ils pensent immédiatement que quelqu'un veut profiter de leur travail (13) ». D'autres par contre insistent sur les effets à long terme du chômage qui fait que ces individualistes invétérés considèrent maintenant qu'ils font « partie d'un vaste courant de gens qui ont été précipités dans le fleuve, et ne le prennent plus comme une affaire personnelle (14) ». On peut y voir l'amorce d'un mouvement collectif.

H. S.

À SUIVRE :
– LE RENFORCEMENT DE LA « PRÉSENCE AMÉRICAINE » : DOMINATION MONDIALE ET RÉPRESSION SOCIALE
– FACE À LA MONTÉE DES PÉRILS, UNE CRIMINALISATION TOUS AZIMUTS
– QUELLES PERSPECTIVES ?

(11) « The "Tea Party" movement in the USA: a right-wing media creation », David Walsh, 9 février 2010. Le congrès de ce mouvement a réuni 600 militants à Nashville (Tennessee). Il s'est développé sur le thème du refinancement des prêts hypothécaires, puis sur celui de la réforme de l'assurance maladie, comme une réaction des citoyens américains les plus aisés contre toute forme de solidarité avec les plus démunis. Sa démagogie entraîne toutes les franges les plus réactionnaires sur des sujets divers, avortement, créationnisme, etc.

(12) « Susan, it's not my fault that I'm to blame for all this » (*The Baltimore Sun*, 20 août 2008).

(13) « Trop d'individualisme peut nuire à la réforme de la santé », *New York Times* cité dans *Courrier International* du 29 décembre 2009.

(14) « US feels effects of long term joblessness » (*Financial Times*, 24 novembre 2009).

furent de relâcher la répression sur les campements aux portes des villes et de supprimer la caisse spéciale pour le paiement des mollahs. Des nationaux-libéraux (tels que Bazargan (7), plus tard président du conseil), des intellectuels et l'intelligentsia libérale cherchèrent à profiter de cette « ouverture » en appelant au respect des droits de l'homme. Et depuis son exil, Khomeini annonça l'unité entre intellectuels et mollahs.

Le 9 janvier 1978, des milliers d'étudiants en religion manifestaient à Qom aux côtés d'autres étudiants pour appeler l'intelligentsia à prendre publiquement position en faveur de Khomeini qui avait été diffamé dans un article de journal. La police ouvrit le feu sur la foule, faisant 9 morts et 15 blessés. Ces événements sont présentés aujourd'hui par le régime comme marquant le début de la révolution. Selon certains cléricaux, c'est à partir de ce moment-là que les commerçants du bazar se joignirent au mouvement ; à cette époque, ils étaient 400 000 rien qu'à Téhéran sur une population de 5 millions. Les mosquées étant accessibles à tous et hors de portée de la répression étatique, elles remplacèrent bientôt les campus et autres lieux comme centres du mouvement. Les ouvriers et ouvrières qui, à cette époque, s'étaient organisés en comités de grève à l'intérieur des usines, hésitèrent dans un premier temps à descendre dans la rue. Les anciens, en particulier, qui se méfiaient des mollahs, ne voulaient pas manifester sous le slogan « tous ensemble », craignant que leurs intérêts ne soient pas pris en compte.

Quarante jours plus tard, une cérémonie funéraire organisée à Tabriz en l'honneur des morts de Qom dégénérait en manifestation que le régime voulut disperser brutalement, provoquant une émeute. Ce soulèvement est aujourd'hui dûment répertorié dans le martyrologe sous le nom de « Qom quarante jours après ». A l'époque, on ne vit dans cette affaire aucune image de Khomeini ; presque personne ne le connaissait ni n'avait idée de ce que pouvait être une « république islamique ». Par contre, on pouvait voir plusieurs portraits de militants de gauche assassinés ainsi que de Chariati (8). La plupart des participants ne pouvaient alors imaginer que l'islam, ou n'importe quelle autre religion, aurait plus tard son rôle à jouer.

Une période de manifestations de masses s'amorça à partir d'août 1978, à laquelle le gouvernement réagit par des mesures discordantes : une fois, par la proclamation de l'état de siège et des massacres (comme lors du « vendredi noir » avec plus de 250 morts et mille blessés) ; une autre fois, par un peu plus de libertés politiques (en libérant par exemple des prisonniers politiques appartenant principa-

(7) Mehdi Bazargan (1907-1995) est nommé premier ministre par Khomeini le 5 février 1979. Il était privé de toute autorité, le pouvoir effectif étant alors entre les mains des comités révolutionnaires constitués par les ouvriers, employés et étudiants dans l'ensemble du pays. Il démissionne de son poste le 5 novembre, le lendemain de la prise de l'ambassade américaine, pas tant, semble-t-il, pour protester contre cette action que parce que le régime s'opposait à ses conceptions libérales, anticléricales et proparlementaires.

(8) Ali Chariati (1933-1977) est un philosophe iranien qui a renouvelé le chiisme, version de l'islam majoritairement suivie en Iran. La scission entre chiisme et sunnisme, les deux courants les plus pratiqués par les islamistes, remonte à une querelle de succession après la mort de Mahomet, en 632, pour savoir qui devait devenir le nouveau guide du peuple des croyants. Les particularités doctrinales et les différence théologiques entre ces deux courants reposent donc finalement sur une base politique, les chiites accordant plus d'importance à leurs dirigeants religieux que les sunnites qui ont un système religieux moins rigoureusement hiérarchisé.

usines ? Ils auraient été beaucoup plus utiles s'ils y étaient restés !

Après la grève des ouvriers du textile, le mouvement faiblit, pour repartir avec la montée de l'inflation. L'occupation d'une usine textile fut alors une autre lutte cruciale : les ouvriers s'étaient barricadés à l'intérieur et on ne pouvait leur procurer à manger et autres commodités qu'à travers une fenêtre. Des étudiants assuraient le ravitaillement ; il fallait du courage, la Savak ayant entièrement encerclé l'usine. La tradition de l'unité entre étudiants et travailleurs date de cette époque.

La crise mondiale de 1973 et ses conséquences

S'il est impossible de comprendre l'industrialisation massive en Iran sans tenir compte de la crise des années 1950, on ne peut pas plus comprendre la révolution iranienne sans tenir compte de la « crise mondiale du pétrole » de 1973. En quelques années, le pays fut soumis à une crise générale, malgré un quintuplement des prix du pétrole et un quadruplement de ses revenus annuels engendré par ses exportations de pétrole.

Les pétrodollars encaissés n'étaient pas seulement investis à l'étranger (chez Krupp, Daimler, etc.) mais aussi engagés dans une capitalisation spéculative des terres. Les dépenses en investissements doublèrent, on encouragea l'importation de technologies à grande échelle (la construction de centrales nucléaires, entre autres) et l'armée iranienne fut dotée des équipements les plus modernes ; mais le boom ne dura que deux années, et dès la mi-1976 les dépenses de l'Etat dépassaient ses recettes, provoquant une disette entre 1975 et 1977 qui se transforma en récession au début 1977.

Les travailleurs répondirent à l'inflation galopante depuis le début de l'année 1974 par une vague de grèves, qui atteignit son apogée en mai et entraîna une hausse des salaires, mais aussi l'arrestation et le licenciement de nombreux ouvriers ; cinquante-deux d'entre eux, venant des seules raffineries de Téhéran, furent ainsi emprisonnés.

L'effervescence qui touchait les usines et les universités depuis des années se répandit bientôt dans les ceintures de pauvreté des villes, non seulement à Téhéran mais partout ailleurs. Le mouvement des habitants des bidonvilles, notamment, s'étendit dans la mesure où la crise économique évoluait. Ces habitants des bidonvilles : ouvriers, chômeurs et petits commerçants, étaient les plus affectés par la crise, et souffraient en outre de ce que l'industrie, et le marché du travail en général, embauchaient de moins en moins alors que de plus en plus de gens venaient en ville.

J'ai moi-même vécu dans le milieu des années 1970 cet afflux quotidien de population et les petits conflits incessants qui en découlaient. Ils n'avaient ni eau courante ni électricité ; et ils avaient construit leurs maisons, s'étaient branchés sur le réseau électrique ou devaient s'approvisionner en eau illégalement. Les accrochages avec la garde autour de ces campements non autorisés étaient continuels. Le pouvoir d'Etat et les grandes entreprises de construction immobilière envoyèrent par exemple, en novembre 1974, des troupes pour déloger les occupants de ce qui est maintenant Schemira (un quartier de Téhéran) où, à cette seule occasion, 60 maisons furent rasées et où on dénombra plusieurs morts. En août 1977, il y eut une grande manifestation à laquelle participèrent 50 000 habitants des bidonvilles. La situation était incontestablement explosive.

Sur ce, le Shah mit en place un nouveau gouvernement dont les premières mesures

LA RÉVOLUTION IRANIENNE - 1979

En 1979, la révolution iranienne et la contre-révolution islamique ont donné l'image d'une profonde cassure dans la perspective d'une révolution mondiale. La révolution de 1977-1979 fut l'une des plus importantes du XX^e^ siècle, et la contre-révolution, l'une des plus brutales de l'histoire moderne : selon des estimations basses, 20 000 opposants politiques ont été assassinés entre 1979 et 1989.

La désillusion qui a suivi l'échec de 1979 a fait que de nombreux militants de gauche sont désormais incapables d'envisager d'autre objectif que « la démocratie ». L'idéologie anti-impérialiste qui avait cours autrefois (le développement du capitalisme étant une étape nécessaire sur la voie à la révolution, l'impérialisme représentait un frein à cette évolution dans les pays assujettis) et sa permutation actuelle (l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne, Obama, les syndicats occidentaux, l'Organisation internationale du travail, etc. doivent servir à ouvrir la voie vers la démocratie) sont les deux faces d'une même médaille : toutes deux ignorent l'énorme potentiel social de 1979.

On parle aujourd'hui de « mouvement pour la démocratie » ; un concept autrefois absurde, à la limite de l'aberration, alors que l'on s'intéressait aux besoins, aux revendications et que la propriété posait problème. Dans le texte qui suit nous voulons tenter de répondre à cette question : comment un vaste mouvement révolutionnaire qui, après qu'une large coalition des habitants des bidonvilles, des étudiants, des chômeurs et de la (petite-)bourgeoisie n'eut pu ébranler le pouvoir dictatorial, s'est finalement exprimé dans des grèves de la classe ouvrière, a-t-il pu se transformer en contre-révolution islamique ?

Dans un entretien paru dans le n° 541 (21 août 2009) de la revue *analyse & kritik*, « Von der Massenautonomie zum islamischen Staat » (De l'autonomie des masses à l'Etat islamique), Piran Azad se demande comment l'ample mouvement des conseils (1) a pu être vaincu par les mollahs, et ré-

« Die Iranische Revolution – 1979 », article paru dans le n° 86 (printemps 2010) de la revue allemande «Wildcat ».

Les notes sont du traducteur, sauf mention contraire.

(1) Sur les conseils ouvriers en Iran à la fin des années 1970, on lira Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran. 1978-1979*, Ab irato, 2002 ; et le compte rendu de cet ouvrage paru dans *Echanges* n° 100, p. 67 (voir *Echanges* n° 115, note 6, p. 37).

pond qu'en fin de compte c'est parce que la gauche était faible et les mollahs forts. Ce qui restreint définitivement le débat à une vue d'en haut de l'histoire : « Qui, des mollahs ou de la gauche, parvient au pouvoir ? », évacuant les antécédents des « conseils ouvriers ».

Or, la question des rapports entre processus sociaux et phénomènes politiques est de la plus grande importance ! De nombreux commentateurs prennent pour « début de la révolution iranienne » les initiatives et actions politiques venues d'en haut ; les mollahs, eux, le datent d'une manifestation du début 1978 à Qom. Alors que ce sont les mouvements de base, nés dans les années 1970, qui furent décisifs : mouvement ouvrier, mouvement étudiant et, surtout, le mouvement des habitants des banlieues.

Luttes et crises avant 1978

On retrouve le même schéma pour les années 1960 : on prête généralement l'initiative, dans ces années-là, au Shah et à sa *révolution blanche* (2), considérée comme une « révolution d'en haut » due au bon plaisir du prince. En fait, c'était une réaction à la crise économique et aux luttes de l'époque. Pour Khomeini, et pour l'Etat actuellement en place, « l'insurrection du 15 Khordad (3) », en juin 1963, fut avant tout un soulèvement organisé par les commerçants du bazar après l'emprisonnement de Khomeini et écrasé dans le sang. Une date indélébilement inscrite dans la mémoire collective dont l'interprétation fait l'objet de débats depuis lors : les Moudjahidin du peuple (4) tenant l'insurrection pour révolutionnaire, le parti Toudeh (5) pour un soulèvement réactionnaire. Ici aussi, les événements des années précédentes ont leur importance : en 1959, la période d'accalmie, postérieure au putsch de la CIA de 1953, appartenait au passé ; la crise économique était là et les luttes s'étendaient. Entre 1959 et 1963, notamment, les luttes ouvrières n'ont jamais cessé, auxquelles vinrent s'ajouter les manifestations d'étudiants et de lycéens ; de nombreux partis politiques furent fondés à cette époque-là...

1958-1961

Pendant le premier trimestre 1958, le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis chutait de 10,4 %. La République fédérale allemande était au plus bas de tout l'après-guerre. La crise économique régnait en Iran : les prix des moyens de subsistance augmentaient, et afin de couvrir son déficit budgétaire (80 millions de dollars en 1962), le pays levait des crédits à l'étranger qu'il fallut financer par une réduction des dépenses.

En juin 1959, la police iranienne ouvrait le feu sur 3 000 grévistes des briqueteries, faisant environ 50 morts et des centaines de blessés. Une tentative des étudiants de porter le conflit dans la rue succombait partout sous l'action sanglante de la police. En avril 1961, trois mois après la prise de fonction de Kennedy, on tirait sur des enseignants en grève au cours d'une manifestation, faisant un mort. La nouvelle administration Kennedy exigea de l'Iran de profondes réformes économiques et politiques.

C'est dans ce contexte que se réorganisèrent les mouvements politiques en Iran et que fut envisagée l'option d'une sortie de crise en finançant le développement du pays par le pétrole. La soi-disant *révolution blanche* convertit la terre en capital : deux millions de paysans sans terre, qui furent plus tard dans l'incapacité de rembourser leurs dettes à l'Etat, reçurent de petites parcelles grâce à une réforme agraire.

Le prolétariat villageois traditionnel et les artisans ne trouvant plus de travail à la campagne, nombre d'entre eux allèrent en ville dans les usines nouvelles, ou pour y chercher n'importe quelle occupation. La configuration du pays en fut considérablement modifiée : dans les quinze années qui précédèrent la révolution, la proportion des habitants des villes par rapport à la population totale passa du tiers à la moitié.

Khomeini se manifesta à cette époque, tout d'abord en demandant au Shah de ne pas accorder le droit de vote aux femmes, puis en s'exprimant violemment contre les Etats-Unis et les « lois capitulardes ». L'écrasement du soulèvement de 1963 fit de lui, dans la mémoire collective, le dépositaire de ces années de lutte.

1963-1972

La période qui va du soulèvement de 1963 à 1968 a été principalement marquée par des mobilisations estudiantines ; l'Iran, aussi, a eu son « 68 ». Puis, c'est un mouvement ouvrier revigoré qui reprit la parole. La grève des bus en 1968 fut importante en ce sens. Le régime voulait augmenter le prix des tickets, mais tout le monde s'y opposait : les étudiants, les écoliers, les usagers, les conducteurs de bus et les travailleurs des entreprises de transport, et ils ont fait reculer le pouvoir par la grève. En 1971, ce sont les ouvriers du textile qui se mettaient en grève à Téhéran et organisaient une marche demeurée célèbre ; la police et la Savak (6) ouvraient le feu sur la manifestation, tuant 10 ouvriers.

Un mouvement de guérilla était né peu de temps auparavant, qui se voulait « le petit moteur qui allumerait le grand moteur » et qui se sentait conforté dans cette conception par la manifestation des ouvriers du textile (« Notre mouvement a porté ses fruits »). Mais le lien entre guérilla et mouvement ouvrier était artificiel : les luttes ouvrières étaient nées sans elle.

Au début, il n'y avait que des travailleurs « conformes » dans les analyses des groupes de guérilla ; après la grève des ouvriers du textile, ils se sont ouvertement impliqués dans les luttes puis, dans un troisième temps, ont recruté dans les usines. Ce qui leur valut des critiques de plus en plus vives à partir de 1975 : pourquoi avoir arraché les travailleurs aux

(2) Programme de modernisation du pays lancé en 1963 par le Shah Mohammad Rezâ Pahlavi, qui gouverna l'Iran de 1941 à 1979 (voir *Echanges* n° 131, note 2, p. 31).

(3) Khordad est le nom d'un des mois du calendrier perse. Les événements dont il s'agit ici datent du 15 Khordad 1342, c'est-à-dire du 5 juin 1963.

(4) Les Moudjahidin du peuple se sont formés dans les années 1960. En 1979, ils affichaient une idéologie trotskyste et anti-impérialiste, et étaient membres de l'Internationale socialiste. Après la chute du Shah, ils organisent des attentats contre les militaires américains en Iran et créent des comités révolutionnaires. Ils sont persécutés à partir de 1981, date de la rupture de Khomeini avec la gauche et en août de cette année-là, ils s'exilent massivement en France. Ce sont eux qui ont indiqué à la CIA l'emplacement des sites nucléaires en Iran.

(5) Le parti Toudeh (Parti du peuple) d'Iran a été fondé en 1941. C'est un parti de type léniniste, anti-impérialiste et nationaliste, aujourd'hui clandestin (voir *Echanges* n° 115, note 9, p. 38).

(6) Savak : Saseman Amniat va Etelaot Keschwar, services secrets iraniens de 1957 à 1979. (Note de *Wildcat*)